

Evaluation Décentralisée

Programme de Pays 200326 du PAM en Guinée 2013 - 2017

Version Finale - Juin 2018

IRAM

Gestionnaire de l'évaluation : Facoly Coulibaly

Préparé par

Henri Leturque, Chef d'équipe

Anne Bichard, Spécialiste Nutrition

Younoussa Baldé, Spécialiste Développement Rural

Abdul Karim Diallo, Spécialiste Education

Avec un appui qualité de Cécile Patat

Remerciements

L'équipe d'évaluation remercie chaleureusement toutes les personnes ayant partagé les informations, points de vue et analyses utilisés pour la préparation de ce rapport, et en particulier : les bénéficiaires des actions mises en œuvre dans le cadre du programme de pays du PAM, le personnel du PAM et de ses partenaires institutionnels, financiers et opérationnels. L'équipe remercie également le PAM pour l'appui logistique et organisationnel ayant permis de faciliter la conduite des travaux.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'Equipe d'évaluation, et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme Alimentaire Mondiale (PAM). La Responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport appartient uniquement à ses auteurs. La publication de ce document ne signifie pas que le PAM appuie les opinions exprimées.

Les dénominations utilisées et la présentation de matériel dans les cartes n'implique en aucun cas l'expression d'opinion de la part du PAM en ce qui concerne le statut juridique ou constitutionnel de tout pays, territoire, ou zone maritime, ou en ce qui concerne la délimitation des frontières.

Table des Matières

Liste des figures et des tableaux	v
Résumé Exécutif	vi
1 Introduction.....	1
1.1 Vue d'ensemble du sujet de l'évaluation	1
1.2 Contexte	5
1.3 Méthodologie de l'évaluation et limitations	7
2 Résultats de l'Evaluation	9
2.1 Question 1 : Pertinence du Programme Pays	9
2.1.1 Pertinence vis à vis des besoins des groupes cibles	9
2.1.2 Pertinence vis à vis des besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales.....	12
2.1.3 Alignement avec les stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.	13
2.2 Question 2 : Cohérence et connectivité du Programme Pays.....	15
2.2.1 Prise en compte des leçons tirées et valorisation des acquis.....	15
2.2.2 Articulation et complémentarité des composantes et activités du CP	16
2.2.3 Complémentarité et articulation avec les autres opérations mises en œuvre par le PAM sur la période 2013-2017	16
2.2.4 Cohérente avec les capacités des institutions nationales dans ses domaines d'interventions ?	17
2.2.5 Coordination de la mise en œuvre du CP avec l'action d'autres acteurs	18
2.3 Question 3 : Efficacité du Programme Pays	20
2.3.1 Mise en œuvre des activités relativement aux planifications	20
2.3.2 Atteinte des objectifs et résultats fixés	23
2.3.3 Mise en œuvre de la stratégie de ciblage, notamment du genre?	25
2.3.4 Adaptation des modalités d'intervention aux résultats visés.	28
2.3.5 Contribution du CP à l'atteinte des résultats observés.....	31
2.4 Question 4 : Impact et durabilité du Programme Pays	32
2.4.1 Evolutions nationales en matière d'accès à l'éducation, de nutrition, d'insécurité alimentaire et de préparation aux urgences.	32
2.4.2 Evolution de causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 33	
2.4.3 Contribution du CP aux évolutions constatées.....	34
2.4.4 Effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre.	34
2.4.5 Niveau de soutenabilité financière du CP	35
2.4.6 Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.....	36

2.5	Question 5 : Efficience du Programme Pays.....	37
2.5.1	Efficiencie des modalités d'interventions.	37
2.5.2	Efficacité de la gestion des partenariats mobilisés.	38
2.5.3	Efficacité des appuis techniques.	39
2.5.4	Efficacité du système de suivi et évaluation, de reporting et de communication 40	
2.5.5	Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique et de communication interne ont-ils été adaptés et efficaces ?.....	41
3	Conclusions et Recommandations.....	42
3.1	Conclusions	42
3.2	Leçons tirées et bonnes pratiques.....	45
3.3	Recommandations.....	46
4	Annexes.....	49
	Annexe 1 : Termes de Référence	50
	Annexe 2: Matrice d'évaluation	84
	Annexe 3: Carte des opérations du PAM.....	102
	Annexe 4: Documentation consultée	104
	Annexe 5: Liste des personnes rencontrées	109
	Annexe 6: Outils de collecte de l'information	118
	Annexe 7: Itinéraire de la mission d'évaluation.....	154
	Annexe 8: Recommandations issues de l'ENSAV 2012.....	156
	Annexe 9: Données de réalisation des activités	157
	Annexe 10: Indices d'efficience et d'efficacité des modalités d'intervention pour les activités de FFA	161
	Annexe 11 : Analyse de l'évolution de la Malnutrition en Guinée	163
	Liste des Acronymes	166

Liste des figures et des tableaux

Figure 1: Logique intervention du CP (Source: adapté du document de projet et des RB)	2
Figure 2: Niveau et origine des financements du CP au 4 février 2018	4
Figure 3: Nombre de bénéficiaires des activités d'alimentation scolaire (Source SPR 2013-2017)	21
Figure 4: Nombre de bénéficiaires des activités de nutrition (Source SPR 2013-2017)	21
Figure 5: Nombre de bénéficiaires des activités d'assistance alimentaire pour la réalisation d'actifs (Source SPR 2013-2017)	22
Figure 6: Nombre de bénéficiaires d'activités d'assistance alimentaire aux personnes affectées par l'épidémie Ebola (Source SPR 2016-2017)	22
Figure 7: Evolution du nombre de CRENAM soutenus par le CP	27
Figure 8: Evolution d'indicateurs de vaccination entre 2012 et 2016	33
Figure 10: Stratégies alternatives de fourniture des légumes aux cantines prévues par les groupements	37
Figure 11: Date de création des groupements appuyés	37
Figure 12: Compétitivité économique des achats locaux	38
Tableau 1: nombre de bénéficiaires par composantes et activités et évolutions	3
Tableau 2: Volumes des achats locaux de 2014 à 2017	22
Tableau 3 : Niveaux de réalisation des quantités d'assistance prévues par bénéficiaire	23
Tableau 4: Evolution de la couverture géographique du programme d'alimentation scolaire (sources : document de projet et fichier de suivi BP)	26

Résumé Exécutif

Introduction, contexte et objet de l'évaluation

1. Cette évaluation finale du Programme Pays 200326 (CP) est commanditée par le Bureau Pays (BP) du PAM en Guinée, elle couvre la période de Janvier 2013 à Septembre 2017. Cette évaluation du CP poursuit des objectifs de responsabilité et d'apprentissage, et constituera l'un des éléments sur lequel le PAM s'appuiera pour conduire le processus de préparation de son nouveau Plan Stratégique Pays (CSP) pour la période 2019-2023. Les principaux utilisateurs visés par cette évaluation sont le BP PAM et ses partenaires en Guinée, notamment les institutions nationales et les agences des Nations Unies. Le Bureau Régional (BR) et le siège du PAM sont également concernés par cette évaluation.
2. Malgré un potentiel agricole considérable, l'insécurité alimentaire en Guinée est relativement importante¹, essentiellement liée à des problèmes d'accès à l'alimentation pour certaines catégories de la population. La malnutrition chronique est élevée et la malnutrition aigüe atteint parfois des niveaux élevés dans certaines préfectures. Le taux net de scolarisation est faible, il se situait à 64% en 2015, il en est de même pour l'indice de parité fille/garçon du primaire qui était de 0,81 en 2011. Sur le plan politique la Guinée demeure instable malgré l'ouverture démocratique de 2010. Le processus de décentralisation est faiblement avancé. Le contexte d'exécution du CP a été fortement marqué par l'épidémie de virus Ebola qui a touché la Guinée en 2014 et 2015, qui a influencé les choix programmatiques, le contexte institutionnel et financier et a eu des implications en terme de gestion des ressources humaines, financières et en nature du PAM.
3. Le CP de Guinée 200326 a été approuvé en Novembre 2012, sa période d'exécution était initialement prévue pour 5 ans, de janvier 2013 à Décembre 2017, avant sa prolongation pour 18 mois sous la forme d'un Plan Stratégique Pays Provisoire ICSP. Le CP a concerné principalement 6 régions du Pays en Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière et à Conakry. Ce programme, dans sa formulation initiale, s'articulait autour de 2 des 4 Objectifs Stratégiques du PAM : (1) Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim ; (2) Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Il était alors structuré en 3 composantes (C) : C1 – Alimentation scolaire, C2 - Nutrition et C3 - Assistance Alimentaire pour la construction d'actifs. Le CP recouvrait également deux domaines transversaux : l'analyse et le diagnostic en matière de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) et le renforcement de capacités des acteurs concernés par les domaines d'activités du PAM. Après la crise liée à l'épidémie d'Ebola, la 3^{ème} Révision Budgétaire (RB) a introduit une C4 - Assistance Alimentaire ciblée, s'inscrivant dans l'OS2 du PAM. A partir de 2015, le PAM a mis l'accent sur l'approvisionnement local à travers des achats de riz effectués auprès d'unions d'éleveuses.

Méthodologie

4. L'évaluation a été conçue pour évaluer le CP 200326 selon les critères d'évaluation suivants: pertinence, cohérence et connectivité, efficacité, impact et durabilité, et efficacité. Pour chaque critère, une série de 3 à 6 questions a été développée (voir matrice d'évaluation en annexe 2). Afin de répondre à ces questions, l'équipe

¹ 17% de la population était en situation d'insécurité alimentaire 2102 d'après les résultats d'enquête du PAM.

d'évaluation s'est appuyée sur des méthodes mixtes (combinant analyses qualitatives et quantitatives), reposant sur l'étude de documents, l'analyse de données de suivi-évaluation, la conduite d'entretiens auprès de parties prenantes impliquées dans le CP, y compris des groupes cibles. Une attention particulière a été portée aux appréciations portées par des femmes. La mission d'évaluation, perturbée par les troubles sociaux occasionnés par la tenue des élections locales², a été légèrement prolongée pour permettre de couvrir la grande majorité du programme prévu.

Résultats de l'évaluation

5. **Pertinence** : La conception du CP et le ciblage géographique initial s'appuie sur des enjeux identifiés sur la base d'enquêtes réalisées avant et au cours de l'exécution du programme. Néanmoins, le ciblage géographique ne dispose que de données peu désagrégées³. Par ailleurs, les informations disponibles ne permettent pas de réaliser une analyse approfondie des causes des problèmes abordés. L'évolution de la stratégie de ciblage géographique des activités résulte d'un compromis entre disponibilité des ressources (permettant une forte extension du programme en 2015 et 2016) et choix opérationnels visant à minimiser les coûts d'exécution et résultats des travaux d'enquêtes. L'importance accordée au genre dans la conception et le ciblage du CP est notoire avec des activités spécifiquement orientées vers les jeunes filles (rations sèches) ou les femmes (achats locaux auprès de groupement d'étuveuses, assistance alimentaire contre formation, prise en charge des Femmes enceintes ou Allaitantes (FEFA) souffrant de MA, Blanket Feeding (BF) pour les FEFA). Le PAM recommande également une implication des femmes dans les comités de gestion locaux. Les activités de nutrition ont été ciblées sur des critères de genre, d'âge et anthropométriques. Pour la composante 3, il n'y a pas véritablement de ciblage des activités du PAM sur des critères de vulnérabilité individuels. En soutien aux politiques nationales, le PAM s'est engagé dans des actions de dialogue politique et d'appui technique en matière d'alimentation scolaire, de nutrition et de renforcement du dispositif de sécurité alimentaire. Néanmoins, le PAM n'a pas toujours été en mesure d'assurer la continuité de ses appuis. Le CP est cohérent avec les politiques du PAM, ainsi qu'avec les orientations stratégiques des autres agences des Nations Unies en Guinée. Le CP a bénéficié d'un bon niveau de financement global, mais qui s'explique par des transferts de ressources depuis l'opération d'urgence en réponse à la crise Ebola, ainsi que des ressources mobilisées en phase de redressement Post Ebola.
6. **Cohérence et connectivité** : Les orientations du CP sont cohérentes avec les expériences du PAM et reposent sur la recherche de synergies et de complémentarité entre composantes du programme. Durant la crise Ebola, le contexte d'intervention, mais aussi la priorité légitimement accordée par le PAM à la gestion de la crise ont perturbé la mise en œuvre du CP. Après l'épidémie, des réorientations stratégiques et opérationnelles ont eu lieu suite à la décision d'utiliser le CP pour porter la stratégie post crise du PAM au risque de perturber la poursuite de ses objectifs initiaux.
7. Les actions de renforcement des capacités du PAM s'appuient sur des diagnostics satisfaisants, mais les orientations post-Ebola guidées par des préoccupations de court-terme et le manque de ressources disponibles en 2017 ont réduit la consistance de l'action du PAM vis à vis de ces objectifs initialement fixés. La coordination opérationnelle du PAM avec les autres acteurs est plutôt satisfaisante dans les

² Déplacements impossibles le jour du scrutin (4/02) et limités entre le 7 et le 10/02 du fait des tensions sociales observées.

³ Absence de données à l'échelle des communes rurales, ou des préfectures pour certains indicateurs.

domaines de l'alimentation scolaire et de la nutrition, mais elle a été très réduite pour les activités relevant de la composante 3.

8. **Efficacité** : Le niveau global d'exécution des activités du CP est bon, avec un pic d'activité en 2015 et 2016 suite à la forte disponibilité de ressources post Ebola. Ce taux global d'exécution masque cependant des ruptures dans la conduite des activités de nutrition, des évolutions dans les niveaux d'assistance essentiellement liées à des questions de disponibilité des ressources plutôt qu'à la poursuite de choix stratégiques, ainsi qu'une très nette réduction des activités en 2017 qui a été insuffisamment anticipée. Concernant les achats locaux, le volume et la proportion des achats de riz effectués auprès d'unions d'étuveuses a rapidement progressé.
9. En début de période, les écoles à faibles effectifs et accessibles, situées dans les préfectures combinant insécurité alimentaire et faible niveau de scolarisation étaient ciblées. L'extension post Ebola a été guidée par des critères associés à l'épidémie. Le recentrage ultérieur a réorienté le programme vers les zones et les critères initiaux mais aussi certaines préfectures de Guinée Forestière et de Haute Guinée. Le ciblage géographique de la C2 a tenu compte des résultats d'enquêtes nutritionnelles et de la présence d'autres partenaires. Pour la C1 et la C2, le ciblage individuel des activités a évolué selon les ressources immédiatement disponibles. L'essentiel des groupements soutenus (dont le ciblage géographique a été guidé par la C1) sont à grande majorité féminins mais les hommes jouent souvent un rôle dominant dans la gestion. Le ciblage des activités d'achats locaux s'est basé sur une analyse qualitative des capacités de production locales.
10. La conception des activités d'alimentation scolaire est jugée pertinente par l'ensemble des acteurs interviewés. La couverture des activités de nutrition est trop limitée, leur suivi manque de rigueur et le volet communautaire est trop faible. Les appuis aux jardins maraichers sont appréciés pour l'assistance qu'ils apportent aux ménages ciblés mais ne sont pas favorables à un engagement communautaire réel à participer à l'approvisionnement des cantines. Les appuis aux unions d'étuveuses portent sur une gamme trop large de métiers de la filière riz.
11. Les activités d'alimentation scolaire enregistrent des résultats satisfaisants pour ce qui concerne les taux de rétention, mais mitigés en ce qui concerne la progression du ratio fille/garçons. Les indicateurs de performance de la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée (PCMAM) rapportés sont excellents mais renseignés à partir de données d'une fiabilité discutable. Les données disponibles ne permettent pas d'apprécier les résultats des activités de prévention de la malnutrition de façon satisfaisante. Les résultats des activités de la composante 3 ont été mal suivis jusqu'en 2016 ; en 2017, les effets sur la consommation des ménages cibles sont positifs, mais indiquent aussi une très faible contribution à l'approvisionnement des cantines relativement à la valeur des appuis reçus. De manière générale, le manque d'analyse des facteurs causaux des différentes problématiques abordées par le CP rendent difficile l'appréciation de la contribution du PAM aux résultats observés.
12. **Impact et durabilité** : Pendant l'exécution du CP, les indicateurs nationaux de scolarisation ont légèrement progressé avec des disparités géographiques importantes. La prévalence de la malnutrition aiguë a tendance à régresser, tandis que l'évolution de la malnutrition chronique est moins claire. Compte tenu des données disponibles, il n'est pas possible de retracer les tendances en matière de sécurité alimentaire. En matière de politiques publiques, les principales avancées concernant le PAM sont l'élaboration d'un projet de politique nationale

d'alimentation scolaire, la mise en place de la Direction Nationale des Cantines Scolaires en 2016 et l'appui à l'élaboration d'un projet de politique nationale multisectorielle pour la nutrition.

13. La contribution du CP aux évolutions constatées en matière de malnutrition est probablement faible. Compte tenu de l'épidémie d'Ebola, l'absence d'évolution très nette des indicateurs de scolarisation ne signifie pas l'absence d'impact du CP en la matière. Enfin, le CP a très peu contribué à d'éventuelles évolutions de la situation alimentaire du fait de la couverture restreinte des activités. La contribution du PAM aux évolutions institutionnelles est forte en matière d'alimentation scolaire ; pour la nutrition, le PAM a joué un rôle d'appui aux évolutions constatées sur la période ; pour la sécurité alimentaire, le rôle du PAM n'a pas été déterminant. La durabilité des effets et impacts est une faiblesse générale du CP, se déclinant de différentes façons selon les composantes. Le manque de soutenabilité financière est un problème d'ensemble, qui s'illustre notamment par les difficultés à maintenir la couverture du programme.
14. **Efficience** : Le recours aux achats locaux est efficient en Guinée Forestière. Le coût des CBT apparaît plus élevé que celui des transferts en nature. Le PAM ne produit pas les analyses nécessaires pour que les considérations d'efficience soient prises en compte dans ses choix de modalités. Les coûts de transport ont beaucoup augmenté durant la gestion de l'EMOP, et, en 2017, demeurent à des niveaux supérieurs à ceux de 2013/2014. La nature des partenariats opérationnels avec les services techniques déconcentrés (STD) est très différente d'un secteur à l'autre. Les partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) sont dans l'ensemble satisfaisants pour le PAM (à l'exception du projet 1000 jours), mais ses partenaires déplorent un manque de continuité, de prévisibilité et une faible durée des contrats de partenariat, ainsi que la faiblesse des ressources allouées au renforcement de leurs capacités.
15. Le BP a été fortement appuyé pour la gestion de la crise Ebola. Il a également reçu des appuis importants de la part du BR dans les domaines du suivi-évaluation (M&E), de la conception des programmes innovants et dans l'appui à la restructuration de l'équipe en phase post Ebola. Un besoin d'implication plus forte des sous bureaux dans le choix des orientations et dans les prises de décision est souligné.
16. Le système de M&E a été renforcé en cours de période. Le BP a amélioré sa capacité à renseigner les indicateurs de suivi exigés par le cadre global du PAM. Néanmoins, il rencontre des difficultés à produire une information adaptée et de qualité pour le suivi des activités innovantes.

Conclusions et Recommandations

17. L'exécution du CP a été affectée par une difficulté majeure : la perturbation de la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités nationales en matière d'alimentation scolaire par la stratégie de relèvement post Ebola. A l'inverse, la mise en place, à partir de 2014, d'une politique volontariste d'achats locaux associée au renforcement des capacités des acteurs des filières est un succès à plusieurs égards (appréciation du riz local par les bénéficiaires, efficience et efficacité des achats locaux, renforcement des capacités des unions impliquées...).
18. Les recommandations formulées visent à nourrir le processus de formulation d'un Plan Stratégique pays, qui pourra également s'appuyer sur les résultats d'une enquête nationale et d'un processus de dialogue politique et technique (*Zéro Hunger Review*). Les 8 recommandations ci-dessous identifient les domaines à traiter de façon prioritaire tandis que des propositions spécifiques - à préciser, enrichir et compléter

lors des processus de concertation à venir - relatives à chacun de ces thèmes sont précisées dans la section conclusion et recommandations du rapport.

Recommandation 1 : Poursuivre le renforcement de l'analyse et le diagnostic des causes de la SAN et de ses causes sous-jacentes pour améliorer la conception des actions, leur ciblage et la compréhension des impacts potentiels.

Qui : VAM, Quand : Dès 2018, lors de la conception du CSP.

Recommandation 2 : Poursuivre le dialogue politique avec le gouvernement pour concrétiser les engagements nationaux initiés dans les domaines de compétence du PAM, et notamment, l'alimentation scolaire, la nutrition, et le suivi de la sécurité alimentaire.

Qui : Représentant, Coordination des Programmes, Quand : A partir de 2019.

Recommandation 3 : Renforcer le rôle du PAM en matière d'assistance technique à la mise en œuvre des politiques publiques, en précisant les objectifs et les moyens alloués à ces priorités. Les priorités identifiées portent notamment sur l'appui à l'opérationnalisation du programme national d'alimentation scolaire, la révision des protocoles de prise en charge de la MAM et le suivi des prix alimentaires.

Qui : Coordination et chargés de programmes, sous bureaux pour la mise en œuvre, Quand : A partir de 2019.

Recommandation 4 : Resserrer le ciblage géographique des actions programmées sur la durée du cycle du CSP et préciser la stratégie de ciblage géographique des différents modalités d'action (vivres versus transferts monétaires).

Qui : Coordination et Chargés des Programmes et VAM, Quand : 2018 et 2019.

Recommandation 5 : Renforcer la coordination stratégique et opérationnelle avec les agences des Nations Unies, en focalisant ces efforts sur certains domaines prioritaires.

Qui : Représentant, Coordination des Programmes, Quand : Dès A partir de 2018.

Recommandation 6 : Poursuivre l'introduction d'innovations, tout en améliorant la qualité des processus de capitalisation et en impliquant d'avantage les institutions nationales dans leur conception et leur suivi.

Qui : Coordination et Chargés des Programmes, M&E et VAM, Quand : conception 2018, mise en œuvre dès 2019.

Recommandation 7 : Poursuivre des efforts de renforcement des capacités humaines du PAM, en mettant l'accent sur l'analyse de la SAN, le M&E, et la décentralisation du pilotage opérationnel des programmes.

Qui : Représentant, Ressources Humaines avec appui BR, Quand : A partir de 2018.

Recommandation 8 : Diversifier les modes de financement du PAM, en valorisant les orientations en matière d'assistance technique, d'innovation et de capitalisation et d'ancrage territorial des programmes.

Qui : Représentant avec appui BR, Quand : A partir de 2018.

1 Introduction

19. Cette évaluation du Programme de Pays 200326 (CP) est commanditée par le Bureau Pays (BP) du PAM en Guinée. Alors qu'un nouveau cycle de l'UNDAF (Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement) vient d'être défini en Guinée, le PAM a adopté en janvier 2018 un Plan Stratégique Pays Provisoire (ICSP) de 18 mois, période mise à profit pour préparer son Plan Stratégique Pays (CSP) dont l'exécution doit démarrer en juillet 2019. Deux autres processus ont été lancés dans la perspective de la formulation de ce CSP : la conduite d'une Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV) et la conduite d'un processus conjoint de *Zéro Hunger review*. Ainsi, alors que cette évaluation du CP poursuit des objectifs de *responsabilité*⁴ et *d'apprentissage*⁵, l'importance accordée par le BP du PAM en Guinée au second objectif est particulièrement importante. Cette évaluation porte sur l'ensemble des composantes du CP (voir section 1.1) et couvre la période de mise en œuvre du programme, allant de Janvier 2013 à Septembre 2017⁶.
20. Les principaux utilisateurs visés par cette évaluation sont : (1) Le BP du PAM et ses partenaires en Guinée, en premier lieu les membres du Groupe de Référence⁷ (GR) mis en place par le PAM pour le pilotage de cette évaluation, qui pourront utiliser ses résultats dans le cadre de la formulation du CSP; (2) Le Bureau Régional (BR) du PAM, qui pourra valoriser les résultats de cette évaluation en adaptant ses appuis opérationnels et stratégiques au BP ; (3) Le siège (HQ) du PAM et notamment le bureau des évaluations (OEV), dont ce rapport d'évaluation pourra nourrir les instruments d'apprentissage et de redevabilité.

1.1 Vue d'ensemble du sujet de l'évaluation

21. Le CP 200326 a été approuvé en Novembre 2012, sa période d'exécution était initialement prévue pour 5 ans, de janvier 2013 à Décembre 2017, avant sa prolongation pour 18 mois sous la forme d'un ICSP. Le CP a concerné principalement⁸ 16 préfectures, réparties dans 6 régions du Pays en Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière et à Conakry (voir annexe 3).
22. Ce programme, dans sa formulation initiale, s'articulait autour de 2 des 4 Objectifs Stratégiques (OS) du PAM : (1) Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim ; (2) Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels⁹. Il était alors structuré en 3 composantes (C) : C1 – Alimentation scolaire, C2 - Nutrition et C3 - Assistance Alimentaire pour la construction d'actifs. Le CP recouvrait également deux domaines transversaux : l'analyse et le diagnostic en matière de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN), et le renforcement de

4 L'évaluation analyse et rend des comptes sur la performance et les résultats du CP aux différentes parties prenantes engagées dans son exécution.

5 L'évaluation détermine les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin d'identifier des bonnes pratiques et de formuler des recommandations pour la formulation et la mise en œuvre du CSP.

6 L'exécution du CP s'est achevée fin Décembre 2017. Les activités stratégiques (appui à des jardins maraichers à travers la mise à disposition de bons d'achat alimentaires), dont l'exécution s'est poursuivie jusqu'en Décembre 2017 sont couvertes par cette évaluation.

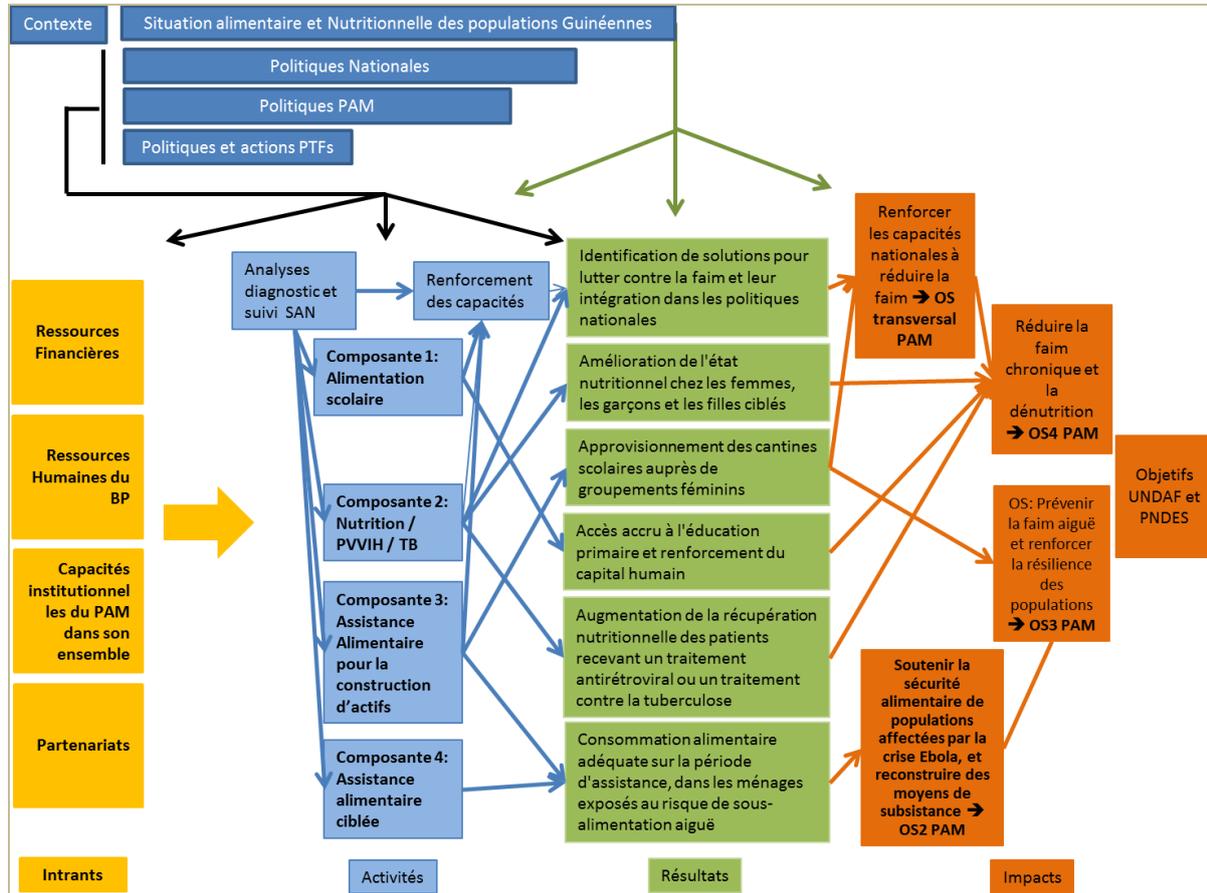
7 Présidé par le Représentant du PAM en Guinée, et auquel appartient un membre de chaque unité du BP, ainsi que des représentants des Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Education, Ministère de la santé, Ministère de l'Agriculture, des Agences des Nations Unies (UNICEF, UNESCO, FAO), ONG nationales, et donateurs du programme.

8 En 2014-2015, la composante 1 et 2 ont été étendues sur d'autres préfectures et régions. Toutes les régions de la Guinée ont été touchées par le CP.

9 Respectivement OS4 et OS3 du cadre des résultats Stratégiques du PAM 2013-2017

capacités des acteurs concernés par les domaines d'activités du PAM. Après la crise liée à l'Epidémie de Maladie à Virus Ebola (MVE), la 3^{ème} Révision Budgétaire (RB) a conduit à l'introduction d'une C4 - Assistance Alimentaire ciblée, s'inscrivant dans l'OS2 du PAM¹⁰. A partir de 2015, le PAM a mis l'accent sur l'approvisionnement local à travers des achats de riz effectués auprès d'unions d'éleveuses. La figure 1 présente la logique d'intervention du CP dans son ensemble, y compris les domaines de résultats et d'impacts visés.

Figure 1: Logique intervention du CP (Source: adapté du document de projet et des RB)



23. Le CP a fait l'objet de 5 révisions budgétaires sur la période évaluée¹¹ :

- RB1 : Révision technique dont la date n'a pas été communiquée.
- RB2 (09/10/2015): Extension de la couverture C1 du CP en réponse aux besoins de relèvement postérieurs à la crise Ebola.
- RB3 (03/02/2016) : Ajout de la C4 pour la prise en compte de 24 534 bénéficiaires transférés de l'EMOP et réorientations stratégiques sur C1 (rations sèches à emporter par les filles scolarisées étendues à l'ensemble des classes) et C2 (priorité accordée à la prévention plutôt qu'aux actions de Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée (PCMAM).
- RB4 (03/07/2017) : Accroissement des investissements visant le renforcement des capacités des unions d'éleveuses et des institutions publiques en vue de la promotion d'un modèle d'approvisionnement local des cantines scolaires.

¹⁰ Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence.

¹¹ L'entrée en vigueur de la RB6, correspondant à l'adoption de l'ICSP et ayant conduit à la réduction de la couverture de la C1, est en dehors de la période d'évaluation.

- RB5 (07/08/2017) : Introduction de la modalité « bons d'achat alimentaires » dans le cadre de l'exécution des activités de la C3.

24. Le tableau 1 indique, pour chacune des activités, le nombre de bénéficiaires prévus (et la proportion des femmes ou filles parmi eux) par le CP original ainsi que les évolutions du nombre de bénéficiaires occasionnées par les RB

Tableau 1: nombre de bénéficiaires par composantes et activités et évolutions, sources CP, RB2 et RB3

Composantes	Activité / catégories de bénéficiaires	CP: 01/2013 - 10/2015		RB2: 10/2015 - 02/2016		RB3: 02/2016 - 12/2017	
		Total	%femmes ou filles	Total	%femmes ou filles	Total	%femmes ou filles
C1 - Alimentation scolaire	Repas chaud	211 527	49%	360 223	49%	371 616	51%
	Rations sèches à emporter	19 698	100%	176 509	100%	187 902	100%
	Subtotal	211 527	49%	360 223	49%	371 616	51%
C2 – Nutrition	PCMAM 6-59 mois	50 000	53%	50 000	53%	50 280	53%
	PCMAM Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes (FEFA)	25 000	100%	25 000	100%	21 247	100%
	Prévention 6-23 mois	6 750	57%	6 750	57%	10 500	55%
	Prévention FEFA	4 000	100%	4 000	100%	7 000	100%
	Nutrition PVVIH	20 000	63%	20 000	63%	20508	62%
	Soutien familles PVVIH	80 000	51%	80 000	51%	85 017	51%
	Nutrition TB	2 500	60%	2 500	60%	3008	59%
	Soutien familles TB	10 000	60%	10 000	60%	12 537	58%
	Blanket Feeding (BF)6-59 mois					19 200	53%
	BF FEFA					3 500	100%
	Subtotal	198 250	60%	198 250	60%	232 797	60%
C3 –Appui à la contribution communautaire à l'alimentation scolaire, et à la résilience des communautés fragiles	Vivres contre travail (FFW)	15 000	80%	90 750	80%	165 000	80%
	Vivres contre formation (FFT)	12 500	80%	74 250	80%		
	Subtotal	27 500	80%	165 000	80%	165 000	80%
C4 – Assistance aux personnes et communautés affectées par Ebola	Personnes infectées					45	51%
	Personnes soignantes					15	53%
	Survivants - Aide à la réhabilitation					7 596	52%
	Survivants - Aide alimentaire					108	52%
	Personnes en contact					7 200	52%
	Orphelins					9 570	48%
Subtotal					24 534	50%	
Total (sans double comptage)		437 277	56%	723 473	59%	793 947	59%

Partenaires principaux

- C1 – Ministère de l'Éducation (MEN) et la Direction Nationale des Cantines scolaires (DNCaS) depuis 2016, Inspections Régionales de l'Éducation (IRE) et Directions Préfectorales de l'Éducation DPE, Ecoles primaires, et Association des Parents et Amis de l'École (APAE) au niveau déconcentré. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- C2 – Direction de l'Alimentation et de la Nutrition (DAN) du Ministère de la Santé (MS), Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS), Directions Régionales et

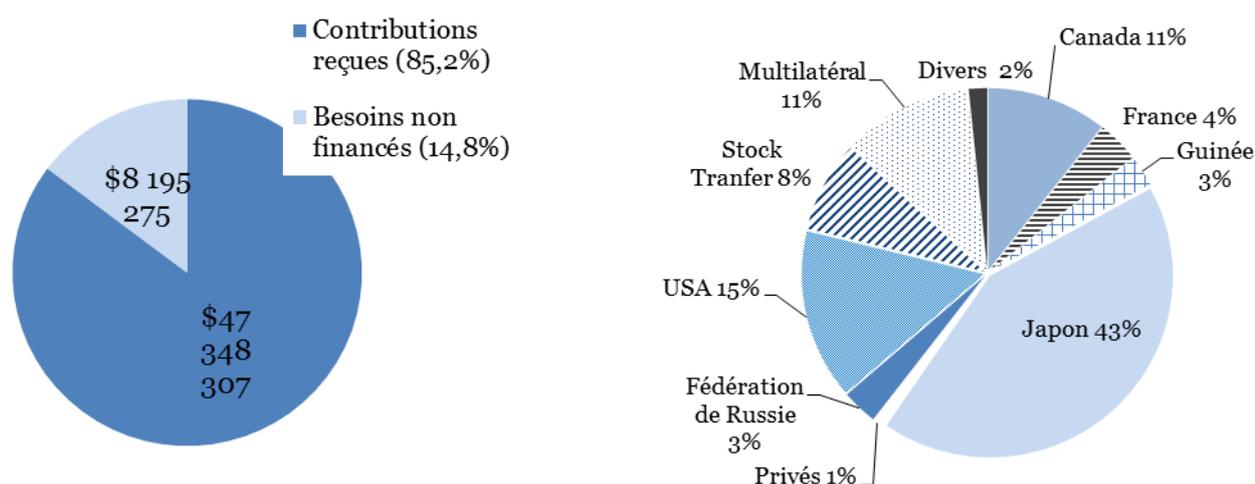
Préfectorales de la Santé (DRS, DPS), et Centres de Santé (CS) au niveau déconcentré, Organisations Non Gouvernementales (ONG). UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ONUSIDA.

- C3 – Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole (ANPROCA) du Ministère de l’Agriculture, au niveau national, Directions Préfectorales de l’Agriculture (DPA), PPAO/WAAP, FIDA, FAO, CILSS, FEWs NET,ONG, groupements villageois et unions d’étuveuses.
- C4 – DRS pour l’identification des bénéficiaires, ONG pour la mise en œuvre.

Financement du CP

Le CP dispose d’un niveau de financement satisfaisant (à hauteur de 85%), mais très dépendant de l’appui japonais (43%) et dont une part significative revient à des partenaires qui ne travaillent plus en Guinée (Canada 11%), ou qui ont fourni un appui post Ebola mais n’ont pas contribué au financement du CP sur l’ensemble de la période (USAID, 15%). Ces trois partenaires ainsi que les transferts de ressources depuis l’EMOP 200761 représentent plus de 75 % des ressources du CP. En 2017, les ressources disponibles ont fortement chuté, après la clôture des financements USAID.

Figure 2: Niveau et origine des financements du CP au 4 février 2018¹²



Autres interventions du PAM en Guinée durant la période évaluée

- Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) 200687 (Avril 2014 – Sept 2015) : Appui aux réfugiés ivoiriens et aux populations affectées par le conflit et aux communautés exposées aux inondations.
- Opération d’Urgence (EMOP) Régionale 200761 : Assistance alimentaire aux personnes affectées par Ebola, clôturé en décembre 2015. La clôture de cette opération a occasionné un transfert de stock important vers le CP.
- Opération Spéciales (SO) 200773 : appui logistique aux pays affectés par la crise Ebola, clôturé fin 2015 et SO 200923 : appui logistique en réponse à la crise Ebola (clôturé fin 2016).

Leçons tirées d’évaluations ou revues passées

5. L’évaluation décentralisée¹³ du précédent CP a notamment recommandé la concentration géographique des activités, la conduite d’appui technique pour la

¹² MR-A003-20-Resource Situation V7.40 ; Site WFP-Guinée ;

définition d'une politique d'alimentation scolaire, l'appui au développement d'une filière locale d'aliments de supplémentation et l'appui au développement d'un protocole national pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/Sida (PVVIH). L'évaluation de l'EMOP 200761 (publiée en janvier 2017), a souligné une bonne mise en cohérence de cette opération régionale d'urgence avec les programmes mis en œuvre dans les pays. Elle a aussi mis en évidence des déficiences en termes de suivi et évaluation (M&E), de préparation aux urgences et de prise en compte de la politique genre du PAM.

1.2 Contexte

6. **Contexte socio-économique :** La Guinée appartient à la catégorie des Pays les moins avancés (PMA). Classée 182^{ème} sur 188 pays (RMDH, 2015), son Indice de Développement Humain (IDH) est évalué à 0,411 pour l'année 2014. La population guinéenne est de 10.523.261 habitants (selon le RGPH 2014), dont 51,7% de femmes. Avec un taux de croissance démographique de 2,9% par an, la population pourrait atteindre 12,5 millions d'habitants en 2020, puis doubler d'ici à l'horizon 2040.
7. Sur le plan politique, la tenue des premières élections présidentielles démocratiques en Guinée a eu lieu en 2010. L'équilibre politique en Guinée est fragile et les scrutins intermédiaires ont souvent occasionné des troubles sociaux.
8. *Croissance économique et pauvreté :* Aucun des huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) n'a été atteint à l'horizon 2015. Après une régression de l'activité économique entre 2014 et 2015, la croissance économique de la Guinée est estimée à 5.2% en 2016, tirée par la relance du secteur secondaire (notamment minier). Selon l'Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté (ELEP)-2012, plus de la moitié (55,2%) des guinéens vit en-dessous du seuil de pauvreté monétaire. Quant à la pauvreté multidimensionnelle³, elle touche 60,7% de la population en particulier les femmes et les enfants (Banque Mondiale 2016). En dehors de Conakry (5,8%), toutes les autres régions enregistrent une proportion élevée de populations confrontées à des multiples privations.
9. *L'épidémie de MVE* qui a frappé la Guinée en 2014-2015 a conduit à plus de 2400 décès et a fortement perturbé le cours des activités économiques en Guinée, faisant chuter la croissance à 2,3% en 2013, à 1,1% en 2014 puis à 0,1% en 2015. L'épidémie a également eu des impacts importants sur la scolarisation et la production agricole.
10. *Agriculture, sécurité alimentaire et nutrition :* La Guinée dispose d'un potentiel agricole considérable. Malgré cela, l'insécurité alimentaire est une préoccupation forte: Selon l'enquête ENSAV de 2012, 17% des guinéens étaient en insécurité alimentaire et plus de 0,5% sont en insécurité alimentaire sévère. Les régions les plus touchées seraient Kindia, N'zérékoré, Boké, Kankan, Labé et Faranah. L'enquête SMART¹⁴, de 2015 a révélé qu'en Guinée, 25,9% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique (MC). Selon la même enquête, 8% des moins de 5 ans sont atteints de malnutrition aiguë (MA) dont 2% sous la forme sévère (MAS).
11. *Education :* Au niveau de l'enseignement primaire, le taux d'accès en 1ère année a baissé de 83,2% en 2011 à 80,3% en 2015. Par contre le taux d'achèvement du cycle

¹³ Conduite fin 2010, recommandations mentionnées dans le document de projet du CP mais document non disponible.

³Dans l'étude concernée, huit dimensions ont été considérées pour définir la pauvreté multidimensionnelle des ménages : d'une part le fait de posséder ou pas un logement, l'électricité, une cuisine, un système d'assainissement amélioré, l'eau potable et au moins deux actifs (télévision, radio, téléphone mobile, voiture, moto, vélo et réfrigérateur), d'autre part le niveau d'instruction des adultes et l'accès des enfants à l'éducation. Ainsi, un ménage est considéré comme pauvre s'il éprouve au moins quatre privations.

¹⁴ Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions

primaire a connu une légère augmentation en passant de 58% en 2011 à 58,9% en 2015. Il en est de même pour l'indice de parité fille/garçon du primaire qui est passé de 0,81 en 2011 à 0,89 en 2015. Le taux net de scolarisation s'est situé à 64% en 2015, avec une disparité prononcée entre le milieu urbain (89%) et le milieu rural (51%).

12. **Genre** : malgré quelques progrès enregistrés entre 2011-2015 (amélioration de la parité scolaire par exemple), les inégalités de genre vis-à-vis des droits sociaux ou économiques persistent en Guinée. Les femmes font ainsi face à des discriminations dans l'accès aux ressources productives (accès au crédit, terre, etc.). L'accès à des soins obstétricaux de qualité fait défaut, et le taux de mortalité maternelle¹⁵ est l'un des plus élevés de l'Afrique subsaharienne. Malgré son interdiction, la pratique des Mutilations Génitales Féminines et de l'Excision (MGF/E), demeure la norme en Guinée avec 97 % des filles et femmes excisées en 2014. Les mariages précoces (15-19 ans) concernent 38% des jeunes filles guinéennes, et dans certaines régions du pays, comme la Guinée Forestière, la Haute et la Moyenne-Guinée, ce taux peut dépasser 70%. Les grossesses précoces sont très fréquentes¹⁶. Les inégalités entre les hommes et les femmes en matière d'éducation demeurent patentées : seulement 22,5% des femmes de plus de 15 ans sont alphabétisées, contre 38% pour les hommes ; en 2015, les taux de scolarisation étaient respectivement pour les filles et les garçons de 69% et de 81% au niveau primaire ; de 23% et 37% pour les dans le secondaire (GGGR 2015)¹⁷. La vulnérabilité sociale et économique des femmes et des filles a été accrue par la crise Ebola¹⁸.
13. **Politiques Publiques clés** : Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 fait de l'environnement scolaire, de la lutte contre le VIH, et de l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des priorités. Le Plan Sectoriel pour l'Education (PSE 2008-2015) a vocation d'améliorer l'accès, la qualité et la gestion du secteur de l'éducation. La Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition (2005-2015) a été révisée, pour développer un Plan stratégique multisectoriel d'alimentation et de nutrition 2016-2020. Le Cadre Stratégique National de lutte contre le VIH (2013-2017) a été défini après analyse de la situation et des réponses apportées jusqu'ici. Le Plan National d'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIASA 2010-2015) a été révisé parallèlement à la politique nationale pour le développement agricole à l'horizon 2015. Le Programme accéléré de sécurité alimentaire et de développement agricole durable (PASANAD) 2016-2020, est porteur d'une vision intégrée des problématiques agricoles, de sécurité alimentaire et de nutrition. La Guinée dispose depuis 2011 d'une Politique Nationale du Genre (PNG) qui prend en compte en particulier l'accès aux services sociaux de base, le respect des droits humains et l'élimination des violences, l'accès/contrôle des ressources et le partage équitable des revenus, l'amélioration de la gouvernance et de l'accès équitable aux sphères de prise de décision. Par ailleurs, la Guinée a engagé un processus de décentralisation depuis le début des années 1990. L'enseignement préscolaire, élémentaire et secondaire ainsi que la santé (centres et postes de santé) relèvent des domaines de compétences des collectivités locales (communes urbaines et rurales). Les capacités des principales institutions publiques partenaires du PAM sont appréciées en section 2.2.4.

¹⁵ 679 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 2015. (source : AFD -Profil Genre Guinée – mise à jour en 2016)

¹⁶ Le taux de fécondité chez les adolescentes est de 154 sur 1000 femmes âgées entre 15-19 ans (GGGR 2015).

¹⁷ Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée

¹⁸ Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance – 2015. Situation globale des inégalités du genre et de la vulnérabilité en Guinée pour le plan de relance de développement post EBOLA

14. **Acteurs internationaux et non étatiques** : L'UNDAF 2013-2017 est décliné en trois axes stratégiques d'intervention alignés sur ceux retenus par le DSRP (2011-2012) et le Plan Quinquennal (2011-2015). Par ailleurs, il existe de nombreuses ONG nationales et internationales en Guinée, dont certaines sont intervenues dans les domaines couverts par le CP : Plan Guinée est un des acteurs majeurs du domaine de l'éducation, tandis qu'Action Contre la Faim (ACF), Terres des Hommes (TdH), et Helen Keller International (HKI) ont exécuté des programmes de nutrition. Une quinzaine d'ONG nationales ont participé à la mise en œuvre des activités du CP. Compte tenu de l'instabilité socio-politique de la période 2005-2010, les bailleurs de fonds avaient suspendu leurs activités, mais, de retour depuis 2010, certains investissent le champ des services sociaux de base. En dehors de l'Ambassade du Japon qui a apporté un soutien continu au CP, la Délégation de l'Union Européenne (DUE), et les agences de coopération américaine (USAID), allemande (GIZ), japonaise (JICA) ainsi que l'Agence Française de Développement (AFD) couvrent certains des secteurs concernant le mandat du PAM. La Banque Mondiale appuie un programme national orienté vers l'insertion sociale et économique des jeunes et les filets sociaux. Enfin les financements internationaux alloués à la gestion de l'épidémie Ebola ont dépassé les besoins exprimés.

1.3 Méthodologie de l'évaluation et limitations

15. **Matrice d'évaluation** : Conformément aux normes du PAM en matière de conduite d'évaluation, la méthodologie repose sur la formulation d'une matrice d'évaluation (annexe 2). Cette matrice, en lien avec les questions exprimées dans les termes de référence (TdR) de l'étude, a permis de structurer la démarche d'évaluation autour de 5 critères principaux : pertinence, cohérence et connectivité, efficacité, impact et durabilité, et efficience. Pour chaque critère, ont été formulées entre 4 et 7 questions d'évaluation qui structurent l'analyse des résultats présentés en section 3. Pour chaque question d'évaluation, plusieurs indicateurs ont été formulés, qui ont guidé le travail de collecte et d'analyse de l'information permettant de répondre à chaque question d'évaluation. L'évaluation repose sur une méthode mixte, ce qui implique la mobilisation d'une combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour l'analyse de la plupart des questions d'évaluation.
16. **Revue bibliographique**¹⁹ : L'évaluation repose sur l'analyse de plusieurs types d'information documentaire : des données quantitatives fournies par le PAM; des rapports (rapport d'exécution, visites de supervision ou d'appui) fournis par le PAM et ses partenaires ; des documents de politique nationale et de politiques du PAM ; de la documentation relative au contexte de mise en œuvre du CP ; et les documents de revue ou d'évaluations du PAM sur la période.
17. **Entretiens collectifs et individuels**²⁰ : Des entretiens individuels semi-directifs ont été réalisés avec le personnel du PAM et de ses partenaires, ainsi qu'avec les représentants des autorités nationales et administratives. Des entretiens collectifs ont été réalisés avec des groupes d'individus membres des communautés ciblées. Quand cela a été possible, les femmes et les jeunes filles ont été interrogées séparément pour favoriser leur expression, dans d'autres cas, les focus group ont été suivis d'entretien individuels avec des femmes. Les checklist et guides d'entretien sont présentés en annexe 6 du rapport par catégories d'acteurs.

¹⁹ Une liste de la documentation consultée est fournie en annexe 4.

²⁰ Liste des personnes rencontrées disponible en annexe 5

18. **Restitutions intermédiaires** : des restitutions « à chaud » ont été partagées avec le personnel du PAM en charge de chaque sous bureau. Deux séances de débriefing ont été organisées : un débriefing « interne » pour le personnel du BP, et débriefing « externe », auquel les membres du GR ont été invités. Ces restitutions ont permis de recueillir les commentaires des participants et des informations complémentaires permettant de confirmer ou d'infirmer les conclusions préliminaires.
19. **Echantillonnage** : L'annexe 7 présente l'itinéraire de la mission d'évaluation ainsi que les préfectures et activités couvertes par les visites de terrain. 3 des 4 sous bureaux et deux des 3 antennes ont été visités. Les visites de terrain ont couvert l'ensemble de la diversité des activités conduites sous le CP. Une grande partie des activités qui ont fait l'objet de visites ont été mises en œuvre en 2016 ou 2017, quelques activités mises en œuvre les années antérieures ont également été retenues. Les sites précis à visiter ont été tirés « au hasard » au sein des préfectures mentionnées en annexe 7 puis validés en concertation avec les sous-bureaux pour tenir compte des contraintes logistiques.
20. **Traitement des questions transversales** : Les thématiques « genre » et « partenariats » ont été prises en compte dans la matrice d'évaluation (questions et indicateurs spécifiques relatifs à ces thèmes), dans les outils de collecte de l'information (outils spécifiques²¹ et échanges séparés avec des femmes quand cela a été possible), dans l'analyse des données qualitatives et quantitatives (analyse désagrégée par sexe) et dans la préparation des conclusions et recommandations.
21. **Gestion de la qualité** : Ce rapport a fait l'objet d'un contrôle qualité interne à l'IRAM, il a également bénéficié d'un examen par le système de contrôle qualité externe mis en place par le PAM.
22. **Limitations** : Les élections communales en Guinée se sont tenues pendant la mission de terrain. Les troubles sociaux qui ont suivi ont limité les déplacements de l'équipe d'évaluation du 7 au 10 février 2018. Une légère prolongation de la durée du travail de collecte d'information a permis d'atténuer les conséquences de ces limitations de déplacement, néanmoins, la visite de la préfecture de Gaoual a dû être annulée faute de temps. Une seconde limitation est liée à la reprise de la grève des enseignants lors de la seconde semaine de travail de terrain qui a compliqué les contacts avec les bénéficiaires des cantines scolaires. La troisième concerne le fait qu'une partie importante des documents n'a été transmise par le PAM que durant la mission d'évaluation, ce qui a concentré une grande partie des analyses documentaires en aval de la mission d'évaluation plutôt qu'en amont comme il aurait été préférable. Par ailleurs, concernant la nutrition, l'interruption temporaire de la PCMAM (rupture d'intrants dans les Centre de Récupération Nutritionnelle Aiguë Modérée (CRENAM)) n'a pas permis d'observer de séance d'admission ; l'absence du responsable nutrition du sous bureau de Kankan (en congé au moment de la visite de terrain) a limité les discussions sur le terrain ; ceci a été compensé par des entretiens au niveau du BP.
23. **Ethique** : Conformément aux normes UNEG, l'équipe d'évaluation a été attentive à des considérations éthiques au cours de l'évaluation ; en particulier, lors des discussions de groupes, les évaluateurs ont veillé à ce que la parole de chacun soit

²¹ La conduite d'une enquête (en ligne) systématique auprès des partenaires d'exécution en complément des entretiens individuels avait été envisagée, mais elle a été remplacée par la tenue d'entretiens collectifs auprès des partenaires d'exécution au niveau des sous bureaux visités.

entendue et respectée ; ils garantissent la confidentialité des informations collectées auprès des différents acteurs rencontrés.

2 Résultats de l'Evaluation

2.1 Question 1 : Pertinence du Programme Pays

2.1.1 Pertinence vis à vis des besoins des groupes cibles

24. La conception initiale du CP repose notamment sur la conduite d'une Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV), réalisée en 2012 (publiée en 2013, après l'adoption du CP). Cette enquête a conduit à la formulation de recommandations (annexe 8), dont la prise en compte est reflétée dans le choix des activités prioritaires pour le CP. Le choix des régions prioritaires pour le CP a également été réalisé en mobilisant l'enquête nationale de sécurité alimentaire de 2009 (ENSA 2009)²² et ajustée en prenant en compte l'ENSAV 2012.
25. En 2015, le PAM a conduit une Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation Urgence (EFSA), visant à accompagner la réorientation de ses programmes suite aux impacts de l'Épidémie Ebola sur la SAN des populations. L'une des principales conclusions de cette étude était « *Les zones qui n'ont jamais été affectées par la maladie à virus Ebola présentent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés* ». Malgré ces résultats, les zones affectées par l'épidémie d'Ebola ont été les principales bénéficiaires de l'extension de la couverture du programme après la clôture de l'EMOP. Ce choix est pertinent car il visait notamment à favoriser un mouvement de rescolarisation dans les préfectures concernées.
26. La prise en compte de la problématique genre dans ces deux enquêtes conduites par le PAM est limitée. La taille des échantillons ne permet pas d'analyse désagrégée par genre et âge. Malgré les limites du diagnostic sur ce point, la conception du CP accorde une place importante aux enjeux de genre avec plusieurs activités spécifiquement orientées vers les jeunes filles (rations sèches) ou les femmes (achats locaux auprès de groupement d'étuveuses, assistance alimentaire contre formation, prise en charge des Femmes enceintes ou Allaitantes (FEFA) souffrant de MA, Blanket Feeding (BF) pour les FEFA).
27. Les analyses ENSAV 2012 et EFSA 2015 ne présentent que des analyses très superficielles et génériques (peu contextualisées) des causes de l'insécurité alimentaire en nutritionnelle. Certaines analyses complémentaires sont disponibles (MICS²³ 2016 et SMART 2015 pour la Nutrition, Households Economic Analysis (HEA) réalisées dans deux zones de moyen d'existence avec l'appui du Comité inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) en 2015 et 2017). Globalement, le diagnostic sur lequel reposent les orientations stratégiques du PAM souffre de la faiblesse de l'appareil statistique national (absence d'enquête agricole depuis 2012, suivi des prix irréguliers, données démographiques anciennes...). Les ressources techniques et financières limitées dédiées au VAM jusqu'en 2016 ont privé le BP de certaines analyses : absence d'Analyse Intégrée du Contexte (ICA) permettant d'identifier les zones les plus vulnérables en s'appuyant sur des analyses longitudinales ; système de suivi des prix peu adapté aux besoins d'information pour

²² Republic of Guinea and WFP (Food Security Analysis Service). National Food Security Survey. August 2009.

²³ Multi Indicators Cluster Survey

la prise de décision stratégique et opérationnelle ; pas d'intégration de la nutrition dans les enquêtes sécurité alimentaire jusqu'à celle en cours de préparation.

28. Les services techniques déconcentrés (STD) et les partenaires opérationnels du PAM sont informés des stratégies et critères de ciblage retenus par le PAM, mais ne s'estiment pas ou peu consultés pour les définir. Par ailleurs, l'ensemble des visites de terrain réalisées indiquent que les groupes cibles ont une mauvaise compréhension des critères de ciblage géographique mobilisés par le PAM²⁴.
29. **C1** : Les critères proposés pour identifier les préfectures éligibles à l'alimentation scolaire sont le niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle élevé et un faible taux brut de scolarisation (TBS)²⁵. 9 préfectures ont initialement été ciblées sur la base de l'ENSA 2009. Suite à la crise Ebola, pour encourager le retour des enfants à l'école, le programme d'alimentation scolaire a été étendu en ciblant les zones fortement affectées par l'épidémie. Ceci se traduit par un fort accroissement du nombre d'écoles et d'élèves assistés. Pour l'année scolaire 2017-2018, l'impact post-Ebola étant résorbé et les ressources manquant, le programme est revu à la baisse. Plusieurs critères (Faible TBS et insécurité alimentaire de la préfecture, faible engagement de la communauté et de la qualité de la gestion de la cantine, accessibilité difficile de l'école, petits effectifs d'élèves) devaient être pris en compte pour identifier les écoles exclues du programme à la rentrée 2017.
30. **C2 - PCMAM** : Le choix des régions ciblées pour le traitement de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) repose sur des critères pertinents : 1) les résultats des enquêtes nutritionnelles (SMART 2011 lors de la conception puis SMART 2015 lors des ajustements) 2) la présence de partenaires de mise en œuvre, 3) l'intérêt porté à la zone par le Ministère de la Santé et l'UNICEF du fait des taux de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Des centres de santé (CS) et des régions sanitaires ont été temporairement ciblés suite à Ebola. La couverture géographique du programme de PCMAM au cours du CP demeure limitée²⁶. Les critères anthropométriques de choix des bénéficiaires proposés sont pertinents, ils sont définis par le protocole national de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) (pour les enfants MAM de 6-59 mois) ou par les critères standards du PAM pour les FEFA (non définis dans le protocole national).
31. **C2 - Prévention de la Malnutrition Aiguë (MA)** : Les activités de BF ont été introduites en 2016 (RB3). Il s'agissait, « à la demande et en coordination avec le Cluster nutrition²⁷ » de distribuer entre janvier et février 2016 des intrants nutritionnels²⁸ dans la préfecture de Sigüiri en réponse aux fortes prévalences mesurées pendant la soudure 2015 (SMART 2015)²⁹ à des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA). La pertinence de l'opération BF est discutable, du fait : 1) de la période de mise en œuvre correspondant à une période où les risques de Malnutrition Aiguë (MA) sont limités³⁰ ; 2) de la couverture

²⁴ Ce déficit de compréhension des critères de ciblage est généralement confirmé par les PDM.

²⁵ Pas de désagrégation de ces indicateurs en dessous de la préfecture (Analyse des résultats d'évaluation des écoles à cantines.xlsx)

²⁶ Selon la Politique nationale d'Alimentation et de Nutrition (PNAN-2016-2025, Février 2016) « Seulement 8,5% des cas de malnutrition aiguë modérée sont pris en charge. Sur les 397 sites de traitement de la malnutrition aiguë répartis sur tout le territoire, 89 sont couverts soit 22% ». En 2015, la couverture géographique était deux fois plus large (plus de 40%) mais elle est revenue en 2017 à un stade équivalent à celui décrit dans la PNAN (donc environ 20%).

²⁷ Selon le BR3.

²⁸ Le BF doit également permettre d'écouler des intrants initialement destinés au traitement de la malnutrition (RB3).

²⁹ A noter le rapport SMART 2015 signale que la fiabilité des données collectées sur la strate de Sigüiri est problématique..

³⁰ Les prévalences lors des SMART 2017 et 2011 conduites hors période de soudure montrent une situation acceptable (voir annexe 11)

de la tranche d'âge 6-59mois ; alors que la tranche d'âge 6-23 mois est beaucoup plus à risque par la MA³¹.

32. **C2 - Prévention de la MC** : Le projet 1.000 jours cible 3 sous-préfectures de la région de Labé. Le choix de la région se justifie par les résultats de l'enquête SMART 2011³². En l'absence de données nutritionnelles désagrégées, le choix des sous-préfectures ciblées (proches de Labé) repose essentiellement sur des critères opérationnels ; des critères de vulnérabilité à la MC auraient dicté le choix de zones plus enclavées et potentiellement plus exposées aux facteurs causaux de la malnutrition. En 2017, le programme s'étend à 2 nouvelles sous-préfectures à Labé et à 3 sous-préfectures de Kouroussa (région de Kankan) ; le choix de la préfecture de Kouroussa apparaît discutable au vue des enquêtes nutritionnelles³³. Concernant le ciblage individuel, le programme devait, dans les sous-préfectures ciblées, inclure et accompagner toutes les femmes enceintes et leurs enfants (jusqu'au 18 mois de ce dernier) avec des activités de conseils et sensibilisation et un appui nutritionnel aux enfants de plus de 6 mois. Ainsi programmée, l'activité est pertinente et répond aux recommandations en matière de prévention de la malnutrition chronique.
33. **C2 - Assistance nutritionnelle et alimentaire aux PVVIH**, est prévue prioritairement dans les zones à forte insécurité alimentaire, avec présence de partenaires de mise en œuvre et une file active conséquente. La couverture géographique, varie au cours du CP, mais est globalement limitée³⁴. Les bénéficiaires sont les PVVIH dont le profil nutritionnel est dégradé et à risque de malnutrition ; ils reçoivent du Corn Soya Blend (CSB) et de l'huile ; les membres de leur famille bénéficient en parallèle d'une assistance alimentaire. L'activité est considérée comme très pertinente par les partenaires de mise en œuvre et le CNLS.
34. **C3** - Le ciblage géographique des activités d'appui aux groupements maraichers (Food For Work et Food For Training (FFW et FFT)) a été orienté par le ciblage géographique de la C1, avec une priorité donnée aux groupements déjà formés et en majorité composés de femmes. L'extension de la C3 suite à la BR3 a surtout concerné la Guinée Forestière pour couvrir la majorité des écoles touchées par la C1 à la suite de l'épidémie d'Ébola. En 2017, le passage de la C3 à la modalité *Cash Based Transfer* (CBT) a été associé à un très fort recentrage du ciblage géographique vers quelques préfectures de Guinée Forestière. Ce choix de recentrage géographique s'appuie sur une volonté de cohérence du ciblage géographique avec les activités d'achats locaux, essentiellement opérés en Guinée Forestière, davantage que sur une analyse des besoins en termes de sécurité alimentaire³⁵. Le choix de piloter une modalité CBT en 2017, il s'inscrit d'avantage dans la perspective de la mise en place d'un modèle permettant une plus grande implication des communautés dans la gestion de l'approvisionnement des cantines en s'appuyant sur la production locale, que comme un choix de modalité pour des activités de FFA sur la base de considérations d'efficacité et d'efficacités. Cette vision a peu été discutée avec la DNCAS en amont du pilote. Les activités de la C3 sont fortement orientées vers les femmes (groupement féminins privilégiés pour les appuis aux groupement maraichers et achats opérés

³¹ selon la SMART 2015, la prévalence de la malnutrition aiguë (à l'échelle nationale) est de 5,5 et 5,2% pour les tranches d'âges 24-35 et 48-59 mois mais du double environ (10%) pour la tranche d'âge 6-23 mois..

³² Voir annexe 11 : à Labé, les taux de malnutrition chronique des 6-59 mois évoluent brutalement depuis 2012 et sont difficile à interpréter : MC de 6-59 mois : 40% en 2011, 37% en 2012, 25% en 2015 et 43,3% en 2016.

³³ Les niveaux de malnutrition chronique relevés à l'échelle de la préfecture sont précaires (28,4% en 2015, et 25,2 en 2017), contre des niveaux sérieux dans la même région dans la préfecture de Mandiana (33,7% en 2015 et 34,2 en 2017)

³⁴ Selon la PNAN (février 2016) : environ 18% de PVVIH éligibles à l'assistance nutritionnelle et alimentaire sont pris en charge par 13 ONG et structures nationales qui bénéficient de l'appui du Fond Mondial ou du PAM.

³⁵ L'EFSA 2015 a indiqué que la sécurité alimentaire était plutôt meilleure en Guinée forestière que dans d'autres régions.

auprès de groupement d'étuveuses). Il n'y a pas de critères de ciblage individuel basé sur des critères de vulnérabilité.

2.1.2 Pertinence vis à vis des besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales.

35. **C1** : L'alimentation scolaire ne faisait pas partie des priorités du Programme Sectoriel pour l'Education 2008-2015, mais elle est mentionnées dans le PSE 2015-2017 comme un moyen d'améliorer la demande en éducation et d'améliorer l'offre scolaire. Le gouvernement rappelle dans ce plan qu'il s'est engagé à promouvoir la pérennisation et l'extension des cantines à travers, l'adoption d'un document de politique, la mise en place d'une direction, l'inscription d'une enveloppe budgétaire et la mobilisation des communautés et des partenaires. L'extension du programme cantine scolaire est également inscrite dans la stratégie nationale de relèvement post-Ebola (2015-2017)³⁶. Au niveau déconcentré, tous les acteurs (de l'éducation ou non) sont unanimes quant à la pertinence de la restauration scolaire mais certains estiment que le PAM devrait cibler de manière privilégiée les écoles des préfectures/sous-préfectures les plus vulnérables.
36. **C2** : La nutrition demeure faiblement investie par le gouvernement (absence de budget fléché, non adoption de la politique nationale). Le secteur de la santé, qui porte de manière institutionnelle la nutrition, fait face à de multiples difficultés (système de gestion de l'information défaillant, rotation et manque d'agents³⁷, rupture d'intrants médicamenteux, perte de confiance des populations dans les services de santé après la crise Ebola, absence de partenaires ONG compétents) qui peuvent apparaître prioritaires sur la malnutrition dans les préoccupations sectorielles. Cependant, les différentes activités nutritionnelles du CP sont, selon les partenaires étatiques au niveau central, en phase avec les orientations de l'Etat et respectueuses des protocoles nationaux existants³⁸ pour encadrer les interventions nutritionnelles. Ils regrettent la faible couverture géographique des activités nutrition, la discontinuité des programmes et souhaitent qu'un focus plus important soit porté sur la prévention (versus traitement) et l'utilisation des aliments locaux pour une meilleure adéquation entre le CP et les priorités du secteur.
37. **C3** : La production horticole était affichée comme une priorité du PNIASA 2013-2017, mais ce dernier prévoyait d'orienter les investissements essentiellement vers les filières horticoles d'exportation. Néanmoins, les entretiens auprès du Ministère de l'Agriculture, mais aussi des DPA, soulignent la pertinence de l'action du PAM en appui aux groupements maraîchers. Le PNIASAN 2018-2022 a renouvelé une priorité accordée au secteur horticole, mais avec une vision qui concerne aussi les productions orientées vers la consommation locale, dans un souci de renforcer la contribution de l'agriculture à la prévention de la malnutrition.
38. Les objectifs du CP en matière de production d'analyses de la SAN et de renforcement des capacités nationales dans ce domaine sont alignés avec les priorités nationales. En effet, le renforcement des services statistiques et systèmes d'information du Ministère de l'Agriculture (notamment administrés par le Système d'Information sur les Produits Agricoles en Guinée (SIPAG), et l'Agence Nationale des Statistiques Agricoles

³⁶ POST-EBOLA SOCIO-ECONOMIC RECOVERY STRATEGY (2015-2017), Juin 2015.

³⁷ Théoriquement le MS prévoit entre 3 et 5 agents par CS : à Beyla (NZE) 30 à 40% des CS ne comptent qu'un agent de santé. Les agents ne restent pas en poste quand les localités trop peu attractives (absence de services bancaires, pas d'essence, pas d'école satisfaisante) (DRS)

³⁸ L'assistance nutritionnelle au PVVIH et le traitement des FEFA souffrant de MA ne sont pas encadrés par un protocole national, mais l'élaboration de ces cadres est programmée.

et Alimentaire (ANASA)) est clairement affiché comme une priorité par le PNIASA 2013-2017, confirmée par le PNIASAN 2018-2022. Par ailleurs, le développement d'analyses s'appuyant sur le Cadre Harmonisé depuis 2013, avec l'appui du CILSS, illustrent une certaine volonté d'élargir le cadre d'analyse de la sécurité alimentaire en Guinée, jusque-là concentré sur l'analyse de la production³⁹ et des prix. Néanmoins, sur la période évaluée, les financements octroyés au SIPAG et à l'ANASA pour la conduite d'enquêtes et d'analyses correspondent essentiellement à des appuis extérieurs, ce qui relativise la priorité nationale accordée au domaine de l'information dans ce secteur. Compte tenu des difficultés de l'ANASA à produire les informations relevant de son mandat, les études conduites par le PAM sont une source d'information jugée essentielle par l'ensemble des acteurs interrogés à ce sujet⁴⁰.

39. Le Service National des Actions Humanitaires (SENAH) a été créé en 2001 en vue d'assurer la coordination des actions et des interventions de l'ensemble des partenaires pour assister les victimes de guerre (refugiés), des catastrophes, y compris environnementales et des épidémies sanitaires. Le PAM a développé des relations de partenariat rapproché avec le SENAH par la mise en place d'un cadre de concertation et un renforcement des capacités d'intervention de cet organisme (notamment : formation des cadres et fourniture d'équipement bureautique). Cependant, l'épidémie à virus Ebola survenue en 2015 a mis à rude épreuve ce partenariat par une forte perturbation du cadre de concertation des interventions des partenaires techniques et financiers.

2.1.3 Alignement avec les stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.

40. La conception initiale du CP s'inscrit dans la mise en œuvre d'une stratégie pays⁴¹, ayant fait l'objet de consultations avec les partenaires gouvernementaux du PAM.
41. **C1** : La composante 1 respecte globalement les 5 principes de la politique du PAM pour l'alimentation scolaire pourtant adoptée après la conception du CP (2013)⁴². En particulier, comme le recommande l'objectif 4 de la politique, le CP prévoit le renforcement des capacités nationales, la conduite de l'atelier SABER (*System Approach for Better Education Results*) pour apprécier les capacités du gouvernement à s'engager dans la restauration scolaire et l'appui à l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation scolaire. Par ailleurs, on note dès la conception du CP une volonté de rechercher une synergie entre la C3 et la restauration scolaire qui s'inscrit pleinement dans l'objectif 5 de la politique.
42. **C2** : La stratégie d'intervention pour le volet nutrition est alignée avec la politique du PAM⁴³. Le CP propose des activités s'inscrivant sur les 4 axes de la politique : le traitement de la MAM ; la prévention de la MA (après RB3) ; la prévention de la MC (1.000 jours) ; et la réduction des carences en micronutriments (Poudres de Micro Nutriments (MNP) pour les cantines scolaires pour 2017). Les activités telles qu'elles

³⁹ Il est à noter que l'ANASA n'a pas été en mesure de réaliser d'enquête agricole depuis 2011.

⁴⁰ La participation de 12 acteurs au financement de l'ENSAV 2018 illustre à la fois la difficulté à lever des financements dans le contexte actuel et l'intérêt partagé dans ce domaine, mais il complique le rôle de coordination opérationnelle qui revient au PAM en tant que leader de ce travail.

⁴¹ PAM, 2011. Document de stratégie pays (2013-2017).

⁴² PAM, Révision de la Politique en matière d'alimentation scolaire Nov. 2013. Les 5 objectifs sont: i) Fournir un filet de sécurité aux ménages en situation d'insécurité alimentaire au moyen d'un transfert de revenu; ii) Appuyer l'éducation des enfants en améliorant les capacités d'apprentissage et l'accès au système d'enseignement; iii) Améliorer la nutrition des enfants en réduisant les carences en micronutriments; iv) Renforcer les capacités nationales en matière d'alimentation scolaire en appuyant la formulation des politiques et en offrant une assistance technique; et v) Etablir des liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale là où cela est possible et réalisable.

⁴³ Nutrition at the World Food Programme ; Programming for Nutrition-Specific Interventions, December 2012

sont programmées, les intrants proposés, les cibles identifiées sont globalement conformes aux recommandations de l'institution. A noter toutefois, concernant le BF, que la politique du PAM⁴⁴ recommande, *en dehors de situation de crise aiguë*⁴⁵, de prioriser les 6-23 mois. Le cadre de suivi des activités nutrition ne respectent pas complètement les minimums requis associés au Cadre Stratégique de Résultats (SRF-2014) de l'organisation⁴⁶.

43. **C3** : Les activités d'appui aux jardins maraîchers (FFW et FFT) ainsi que la réalisation d'achats locaux sont intimement liées à la C1. Ces orientations sont cohérentes avec la politique d'alimentation scolaire du PAM⁴⁷ qui préconise la mise en œuvre de stratégies basées sur la production locale lorsque le contexte le permet, ainsi que des stratégies de diversification des paniers alimentaires fournis aux écoles. Les orientations en matière d'appui technique à la SENAH, de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de préparation aux urgences prévues par le CP sont cohérentes avec la politique d'appui à la résilience du PAM adoptée quelques années plus tard⁴⁸. Néanmoins cette politique recommande la conduite d'analyses plus poussées des risques (voir aussi section 2.2.1). L'introduction de modalités de transferts basées sur les marchés en fin de période est cohérente avec les orientations du PAM et vise à rattraper un certain retard du PAM Guinée dans ce domaine. Néanmoins, il n'y a pas eu d'évaluation ex-ante d'efficacité⁴⁹ (voir aussi sections 2.3.4 et 2.5.1), et l'introduction de ces modalités d'intervention ont surtout été discutées avec le partenaire financier mais peu avec les contre-parties nationales. Un appui du bureau régional a été sollicité pour opérationnaliser l'approche de ce projet pilote une fois les fonds levés.
44. Dans sa conception, le CP est globalement aligné avec la politique du PAM en matière de genre adoptée en 2015 après la conception du programme. Il prend en compte les besoins spécifiques de femmes en matière d'assistance alimentaires et nutritionnelle. Il inclut des indicateurs désagrégés par sexe et des indicateurs transversaux pour mesurer la prise de responsabilité des femmes dans la mise en œuvre des activités des différentes composantes qui est encouragée par le programme. Le CP du PAM est naturellement aligné avec l'UNDAF 2013-2017, qui représente l'ensemble des priorités poursuivies par les Agences des Nations Unies en Guinée. Dans le cadre de la traduction opérationnelle de «One UN», la région de Kankan a été choisie pour la conduite d'un programme conjoint (PCK) au cours de l'UNDAF 2013-2017. La conception de ce programme conjoint, dont la coordination a été confiée au PNUD, s'est appuyée sur un diagnostic conjoint. Après avoir évolué dans les 5 préfectures de la région de Kankan, les agences des Nations Unies ont convenu, en 2017, de concentrer leurs interventions dans 2 communes rurales (Communes de Convergence) de Siguiri : Doko et Norassoba. Le constat général est qu'il existe de nombreuses contraintes pour une synergie et une coordination opérationnelle sur le terrain au nombre desquelles (i) le succès hétérogène par les différentes agences dans la mobilisation des fonds, (ii) le décalage dans les dates de

⁴⁴ WFP nutrition policy, nutrition programs and food supplements Updated with new evidence, scientific knowledge and global partnerships : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp247204.pdf>

⁴⁵ La politique n'exclut pas de cibler les 6-59 mois lors de la survenue d'urgence aiguë (acute onset emergencies), mais il semble a posteriori difficile de considérer que la situation à Siguiri et Kouroussa les deux préfectures concernées par les BF étaient en situation d'urgence aiguë en janvier et février 2016.

⁴⁶ Par exemple absence de mesure de la couverture de la PCMAM ; WFP -Minimum Monitoring Requirements Aout 2014.

⁴⁷ WFP, 2013. Revised School Feeding Policy: Promoting innovation to achieve national ownership.

⁴⁸ WFP, 2015. Policy on Building Resilience for Food Security and Nutrition

⁴⁹ Recommandé par le PAM, 2014. Manuel sur les transferts de type monétaire - Deuxième édition

démarrage des programmes et (iii) les procédures administratives et financières des différentes agences⁵⁰.

45. La Collaboration stratégique avec l'UNICEF a été, selon les acteurs de la nutrition, très dynamique dans la période qui a précédé la crise Ebola. Les représentants des deux agences se sont fortement investis et ont contribué à générer une attention pour la nutrition au plus haut niveau de l'Etat. L'adhésion de la Guinée au SUN (Scaling Up Nutrition) et à REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition) témoigne de leurs efforts. Les acteurs nationaux estiment que la crise Ebola a rebattu les cartes et fixé de nouvelles priorités qui ont relégué la nutrition au second plan. La valorisation des efforts engagés avant la crise nécessite de relancer le plaidoyer pour la nutrition. En matière de stratégie d'intervention l'UNICEF met en avant sa volonté de concentrer ses interventions (éducation, santé, protection) sur des « communes de convergence ».
46. Le PAM s'est investi dans la préparation du nouveau cycle UNDAF et sera co-lead du projet phare portant sur la sécurité alimentaire avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO). La volonté de mettre en place une stratégie conjointe de mobilisation des fonds est présentée comme une innovation associée au nouvel UNDAF.
47. Comme indiqué en section 1.1, le financement du CP est peu diversifié. La cohérence stratégique du CP avec les orientations de la coopération japonaise, premier partenaire du CP, est très forte. Mais elle est plus réduite avec l'USAID, second partenaire financier du CP, dont les contributions ont été ciblées sur le relèvement post Ebola. La coopération canadienne a réduit son programme d'appui à l'alimentation scolaire et ne cible plus la Guinée. Les autres contributions ne sont pas de nature à orienter les stratégies du PAM, soit du fait de leur faible volume, soit du fait du caractère transitoire (transfert de stock depuis l'EMOP) ou parce qu'elles sont directement pilotées par le PAM (fonds multilatéraux). Le contexte de mobilisation des ressources est difficile pour le PAM, compte tenu d'une priorité relative accordée par le gouvernement guinéen à l'alimentation scolaire et à la nutrition. Pour le volet sécurité alimentaire et développement rural les principaux partenaires (AFD, Banque Mondiale, FIDA) sont intéressés par le volet information du CP, mais ne représentent pas nécessairement des partenaires financiers structurants pour le PAM.

2.2 Question 2 : Cohérence et connectivité du Programme Pays

2.2.1 Prise en compte des leçons tirées et valorisation des acquis

48. Le PAM a cherché à tirer des leçons de ses expériences : en dehors des activités de suivi et évaluation régulières, le CP précédent a fait l'objet d'une évaluation ainsi que l'EMOP régionale. Le projet 1.000 jours a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours, tandis que le modèle « Home Grown School Feeding » (HGSF) a fait l'objet d'une revue. Certaines leçons tirées de ces processus ont permis de réorienter le programme : par exemple, les achats locaux ont été développés, le (M&E) a été renforcé sur certains points⁵¹ et l'accent a été mis sur le renforcement des capacités de l'Etat à développer un programme national d'alimentation scolaire. Dans d'autres cas, certaines difficultés constatées par le passé (par exemple, la forte dispersion géographique et thématique compromettant l'efficacité et l'efficience du CP, des

⁵⁰ Voir par ailleurs UN, 2017. PCK, Rapport du premier semestre 2017.

⁵¹ Voir chapitre 2.4.5.

activités de FFW/FFT trop ponctuelles et peu durables) ne semblent pas avoir été suffisamment corrigées.

2.2.2 Articulation et complémentarité des composantes et activités du CP

49. La conception du CP repose sur une forte articulation entre les composantes 1 et 3, visant à développer un modèle d'alimentation scolaire basé sur les approvisionnements locaux et à encourager une contribution communautaire à la diversification des repas scolaires. Néanmoins, du fait (1) de donations en nature pour une partie importante des financements du CP et (2) de disponibilités de fonds plus limitées pour le financement de la C3, la mise en œuvre de cette vision ne concerne qu'une minorité d'écoles appuyées.
50. L'introduction de MNP dans les repas des élèves (programmé pour 146 écoles de cinq préfectures en 2017⁵²) permet de donner une dimension nutrition à la C1, qui est par ailleurs assez faible : pas d'activités prévues pour renforcer les capacités en matière de nutrition des cuisinières, des gestionnaires des cantines, des membres des groupements pour améliorer la qualité des repas.
51. A noter une recherche intéressante de complémentarité entre le BF et le programme national de PCIMA : le BF doit être couplé à un dépistage de la MA (mesure du périmètre brachial et référencement des enfants souffrant de MA vers les CRENAM/CRENAS⁵³ les plus proches).

2.2.3 Complémentarité et articulation avec les autres opérations mises en œuvre par le PAM sur la période 2013-2017

52. L'épidémie d'Ebola et la réponse du PAM à cette crise humanitaire a impacté la conduite du CP. Tout d'abord, la « crise Ebola » a fortement modifié le contexte de mise en œuvre du CP (fermeture des écoles, restriction des flux commerciaux). En réponse à cette crise, la conduite de l'EMOP (de niveau L3 et prioritaire pour le PAM du fait de son mandat humanitaire) a également fortement impacté la mise en œuvre du CP : le BP a vu ses effectifs multipliés par 3 en quelques mois, une équipe essentiellement composée de personnel international a coordonné les activités de l'EMOP et a représenté le PAM dans les dispositifs de coordination. Indépendamment des questions d'articulation stratégique entre les deux opérations, il est évident que la conduite de l'EMOP a eu des répercussions majeures sur : (1) la gestion de l'équipe en charge de la conduite du CP, notamment durant la phase de contraction de l'équipe du PAM après la sortie de crise, (2) le dispositif et les arrangements logistiques qui, pendant la gestion de la crise ont bénéficié d'investissements mais aussi conduit à l'adoption de modalités d'interventions plus rapides mais aussi plus coûteuses, (3) la conduite du dialogue technique et politique avec les institutions nationales au sujet d'objectifs de moyen – long terme concernant la poursuite des objectifs du CP (voir ci-dessous).
53. Durant l'essentiel de la période de mise en œuvre de l'EMOP, les deux interventions étaient assez disjointes, ce qui semble justifié au regard de la spécificité de l'intervention du PAM dans le contexte de l'épidémie Ebola.
54. La stratégie de sortie de l'EMOP (transfert des stocks de vivres non utilisés par l'EMOP et intégration de la stratégie de programmation post-Ebola au sein du CP

⁵² Les délais d'approvisionnement en MNP n'ont pas permis la réalisation de cette activité programmée pour 2017

⁵³ Le CRENAS : Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition sévère

plutôt que la création d'une opération de transition (IPSR) a en revanche eu un impact négatif sur les orientations stratégiques du CP :

- Anticipant cette transition, la couverture de la C1 a été fortement revue à la hausse dès la BR2 début 2015.
- Au-delà de l'introduction de la C4 spécifiquement orientée vers les populations directement affectées par l'épidémie, la conception de certaines activités a évolué, répondant notamment à la nécessité d'absorber rapidement un volume de vivres disponible à date de péremption proche : élargissement de l'activité « ration sèches à emporter » de la C1 à l'ensemble des filles scolarisées dans les écoles couvertes, passage de rations individuelles à rations familiales pour la C3.

55. Ces réorientations stratégiques étaient pertinentes vis à vis du contexte post Ebola (notamment pour encourager le mouvement de re-scolarisation après l'épidémie). Néanmoins, la réduction des ressources disponibles en 2017 n'a pas permis de tenir les engagements associés aux révisions budgétaires 2 et 3 jusqu'à la fin de la période d'exécution du CP. Les difficultés associées et notamment la réduction de la couverture de la C1 à la rentrée 2017/2018⁵⁴, et passation des écoles déchargées du CP à la DNCaS sans que les conditions d'un transfert réussi ne soient réunies⁵⁵ soulèvent aujourd'hui des questions sur la pertinence de la décision d'avoir utilisé le CP comme réceptacle programmatique de la stratégie de post-urgence plutôt que d'avoir adopté une opération spécifiquement orientée vers cette transition. Il est délicat de juger de la pertinence de ce choix qui reposait sans doute sur des considérations multiples⁵⁶, mais le manque d'information dont dispose l'équipe actuelle illustre un manque de communication interne à ce sujet, ce qui a contribué à fragiliser le PAM dans sa communication externe.

2.2.4 Cohérence avec les capacités des institutions nationales dans ses domaines d'interventions

56. Dans l'ensemble, les partenaires étatiques apprécient les relations entretenues avec le PAM mais des critiques sont formulées, en particulier au niveau décentralisé, sur le manque de concertation et la faible implication des services de l'Etat lors de la conception ou le recalibrage des programmes.

57. **Concernant la C1**, les activités de renforcement des capacités nationales se sont appuyées sur la conduite en 2013 et 2014 d'un processus SABER, visant à qualifier les capacités nationales en matière de conduite d'une politique d'alimentation scolaire selon 5 piliers : (i) existence d'une politique nationale, (ii) existence d'une institution, (iii) mise en place d'une ligne de financement nationale, (iv) mise en œuvre d'un programme nationale et (v) mise en place d'une contribution communautaire. Le PAM, avec l'appui du centre d'excellence basé au Brésil, a fortement contribué à la formulation du diagnostic initial (SABER), qui a permis de tracer une feuille de route commune pour le renforcement des capacités nationales. La DNCaS a bien compris les enjeux du SABER ; elle souhaite l'organisation d'un nouvel atelier pour apprécier les progrès réalisés afin de faire reconnaître ses capacités de gestion.

58. Le PAM a contribué à l'accompagnement du MEN dans le développement d'une politique d'alimentation scolaire. Le PAM s'est également investi dans l'appui

⁵⁴ (714 écoles déchargées)

⁵⁵ Ce qui a provoqué une tension entre le PAM et la DNCaS, qui considère n'avoir pas été suffisamment impliqué dans la prise de décision.

⁵⁶ En particulier, au-delà des considérations techniques, les conditions de financement pour une opération spécifiquement orientée vers la transition n'étaient vraisemblablement pas réunies compte tenu du contexte post-Ebola.

technique à la DNCaS après sa création, tant au niveau central qu'au niveau déconcentré, avec notamment un appui technique, des formations et des appuis en équipement aux points focaux relevant de la DNCaS au niveau des DPE. Un programme pilote d'alimentation scolaire a été développé par la DNCaS (107 écoles, partiellement mis en œuvre). Le transfert de 300 écoles soutenues par le PAM a été envisagé dès la rentrée 2016/2017, mais n'a pas eu lieu. A la rentrée 2017/2018, 714 écoles ont été déchargées du programme du PAM et formellement inscrites dans le programme national, mais elles n'ont pas été prises en charge par la DNCaS jusqu'à présent. Ce transfert n'a pas fait l'objet d'un travail préparatoire et d'une évaluation préalable des capacités de gestion de la DNCaS.

59. **Concernant la C2**, l'implication du PAM dans le REACH a permis au PAM de renforcer sa connaissance des besoins en matière de renforcement des capacités institutionnelles du secteur. Par ailleurs, les expériences antérieures avaient permis de poser un diagnostic sur certains aspects comme par exemple la nécessité d'appuyer le développement d'un protocole de prise en charge nutritionnelle des PVVIH. Les activités de renforcement des capacités des agents de santé sont incluses dans la C2, mais les formations appuyées par le PAM sont jugées moins déterminantes que celles fournies par d'autres partenaires (UNICEF, ONG) par les acteurs du secteur de la santé aux différents niveaux (DAN, DPS, CS et postes de santé). En fin de période, le PAM a, pour certaines activités, abandonné les partenariats avec les ONG pour travailler directement avec les services de l'Etat. Cette décision n'est pas un choix stratégique mais elle est imposée par la rareté des ressources qui impacte la qualité du suivi des PVVIH, du programme PCMAM.
60. Les activités de FFW, de FFT et d'appui aux unions d'étuveuses n'ont pas fait l'objet de diagnostic des capacités de suivi par les services de l'agriculture. En revanche, un diagnostic des capacités des unions d'étuveuses a été conduit. Des activités de renforcement des groupements et unions sont prévues et sont globalement jugées pertinentes par les organisations concernées (détail sur l'analyse des modalités d'intervention présentées en section 2.3).
61. En 2014, le PAM a conduit un diagnostic institutionnel du dispositif de gestion de la sécurité alimentaire en Guinée. La mise en œuvre des propositions issues de ce diagnostic n'a pu avoir lieu du fait de la gestion de la crise Ebola. En 2016, le PAM a participé, sans y jouer un rôle moteur, à l'élaboration d'un diagnostic sur les capacités nationales en matière de Réduction des Risques de Catastrophe⁵⁷. Le PAM implique les services de l'Etat (Institut National de la Statistique (INS), ANASA, SIPAG) dans la conduite des enquêtes sur la sécurité alimentaire. Les analyses et l'essentiel de la préparation des rapports sont conduits par le PAM, et il n'existe pas de plan de travail conjoint régulier en dehors des années ou des enquêtes nationales (ENSAV, EFSVA) sont conduites.

2.2.5 Coordination de la mise en œuvre du CP avec l'action d'autres acteurs

62. L'activité des dispositifs de coordination sectorielle de niveau national a été impactée par la gestion de la crise Ebola durant laquelle les « clusters » ont été activés dans la plupart des domaines. Depuis 2016, le fonctionnement « normal » des groupes techniques a été rétabli. Seul le groupe nutrition est relativement actif (mais les rencontres sont de moins en moins fréquentes). Au niveau décentralisé, les espaces de

⁵⁷ UN, 2016. Capacités nationales en matière de réduction des risques et de gestion des catastrophes en Guinée

coordination sectorielle impliquant le PAM, sont restreints, en dehors des Groupes Techniques Régionaux pour l'Alimentation et la Nutrition présidés par les DRS.

63. Malgré ce manque de dynamisme des dispositifs de coordination sectorielle, les principales parties prenantes des administrations centralisées et des STD sont informées des activités du PAM. La présentation des Plans de Travail Annuels (PTA) à l'ensemble des services concernés, coordonnée par le Ministère de Plan et de la Coopération, est un outil d'information à propos des interventions programmées mais dont le format ne permet pas une participation active des services à la planification des actions du PAM. Dans un souci de renforcement de la concertation avec les STD concernés par le CP, le PAM a organisé des missions de supervision conjointes avec les différents services à partir de 2015.
64. Pour le secteur de l'éducation, il existe un bon partage du travail avec l'UNICEF, sans véritable besoin de coordination géographique du fait de la couverture très large du programme éducatif de l'UNICEF et de l'absence de chevauchement entre les actions des deux agences (le PAM étant focalisé sur l'alimentation scolaire). Il existe une certaine coordination avec Plan Guinée qui intervient fortement dans la construction d'infrastructure scolaire, mais cette coordination n'est pas toujours efficace⁵⁸.
65. Dans le secteur de la nutrition, les enjeux pour le PAM en matière de coordination avec les autres acteurs du domaine sont plus forts du fait de la plus grande diversité des intervenants. Au niveau national, le PAM manque de ressources humaines pour jouer un rôle très actif dans le dispositif de coordination. Au niveau local, le ciblage géographique des activités de nutrition du PAM privilégie, à juste titre, des zones où d'autres acteurs interviennent dans la PCIMA. Ce choix permet aux activités de prise en charge de la malnutrition de bénéficier des effets positifs des activités de renforcement des capacités des services de santé mis en place par les autres acteurs. Il exige une bonne coordination avec ces derniers en ce qui concerne le volet « communautaire », notamment au sujet du contenu des messages de sensibilisation et des politiques d'incitation orientées vers les agents de santé communautaires (A/Co). Le PAM a participé à la préparation d'une « boîte à image » commune à tous les acteurs intervenant dans les communautés, ce qui favorise la cohérence des différentes actions menées. La politique d'incitation des A/Co du PAM, plus restrictive que celles d'autres partenaires, nuit à l'efficacité des programmes du PAM dans le cadre de l'intervention 1.000 jours. Certains acteurs mentionnent une bonne utilisation des données de dépistage pour orienter le pré positionnement des intrants nutritionnels, mais d'autres regrettent les ruptures d'intrants lors de campagnes de dépistage qui en limitent fortement l'intérêt.
66. La coordination opérationnelle relative aux activités de FFT et FFW et d'achat locaux a été limitée. C'est pourtant un secteur pour lequel les avantages comparatifs du PAM en matière d'appui à la production et au renforcement institutionnel des organisations de producteurs n'est pas évident.
67. Le PAM joue un rôle central dans le domaine de l'analyse de la sécurité alimentaire, mais l'absence de ressources humaines dédiées au VAM ne lui a pas permis d'assumer un rôle moteur dans la coordination à ce sujet. La conduite de l'ENSAV en 2017/2018, a permis de resserrer les liens avec les différents acteurs.

⁵⁸ Exemples d'écoles où Plan Guinée a appuyé la construction de réfectoires en 2017 et qui ont vu leurs cantines déchargées du programme du PAM à la rentrée 2017/2018, se retrouvant ainsi, avec un réfectoire en dur neuf, et sans cantine fonctionnelle.

68. Hormis le PCK, conçu comme un programme, le CP n'a pas occasionné la conduite de projets conjoints avec l'une des agences des Nations Unies. Pour la période à venir, la FAO et le PAM ont sollicité des financements pour la mise en œuvre de programmes complémentaires (appui à la production par la FAO et achats locaux pour le PAM). Le projet d'Adaptation basée sur les Ecosystèmes de la Haute Guinée (ABE HG), financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) et piloté par le PNUD, prévoyait de confier l'exécution de certaines actions de transferts sociaux au PAM, sans qu'il n'en ait été bien informé au moment de la conception du programme. Bien que les convergences stratégiques avec le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) soient reconnues par les deux agences, les réflexions pouvant conduire à des collaborations effectives ont pour le moment été réduites.

2.3 Question 3 : Efficacité du Programme Pays

2.3.1 Mise en œuvre des activités relativement aux planifications⁵⁹

69. Pour chaque composante les figures 3, 4, 5 et 6 retracent les réalisations, comparées à la programmation (document de projet et révisions budgétaires) et aux planifications annuelle (PTAs). La présentation des réalisations est systématiquement désagrégée par sexe. Il a été choisi de présenter les réalisations pour toutes les années et non de manière agrégée pour les 5 ans du programme car les niveaux d'exécution ont beaucoup varié dans le temps et des données agrégées auraient peu de sens.

70. **C1** : Le niveau d'exécution des activités d'alimentations scolaire a été supérieur à la programmation et aux planifications annuelles jusqu'à la rentrée de l'année scolaire 2017/2018. En 2015, les planifications ont en effet été revues à la hausse du fait de l'adoption de la stratégie post Ebola d'augmentation de la couverture du programme pour favoriser le retour des élèves dans les écoles suite à l'épidémie. Les réalisations ont par ailleurs été plus nombreuses que prévues du fait de transferts de vivres importants depuis l'EMOP régionale. Pour l'année 2017, le dépassement du nombre de bénéficiaires planifiés suggéré par la Figure 3 est trompeur car les données de planification correspondent à la rentrée 2017/2018, tandis que les données de réalisation correspondent à la fin de l'année 2016/2017. En réalité, le PAM prévoit d'assister environ 130.000 élèves en 2017-2018, ce qui demeure conforme à la planification initiale pour 2017. Par contre, toutes les écoles n'ont pas reçu 5 ans d'assistance continue comme le prévoyait la stratégie de départ.

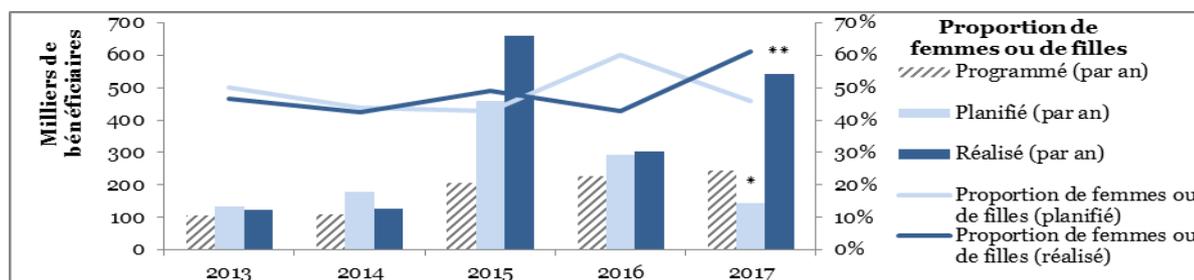
71. Le détail des réalisations par activités (annexe 9), indique que le niveau de réalisation des activités de rations sèches était inférieur aux planifications en 2013 et 2014, mais au contraire très élevé en 2016 et 2017 (alors même que les rations sèches étaient distribuées non plus aux seules filles en fin de cycle mais à toutes les filles). Cela s'explique par un surplus d'huile à écouler.

72. Les activités d'alimentation scolaire ont globalement respecté le calendrier scolaire et leur mise en œuvre a été adaptée à l'évolution du contexte (fermeture des écoles durant l'épidémie d'Ebola et réouverture en janvier 2015). La grande majorité des acteurs rencontrés, notamment au niveau des écoles, indique que les ruptures d'approvisionnement ont été rares pour toutes les denrées. La réduction, du nombre de repas par semaine (de 5 à 4) servis avec les intrants du PAM, appliquée à partir de 2016-2017 pour répondre à un manque de vivre, semble bien acceptée ; les élèves n'ayant pas cours le jeudi, 4 jours de cantine apparaissent adaptés au rythme scolaire.

⁵⁹ Le détail des informations quantitatives relatives à l'exécution des activités est fourni en annexe 9.

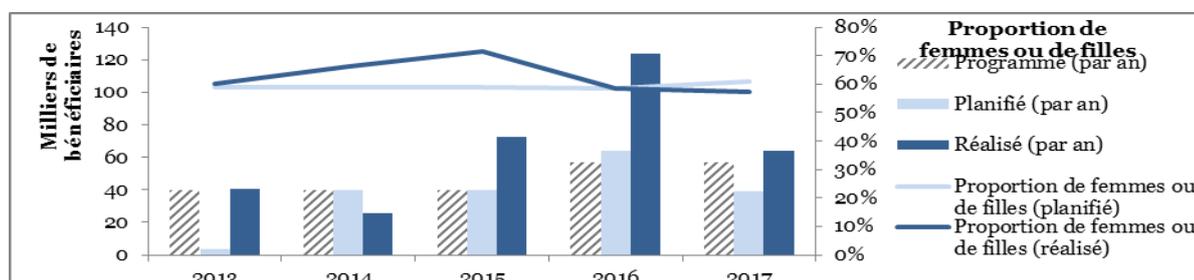
Néanmoins, des livraisons parfois importantes ont été effectuées en fin d'année scolaire (notamment en post Ebola), conduisant parfois à des pertes liées à des mauvaises conditions de stockage dans les écoles.

Figure 3: Nombre de bénéficiaires des activités d'alimentation scolaire (Source SPR 2013-2017)



73. **C2** : Le niveau de réalisation des activités de nutrition est bon à l'échelle de la composante : le nombre de bénéficiaires de la C2 atteints dépasse le nombre planifié (à part en 2014) avec toutefois des variations importantes d'une activité à l'autre (voir annexe 9). Ces chiffres globaux masquent des dysfonctionnements importants sur la C2 dont la mise en œuvre a été impactée par l'irrégularité des approvisionnements en produits de supplémentation : 1) des ruptures fréquentes⁶⁰ ont imposé des interruptions dans les programmes de prise en charge ; 2) au contraire, des surplus d'intrants (à risque de péremption ou de non éligibilité des dépenses associées à la distribution) ont été écoulés en s'affranchissant des planifications : extension des cibles planifiées, réalisation de deux campagnes de BF en 2016 au lieu d'une programmée, modification des rythmes de distribution des rations (voir 2.3).

Figure 4: Nombre de bénéficiaires des activités de nutrition (Source SPR 2013-2017)



74. **C3** : Le niveau de réalisation des activités d'assistance alimentaire pour la réalisation d'actifs a été très fluctuant durant le CP. Il a été conforme à la programmation et aux prévisions en 2015. Le changement de stratégies (passage de rations individuelles à des rations familiales) a conduit, en 2015, à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'activité assistance alimentaire contre formation, jugée peu efficace, a été arrêtée à partir de 2015. En 2015, les données de planification reportées ci-dessous et présentées dans le SPR de cette année, reposent sur l'hypothèse que 165.000 bénéficiaires auraient dû être ciblés cette année-là alors que selon la logique du document de projet et des révisions budgétaires, le nombre de bénéficiaires est prévu pour l'ensemble de la durée du projet (cf. nombre de bénéficiaires programmés en Figure 5). En 2017, cette composante a été mise en œuvre avec l'appui de coupons alimentaires, conformément aux planifications de l'année. Une difficulté récurrente avec la mise en œuvre des activités de la C3 a été le non-respect du calendrier agricole.

⁶⁰ Au moment du passage de l'équipe d'évaluation par exemple, les CRENAM sont en rupture d'intrants et la prise en charge des enfants MAM et des FEFA MA est interrompue.

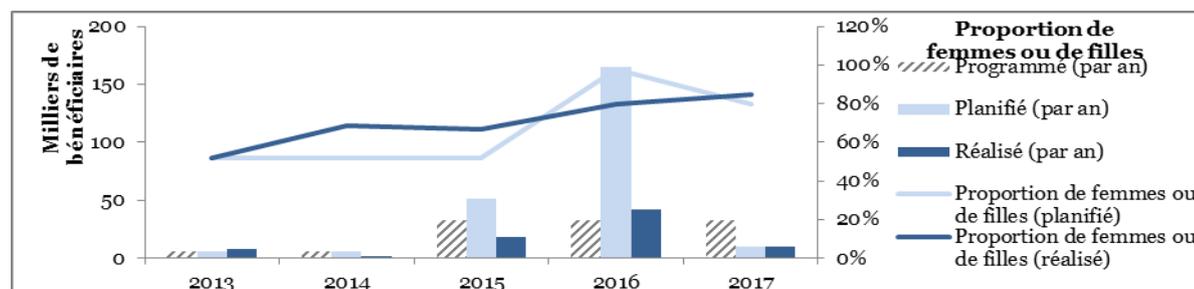
En effet, ces activités prévues pour être mise en œuvre en période de soudure (juin-sept), ont fréquemment été mise en œuvre après septembre (ce qui semble plus adapté aux activités de maraichage).

75. Des achats locaux de riz étuvé ont été réalisés à partir de 2014 et, à partir de 2015, le PAM à travers la C3, a fourni des appuis en formation et équipement aux unions d'étuveuses auprès desquelles il a effectué des achats. Le volume et la proportion des achats locaux ont régulièrement augmenté, ce qui correspond à un succès qui est toutefois tempéré par la faiblesse des marges consenties aux étuveuses qui fragilise la pérennité de l'activité (cf. section 2.3.4 -§99).

Tableau 2: Volumes des achats locaux de 2014 à 2017

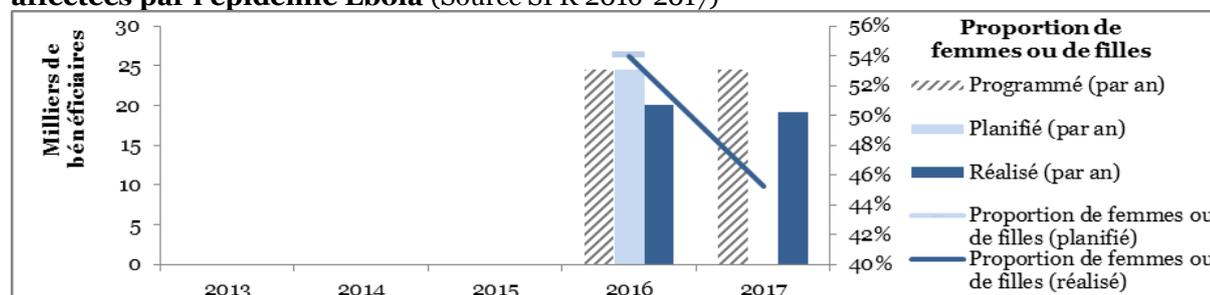
	2014	2015	2016	2017
Achats locaux (MT)	100	1855,8	1593,575	1655,5
Achats totaux (MT)	5201	8617	6967	4636
% Achats Locaux	2%	22%	23%	36%

Figure 5: Nombre de bénéficiaires des activités d'assistance alimentaire pour la réalisation d'actifs (Source SPR 2013-2017)



76. La C4 a été mise en œuvre conformément aux planifications en 2016. La mise en œuvre de ces activités a été compliquée par l'évolution rapide de la situation et du changement de stratégie nationale d'appui au redressement des populations affectées par l'épidémie. Ainsi, il a été décidé de ne pas mettre en œuvre cette composante en 2017. Les activités reportées sous cette composante en 2017 correspondent à des activités d'alimentation scolaire⁶¹.

Figure 6: Nombre de bénéficiaires d'activités d'assistance alimentaire aux personnes affectées par l'épidémie Ebola (Source SPR 2016-2017)



77. Le tableau 3 indique les niveaux de décalage entre les quantités de vivres par bénéficiaires prévues et réalisées. Bien que très globale, cette analyse souligne que les

⁶¹ Voir SPR 2017 pour des explications détaillées. Des vivres transférées depuis l'EMOP 200326 avaient été allouées à la C4. Cette composante n'étant plus pertinente en 2017, et la C1 étant en manque de vivres, ces denrées ont été utilisées pour l'alimentation scolaire, mais la réallocation formelle de la C4 vers la C1 n'était plus possible pour des vivres ayant déjà été transférées d'une autre opération.

niveaux d'assistance par bénéficiaire sont inférieurs aux prévisions⁶². Pour la C1, cela s'explique par la fermeture des écoles une partie de l'année scolaire 2014-2015 du fait de la crise Ebola, mais aussi par les fréquents mouvements de grève des enseignants.

Tableau 3 : Niveaux de réalisation des quantités d'assistance prévues par bénéficiaire

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Composante 1	77%	47%	40%	88%	Chiffres non comparables ⁶³
Composante 2	67%	37%	32%	23%	43%
Composante 3	138%	71%	69%	98%	100% (CBT)
Composante 4				53%	N/A

2.3.2 Atteinte des objectifs et résultats fixés⁶⁴

78. **La C1** enregistre des résultats satisfaisants pour ce qui concerne les taux de rétention qui sont chaque année supérieurs à l'objectif institutionnel de 85%. Les taux d'inscription, qui mesurent la progression du nombre d'élèves inscrits d'une année sur l'autre dans les écoles assistées, dépassent très largement la cible institutionnelle (6%) : ceci pouvait s'expliquer en 2015 par l'inclusion massive de nouvelles écoles et un retour à l'école des élèves suite à la crise Ebola. En 2017, il est possible que les écoles assistées aient attiré des élèves précédemment scolarisés dans des écoles déchargées⁶⁵ ce qui atténuerait l'intérêt de ce résultat. Le ratio fille/garçon (mesuré sur l'ensemble des niveaux scolaires) demeure en dessous de la cible de parité qui apparaît ambitieuse dans le contexte guinéen. Il est difficile d'analyser la progression de cet indicateur au cours du CP puisque certaines écoles ont été incluses/déchargées en cours de programme. Cependant il semble que le ratio fille/garçon ait progressé entre 2014 et 2015⁶⁶ mais qu'il soit demeuré stable par la suite. Cette stabilité contredit la progression du ratio fille/garçon perçue et systématiquement rapportée par les acteurs sur le terrain. A noter qu'en 2015, les taux de réussite des garçons (95%) étaient largement supérieurs à ceux des filles (75%).

79. **C2** : les résultats affichés dans les SPR sont dans l'ensemble relativement satisfaisants mais soulèvent des interrogations. Les indicateurs de performance de la PCMAM rapportés sont excellents mais peu crédibles : ils sont renseignés à partir de rapports transmis par les services de santé qui ne reflètent pas toujours la réalité du programme. La qualité des registres est très variable⁶⁷ ; les abandons sont nombreux dans tous les CS visités et le suivi de la récupération nutritionnelle des enfants MAM admis sur le programme est aléatoire en fonction des CS. La couverture des activités de la C2 n'est présentée que pour le programme 1.000 jours à Labé. L'objectif de 70% fixé par le PAM pour les programmes de prévention est loin d'être atteint (20%) alors que le programme se fixait l'objectif de couvrir l'ensemble des FEFA et leurs enfants dans les villages ciblés. La couverture de la PCMAM n'a pas été mesurée⁶⁸. Celle des

⁶² Par exemple, en 2016, le PAM n'a distribué que 45% du CSB qu'il avait prévu pour l'année alors les cibles pour cet intrant sont toutes largement dépassées (FEFA souffrant de MA171%, les PVVIH dénutries 660% et les FEFA dans le cadre de BF et 493%.) – Source SPR 2016

⁶³ Les chiffres des SPR donnent les BNF sur 2016-2017 et les quantités tiennent compte de la réduction des effectifs en septembre 2017

⁶⁴ Le détail des résultats tels que mesurés par le système de suivi et évaluation du PAM est présenté en annexe 9

⁶⁵ Entretien avec les directeurs d'école.

⁶⁶ 0,74 à 0,83 -Source SPR 2015

⁶⁷ Examen des registres dans les CS visités ; point de vue des partenaires ; et dans la PNAN : « Les indicateurs de nutrition dans le Système d'information sanitaire national sont incomplets et ne décrivent pas la situation réelle ».

⁶⁸ L'enquête SLEAC réalisée par HKI renseigne sur la couverture de la PCIMAS dans la région sanitaire de Kankan. En dehors de Siguiri où elle est « moyenne » (<50%), la couverture du programme est faible. Cette enquête met en évidence les principales barrières

BF, mesurée lors de la SMART+2017 pour les campagnes réalisées en 2016, non mentionnées dans les SPR, est très proche de la cible de couverture à Siguiri (66%) mais décevante à Kouroussa (6%). Les effets des activités de prévention ne sont rapportés que pour le projet 1.000 jours ; la cible de 70% d'enfants ayant une alimentation acceptable n'était pas atteinte au moment de l'évaluation à mi-parcours (40% - en 2015)⁶⁹ ; cette enquête mesure une prévalence de la malnutrition chronique dans les localités ciblées par le projet identique à celle mesurée en 2015 à l'échelle de la région de Labé. L'absence de données actualisées en 2017 ne permet pas de savoir si le programme a finalement atteint son objectif. Pour les BF, les effets des campagnes de distribution ne sont pas rapportés⁷⁰. Le partage des intrants au sein des familles mentionné par les bénéficiaires du BF dans une localité de Siguiri visitée⁷¹ présume d'un impact réduit en matière de prévention de la MA des 6-59 mois ; à noter que l'effectivité de la complémentarité des BF et de la PCIMA n'est pas suivie⁷².

80. **C3** : Les résultats des activités de **la C3** n'ont pas été mesurés en 2013, 2014 et 2015. En 2016, les résultats en matière de consommation et de diversité alimentaire des bénéficiaires de ces activités étaient en deçà des objectifs visés. En 2017, les activités d'appui aux jardins maraichers semblent avoir produit des résultats plus satisfaisants en matière d'appui à la consommation des ménages ciblés. Cela s'explique par deux aspects : tout d'abord l'assistance fournie a été plus importante que les années précédentes (rations familiales depuis 2016, mais aussi doublement du nombre de jours de travail – et donc des rations alimentaires – en 2017⁷³) ; par ailleurs, les groupements retenus pour le pilote CBT en 2017 ont été choisis non pas sur des critères de vulnérabilité des villages concernés, mais sur des critères de performance des groupements lors des précédentes années ; pour finir l'évolution favorable de la diversité alimentaire observée entre juin 2016 (soudure) et décembre 2017 peut également refléter une évolution saisonnière.

81. Malgré des indications (documentées par des missions conjointes avec les STD dans certaines régions⁷⁴) de manque de durabilité des résultats (abandon fréquent des activités des groupements après que les appuis du PAM se soient arrêtés), l'indicateur de bonne gestion et maintenance des actifs, prévu par le cadre de suivi initial, n'a été systématiquement mesuré qu'en fin de période d'exécution. Compte tenu de la logique de recherche de synergie avec la C1, il aurait été nécessaire de suivre la fourniture de vivres par les groupements aux écoles de façon plus systématique. Les données de ce type issues du suivi des activités de CBT en 2017 indiquent que la valeur des vivres fournis par les groupements est de l'ordre de 0,5 à 4% de la valeur des coupons transférés aux groupements selon les rapports de suivi des ONG⁷⁵ sur 4

à la couverture : l'éloignement des CS et la faible notoriété des programmes nutritionnels : 67% des personnes interrogées ne connaissent pas l'existence du programme de prise en charge.

⁶⁹ Les résultats de l'évaluation finale du projet 1.000 jours ne sont pas disponible -> renvoi à un paragraphe.

⁷⁰ Les rapports de certains partenaires d'implémentation présentent des résultats de dépistage au PB réalisées lors des distributions ; qui apparaissent assez peu crédibles. Le taux d'enfant dépistés MA au PB est anormalement élevé en particulier à cette saison: Rapport EdG : 16% MAG au PB dont 13,6 MAM et 2,5 MAS. L'ensemble des enfants (MAS, MAM et non malnutris) ont bénéficié d'un mois de ration (Plumpy Doz). Un dépistage effectué lors de la seconde distribution (moins d'un mois après la première) laisse penser que les enfants malnutris avaient alors pratiquement tous récupéré, (MAG au PB à 2,4%).

⁷¹ Témoignages terrains en contradiction avec le PDM de mars 2016 (1% des vivres partagés) ; ce PDM observe toutefois des incohérences entre les niveaux de stocks attendus et observés 3 semaines après la distribution et en conclut que les rations journalières ne sont probablement pas respectées.

⁷² Pas d'information disponible auprès des partenaires ni du sous-bureau sur le suivi (référencement, admission MAS/MAM, disponibilité en intrant, guérison) des (nombreux) enfants dépistés MA (voir NdbP ci-dessus)

⁷³ PAM, 2016, CP 200236- BR3

⁷⁴ Ex : PAM 2018, Rapport de la mission conjointe de supervision et le cadre de concertation avec les acteurs principaux dans la Préfecture de Gueckedou.

⁷⁵ CEDA, AID, OCPH, ABEF, 2017. Rapports d'exécution projet CBT: «Assistance alimentaire pour les personnes touchées par la résurgence d'Ebola et des épidémies en Guinée, financement Supplementary Budget du Japon 2016, dans la préfecture de Kissidougou», réalisé par l'ONG Action pour le Bien Etre Familial (ABEF)

mois de l'année. La valeur des produits issus de la commercialisation des productions n'est pas suivie.

82. Un des résultats importants de la C3, notamment dans le cadre des activités pilotes de CBT, a été de permettre l'enregistrement administratif et parfois l'accès à des services financiers par les groupements soutenus. Pour ce qui concerne les achats locaux en Guinée Forestière, l'achat de riz local a impliqué 10 Unions composés de 67 groupements ayant un effectif total de 1.464 membres dont 1.180 femmes, soit près de 81 % de femmes. Le ciblage des femmes est moins fort dans d'autres régions.⁷⁶
83. **C4** : Les résultats des activités de la C4 sont, selon les données de suivi du PAM, assez satisfaisants : score de diversité alimentaire des populations bénéficiaires supérieur à la cible visée malgré un score de consommation alimentaire légèrement inférieur. Bien que la pertinence de cet objectif puisse être discutée dans le contexte de redressement post Ebola, l'assistance alimentaire semble avoir été efficace pour réduire les mouvements des bénéficiaires.

2.3.3 Mise en œuvre de la stratégie de ciblage, notamment du genre

84. **C1** : Le critère d'insécurité alimentaire pour le ciblage des préfectures concernées par l'alimentation scolaire n'a été que partiellement considéré puisque la préfecture de Faranah très vulnérable à l'insécurité alimentaire⁷⁷ n'a pas été ciblée par la C1. Après la phase d'extension géographique en 2015 (inclusion de plus de 800 écoles en phase post-Ebola dans les zones les plus touchées par Ebola dont 14 nouvelles préfectures, voir tableau 4) le programme a été recentré : ce sont les critères de **concentration, d'accès et d'effectifs** qui ont primé sur les questions de vulnérabilité pour le choix des écoles maintenues dans le programme : 10 préfectures sont déchargées (*35% des écoles abandonnées*)⁷⁸. Outre ce recentrage géographique, les autres écoles sont écartées en mobilisant principalement les critères d'accès et d'effectif⁷⁹ (écoles de moins de 300 élèves). En 2017-2018, la configuration se rapproche de celle du début de CP. Le **recentrage opéré est pertinent au vue des réductions de financement** qui limitent les capacités de suivi des équipes de terrain. Cependant, les critères opérationnels ont primé sur les critères de vulnérabilité alimentaire ou de faible performance scolaire lors du recentrage de la C1 du CP : l'abandon de certaines préfectures, comme celle de Kerouane, est contradictoire avec le ciblage des préfectures vulnérables à l'insécurité alimentaire et avec des taux de scolarisation faibles. Il suscite l'incompréhension des partenaires de l'éducation.
85. Le choix des bénéficiaires de la C1 a été ajusté aux ressources disponibles. Concernant les distributions d'huile enrichie : il était prévu de ne servir que les filles de CM2 faisant preuve d'assiduité (Document de projet). En 2015-2016, la ration d'huile a été distribuée à toutes les élèves du primaire pour écouler avant fin 2016 un stock important d'huile enrichie issue de l'EMOP. Les distributions se sont par la suite interrompues faute d'intrants. Ces ajustements dans le ciblage au gré des ressources disponibles nuisent à la compréhension des enjeux de l'activité par les partenaires.

⁷⁶ La Coopérative des producteurs agricoles de Kankan est composée de 53 personnes dont 28 femmes, soit près de 53 %.

⁷⁷ Faranah est la province la plus vulnérable à l'insécurité alimentaire selon les enquêtes des 2012 et 2015. 41% des ménages en insécurité alimentaire (EFSA 2015) et 47% en 2012 (CFSVA 2012).

⁷⁸ Les écoles des régions de Kindia et Mamou, et les préfectures de Kerouane, Fria et Mali appuyées entre 2015-2017 ont toutes été déchargées.

⁷⁹ Les TBS et les niveaux d'insécurité alimentaire ne sont désagrégés qu'à l'échelle préfectorale dans la matrice qui a servi à choisir les écoles et n'ont pas pu être mobilisés pour choisir les écoles au sein d'une préfecture.

Tableau 4: Evolution de la couverture géographique du programme d'alimentation scolaire
(sources : document de projet et fichier de suivi BP)

		Doc de projet	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Ecoles déchargées en 2017	% des 714 écoles déchargées
Boké	Gaoual						28	9%
	Koundara						18	
	Fria						15	
Labé	Koubia						8	4%
	Lelouma						6	
	Mali						17	
Kankan	Mandiana						24	16%
	Kerouane						78	
	Siguiri						12	
N'Zérékoré	Yomou						31	46%
	Macenta						91	
	Gueckédou						55	
	Beyla						23	
	Lola						22	
	Nzerekore						105	
Faranah	Dinguiraye						17	4%
	Kissidougou						9	
Mamou	Dalaba						10	2%
	Pita						5	
Kindia	Forecaria						85	19%
	Dubreka						7	
	Coyah						17	
	Telemele						14	
	Kindia						15	

86.C2 : Le ciblage géographique pour les activités de prise en charge de la MA tiennent compte des taux de Malnutrition Aiguë Globale (MAG) reflétés par les enquêtes SMART⁸⁰ ; on peut ainsi noter une assistance continue⁸¹ sur Kankan, la région la plus touchée par la MA selon les SMART 2012 et 2015. L'attention du PAM (et des autres acteurs de la nutrition) a été fortement concentrée sur Siguiri après publication de la SMART 2015 qui y révèle une prévalence de MAG supérieure à 10% (14,5%). Cependant, le rapport SMART 2015 précise que la qualité des données collectées sur la strate de Siguiri pose problème⁸² ce qui génère un doute sur la pertinence du ciblage qui mériterait d'être levé. En 2014-2015, le ciblage géographique a tenu compte des zones touchées par Ebola et le programme s'est étendu à de nouveaux CS (+100%) et de nouvelles régions; le choix des aires sanitaires appuyées s'est fait en concertation avec le Ministère de la Santé et l'UNICEF en identifiant les zones où les admissions MAS étaient les plus élevées est un choix pertinent. Depuis 2015, le programme s'est recentré et aujourd'hui seul le sous-bureau de Kankan assure le suivi de la PCMAM dans les régions de Kankan et Faranah. Comme pour la C1, cette concentration de l'activité, est pertinente dans le contexte de restriction des ressources même si les niveaux de vulnérabilité

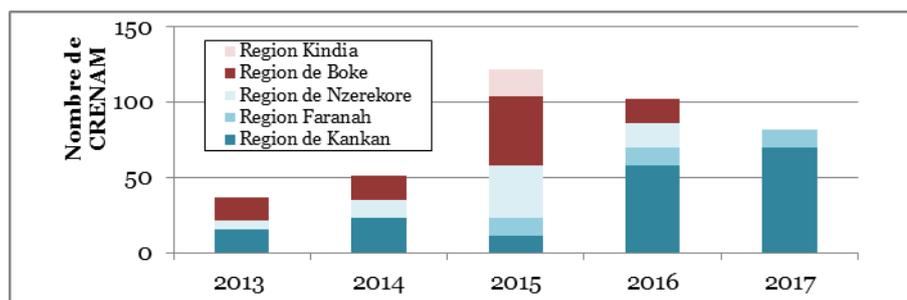
⁸⁰ Les MICS par contre ne semblent pas prises en compte.

⁸¹ A noter, toutefois une forte baisse du nombre de CRENAM assistés en 2015 dans cette région, alors que d'autres comme Boké sont au contraire beaucoup plus appuyées.

⁸² Voir Tableau 6.1.2 du rapport SMART 2015. : (score global de plausibilité à 37%), et fiabilité des données jugée problématique sur cette strate.

nutritionnelle dans ces régions ne sont pas alarmants⁸³. Pour les activités **d'appui aux PVVIH**, le CP a également connu une extension en 2015-2016 (6 régions ciblées) pour se concentrer en 2017 sur Conakry et la préfecture de Siguiri, où la file active est pourtant plus restreinte qu'à Kankan. **Les BF** qui devaient cibler Siguiri du fait de la forte prévalence de la MAG (SMART 2015) ont été étendus à Kouroussa où les taux de MAG étaient <10%. Trois campagnes de BF ont été réalisées, deux en 2016, et une en 2017. **La saisonnalité** de la malnutrition aiguë révélée par l'enquête SMART 2011⁸⁴ n'est pas prise en compte lors des deux premières campagnes de BF.

Figure 7: Evolution du nombre de CRENAM soutenus par le CP



87. Concernant **le ciblage des bénéficiaires** de la prise en charge de la malnutrition aiguë, les critères d'inclusion ont été transgressés au cours du programme pour permettre une inclusion large de bénéficiaires (inclusion d'enfants malades MAM ou non, de toutes les FEFA MA ou non) lorsque des intrants (issus de l'EMOP) en surnombre devaient être écoulés. Les modalités de distribution ont également été impactées (distribution en une seule fois de plusieurs mois de ration (PCMAM-FEFA-BF)). Pour les PVVIH, dans certains sites, l'appui a parfois été prodigué sans contrôle du statut nutritionnel. A noter par ailleurs, dans les Plans de Travail Annuel (PTA) partagé avec le Ministère de la Santé, le PAM mentionne la mobilisation de critères économiques⁸⁵ pour identifier les bénéficiaires des activités d'appui nutritionnel au PVVIH, et du projet 1.000 jours. Cette mention semble être une erreur car ce critère n'est en fait jamais utilisé, jamais mentionné par un partenaire ni aucun document PAM et devrait être corrigée.

88. Conformément à la stratégie de ciblage, le ciblage géographique des activités de la **C3** est directement relié à celui de la C1 : tous les groupements soutenus dans le cadre des activités de FFT et FFA sont affiliés à des écoles soutenues par la C1. Parmi les villages couverts par la C1, le choix des groupements soutenus par la C3 s'est essentiellement fait sur des critères de fonctionnalité des groupements (critères qui n'ont pas toujours été respectés : les entretiens auprès des parties prenantes - dont des groupements - ont confirmé que les activités du PAM avaient initié ou immédiatement suivi la mise en place de certains groupements). Les groupements soutenus sont à grande majorité féminins (l'équipe a néanmoins rencontré certains groupements à majorité masculin). Il n'y a pas de ciblage individuel pour les activités de la C3 au sein des groupements soutenus.

89. Le ciblage géographique des activités d'achats locaux s'est basé sur une analyse qualitative des capacités de production locales par les sous bureaux. L'activité a d'abord été lancée en Guinée Forestière, puis élargie à la Haute et à la Moyenne

⁸³Selon la dernière enquête réalisée pendant la soudure (MICS 2016) MAG à Kankan est de 6,8% et à Kouroussa de 7,8. Selon les enquêtes SMART et MICS conduites pendant la période de soudure (MICS 2012, SMART 2015 et MICS 2016) la tendance est à la baisse sur ces deux régions.

⁸⁴ Voir annexe 11.

⁸⁵ Devaient être ciblés les bénéficiaires dont le ménage consacre plus de 50% à ses dépenses alimentaires.

Guinée sur des volumes plus réduits. La sélection des unions partenaires – dont la majorité des membres sont des femmes⁸⁶ - a combiné le recours à des appels d'offres et un examen de leurs capacités par le PAM. Le PAM n'a pas conduit d'analyse des marchés approfondie pour calibrer les volumes achetés dans les différentes régions et les prix d'achats par le PAM sont uniformes à l'échelle de la Guinée, malgré des différences significatives de prix sur les marchés entre régions. Les commerçants impliqués dans le CBT sont à la fois prestataires et bénéficiaires du programme⁸⁷. Le choix des commerçants partenaires de l'activité CBT n'a pas fait l'objet d'un appel d'offre ouvert. Des commerçants volontaires identifiés par le sous bureau de Nzérékoré sur la base de leur capacité ont soumis un dossier, qui a permis au bureau de Conakry de sélectionner les commerçants partenaires parmi lesquels on compte un nombre non-négligeable de femmes.

90. **C4** : L'identification des bénéficiaires s'est appuyée sur les listes des enfants orphelins qui bénéficiaient déjà du paquet de services fourni par l'UNICEF et PAM en 2015, actualisées début 2016. Par ailleurs, les listes des personnes guéries ciblées par le PAM à travers l'EMOP ont été actualisées en 2016 par les Directions Préfectorales de la Santé (DPS) couvertes par le projet⁸⁸. Il n'a pas été possible d'évaluer la conformité de ces listes lors de notre travail d'évaluation conduit début 2018.

Les indicateurs transversaux de genre : Les indicateurs de genre du SRF ont été introduits en 2016 dans le cadre de suivi du CP. En 2016, les indicateurs de genre sur C1 et C2 montrent que des progrès restent à faire en termes d'autonomisation des femmes : elles sont sous-représentées dans les comités de gestion des cantines et des BF (43% pour C1 et 28% pour C2) et n'y ont pas été suffisamment formées sur les distributions de vivres ; dans les ménages bénéficiaires ce sont en majorité les hommes (75%) qui prennent la décision de l'utilisation des vivres (BF Sigui). Pour la composante C3, des données ont été collectées en 2016 et en 2017. On note une dégradation des indicateurs : moins de femmes en position de leadership dans les comités de gestion en 2017 (30%) qu'en 2016 (60%) ; les femmes décidaient de l'utilisation de l'assistance dans 52% des ménages bénéficiaires en 2016, cette proportion a été réduite de moitié en 2017. Les groupements assistés en 2016 et 2017 ne sont pas les mêmes, et ces indicateurs semblent indiquer que les enjeux de genre n'ont pas fortement pesé dans le choix des groupements retenus comme bénéficiaires en 2017.

2.3.4 Adaptation des modalités d'intervention aux résultats visés.

91. En dehors des visites de suivi et des contrats du PAM partagés avec les STD et des ONG impliqués dans la mise en œuvre et le suivi du programme, le PAM n'a pas formalisé de mécanisme de formulation et de suivi des plaintes pouvant être formulées par les bénéficiaires des différentes actions. Cette carence a été soulignée par certains personnels au niveau des sous bureaux qui ont formulé des propositions pour développer ce type de système conformément aux directives de l'organisation..

92. **C1** : La régularité des approvisionnements, l'absence de rupture, la qualité des vivres sont appréciés tout comme les vivres apportés par les groupements qui permettent, dans les écoles concernées, d'améliorer la variété des repas. Les approvisionnements en riz local sont également accueillis positivement du fait de la qualité gustative du produit. Les acteurs sont convaincus que les activités réalisées ont amélioré l'assiduité et la scolarisation des enfants et en particulier des filles ce que semblent confirmer les

⁸⁶ PAM, 2017. Enquête de revue finale du projet pilote Home Grown School Feeding (HGFSF)

⁸⁷ Un commerçant retenu pour le pilote devenant bénéficiaire d'un marché acquis.

⁸⁸ Enfance du Globe, 2016. Assistance alimentaire et nutritionnelles aux ménages ayant des enfants orphelins et sorties guéries d'Ebola dans quatorze (14) préfectures.

rapports des IRE consultés⁸⁹ qui ne permettent pas cependant d'apprécier l'effet des cantines sur le ratio Fille/garçon dans les écoles. L'enjeu de la scolarisation des filles jusqu'au collège est crucial pour enrayer la malnutrition⁹⁰. En ce sens, dans un contexte de réduction des ressources, il était pertinent de décider d'opter sur le maintien des distributions d'huile aux filles (Cours Moyen), mais dommage de ne pas être en mesure d'en apprécier l'effet. Le recentrage de la C1, a été insuffisamment anticipé : la communication a été tardive et l'accompagnement de la DNCaS, insuffisant pour permettre une reprise en main, même partielle ou échelonnée, des écoles abandonnées par une jeune direction dont les besoins de renforcement sont encore importants. Aujourd'hui, les écoles visitées déchargées n'ont plus de restauration scolaire. Selon les acteurs locaux, l'arrêt de la restauration scolaire a eu pour conséquence une baisse de fréquentation des élèves, une baisse de l'assiduité, qui pourront être renseignés par les indicateurs 2017-18 des IRE.

93. **C2** : La qualité des interventions PCMAM en cours (Kankan) est insuffisante. Malgré la présence continue du PAM sur la région sanitaire au cours de la période, les besoins de renforcement dans les CRENAM sont encore patents. La discontinuité du programme (dans les approvisionnements en intrants, dans l'appui au CRENAM⁹¹) ont nui à l'obtention de résultats. L'utilisation du canal des CS pour écouler des intrants en surnombre sans respect des critères d'admission ne peut inciter les agents de santé à gérer les registres et le suivi de manière rigoureuse. La couverture de la PCMAM pâtit certainement de l'irrégularité du programme. Dans le contexte guinéen où les postes de santé n'assurent pas la PCMAM, le volet communautaire (sensibilisation, dépistage, référencement, suivi des abandons) est indispensable pour permettre l'adhésion des populations à la PCMAM, il est insuffisamment investi par le CP. Plusieurs CS visités lors de la mission ne disposaient pas de registre pour assurer le suivi de la prise en charge nutritionnelle des FEFA souffrant de MA, ce qui implique que le suivi de la récupération n'est pas ou difficilement opéré. Les registres pour le suivi des PVVIH sont quant à eux difficiles à utiliser (non informatisés).
94. **Prévention de la MA** : Les modalités de mise en œuvre du BF sont perfectibles : la zone géographique, la période de distribution et la tranche d'âge ciblée doivent être choisies pour répondre à un risque accru de MA. La distribution de ration pour deux ou trois mois imposée par des contraintes logistiques ne permet pas de suivre les effets de l'intervention et d'accompagner les distributions de conseils en matière d'utilisation. La conduite d'un dépistage lors des distributions est pertinente mais il est regrettable que le suivi (référencement, admission, récupération) des enfants dépistés MAS et MAM n'ait pas été conduit. A noter, que la distribution d'intrants de prévention de la MA rapportée par des partenaires à des enfants MAS est potentiellement problématique.
95. **Prévention de la MC** : l'intervention 1.000 jours, pertinente dans sa conception, a souffert d'une mise en œuvre défailante : inclusion des bénéficiaires non conforme au design (enfants dès le départ) qui dénature la stratégie consistant à couvrir la période des « 1.000 jours » ; le cadre de suivi défailant, (baseline ne produisant pas les indicateurs de base nécessaires à la planification d'activités adaptées ; absence de rapport d'évaluation final) ne permet pas de tirer les enseignements attendus du

⁸⁹ Tableaux des indicateurs de performance des écoles à cantine et sans cantine 2015-2016 ; IRE de Nzerekore, de Kankan, Kindia, et Labé.

⁹⁰ Selon Mics 2012 : la proportion d'enfants atteints de malnutrition chronique est de 34% chez les enfants de mère sans instruction, 25 % parmi ceux dont la mère a un niveau primaire et 17 % chez ceux dont la mère a un niveau secondaire ou plus

⁹¹ Nombres de CRENAM appuyés variables d'une année à l'autre -15 en 2013, 23 en 2014, 11 en 2015, 58 en 2016, 70 en 2017.

pilote. Les recommandations du rapport intermédiaire, qui pointent du doigt les manques du système de suivi, n'ont pas été suffisamment entendues.

96. **C3** : Les résultats mitigés des activités de la C3 (FFW et FFT), basés sur des rations individuelles, lors des deux premières années d'exécution ont conduit à l'adoption de rations familiales pour la suite du CP et à l'augmentation des membres des groupements, passant pour certains groupements de 15 à 45 membres. Cette évolution augmente fortement la logique d'assistance aux bénéficiaires de la C3, sans que ceux-ci ne soient d'avantage ciblés sur des critères de vulnérabilité. A noter par ailleurs, que lors du pilote CBT, le nombre de jours de travail estimé par membre de groupement, qui détermine le niveau d'assistance, a été accru. Ceci contribue à amplifier le niveau d'assistance, et à expliquer le décalage important entre le niveau d'assistance et la contribution des groupements aux écoles. Ceci n'est pas cohérent avec la vision d'une plus grande contribution communautaire au fonctionnement des cantines scolaires (section 2.3.2).
97. Des calculs de valeur oméga ex-ante, permettant une appréciation de la valeur nutritionnelle des coupons relativement aux transferts en nature ont été établis par le BP lors de la conception du pilote CBT. Ces calculs sont incomplets car ils ne comportent pas d'analyse préalable d'efficacité relative de différentes modalités. Nos calculs ex-post (annexe 10), qui font l'hypothèse que 36% du riz est acheté localement et 74% correspond à du riz importé (valeur de 2017, voir tableau 2) et fortifié suggèrent que les CBT, malgré une valeur calorique supérieure aux transferts en nature, ont une valeur nutritive inférieure.
98. Si la mise en place des coupons d'achats alimentaires et le contrôle des paiements par les groupements via un système de téléphonie mobile a été efficace, le recours aux coupons d'achat s'avère peu cohérent avec la volonté de promouvoir des solutions d'approvisionnement à base d'aliments produits localement. En effet, la grande majorité des achats effectués par les groupements (notamment pour l'huile et le riz) correspondent à des produits importés, (i) soit parce que les bénéficiaires estiment qu'ils sont moins chers (riz importé versus riz local), (ii) soit parce qu'ils sont plus complémentaires avec les aliments produits par les bénéficiaires (riz blanc et huile végétale versus riz local et huile de palme « rouge »), (iii) ou se conservent mieux (huile).
99. Le PAM a renforcé les capacités d'intervention des Unions des Étuveuses de la Guinée Forestière par (i) des conseils en gestion et (ii) la fourniture d'équipements : petit outillage (brouettes, pelles, râpeaux, bâches, etc.), magasins, décortiqueurs, balances, machines couseuses, des moto-tricycles. Si certains équipements sont sous utilisés, les unions les jugent très utiles⁹² et les observations de l'équipe montrent que les machines à étuver améliorées, mais aussi les bâches de séchage sont très fortement utilisées. Les équipements fournis dépassent largement la branche professionnelle des étuveuses pour embrasser toutes les activités de l'aval de la filière. Toutefois, outre les risques liés à l'utilisation optimale et à la gestion rationnelle des équipements, l'approche rend difficile la mise en place d'une plate-forme de concertation des acteurs de la filière : producteurs, étuveuses, décortiqueurs, commerçants.
100. Les achats locaux ont permis aux OP (Unions des Étuveuses et Coopératives) de développer des relations de confiance avec les institutions bancaires (SGB, Ecobank) pour l'acquisition d'un fonds de roulement pour l'achat et la collecte de paddy.

⁹² PAM, 2017 : Enquête de revue finale du projet pilote Home Grown School Feeding (HGSF)

Cependant, les marges bénéficiaires réalisées par les OP sont mitigées, faibles et fragiles en raison des (i) lenteurs des procédures administratives et financières et (ii) de la sous-estimation des prix « rendus-magasin PAM » (voir aussi para 131). L'appui technique de la MGE, a été très utile, comme l'illustre une campagne d'achat plus difficile lorsque cet appui n'a pas été mobilisé.

101. **C4** : alors que le PAM a eu recours à des transferts monétaires lors de l'EMOP, le recours à des transferts alimentaires lors de la phase de relèvement semble se justifier par la nécessité d'écouler des vivres dont les dates de péremption étaient proches.

2.3.5 Contribution du CP à l'atteinte des résultats observés

102. Pour les trois composantes, on note une faible analyse de l'évolution du contexte pouvant expliquer les évolutions observées.

103. **C1** : Les partenaires de l'éducation sont convaincus de la contribution des cantines à l'amélioration des performances scolaires. Ils reconnaissent également que d'autres facteurs peuvent expliquer les niveaux de scolarisation et les ratio filles garçons dans les écoles tels que : la présence d'un collège à proximité qui peut encourager les familles à maintenir les filles à l'école en 5^{ème} et 6^{ème} années ; la qualité de l'éducation (liée au ratio élèves/enseignant, aux cycles complets /incomplets proposés par l'école, à la présence de professeurs qualifiés) ; la capacité des parents à faire face aux coûts de scolarisation qui varient fortement d'une école à l'autre, en particulier lorsque les enseignants titulaires manquent et que la rémunération des enseignants communautaires repose sur les parents d'élèves. Sans prise en compte de ces facteurs, la comparaison des écoles avec et sans cantine ne permet pas d'affirmer que les résultats obtenus ne sont dus qu'à l'effet « restauration scolaire » ; par ailleurs, l'analyse de la progression des indicateurs d'une année sur l'autre est difficile puisque les écoles assistées ont changé d'une année scolaire à l'autre. L'instabilité institutionnelle du secteur de l'éducation (changement de Ministre après l'élaboration de la politique), la jeunesse de la DNCaS ont sans doute impacté les résultats du CP (non adoption de la politique nationale ; communication confuse de la Direction Nationale après l'abandon des cantines par le PAM).

104. **C2** : en l'absence de mesure rigoureuse des effets des activités de prévention, il n'est pas possible de se prononcer sur les effets du CP sur l'évolution du statut nutritionnel des populations ciblées. Les analyses conduites pour identifier et discuter les facteurs causaux de la malnutrition sur lesquels il conviendrait d'agir en priorité sont marginales⁹³. Par ailleurs, les résultats obtenus par la composante nutrition sont par nature tributaires de la contribution d'autres acteurs : 1) Les efforts conjugués du PAM et de l'UNICEF renforcent les résultats respectifs des interventions de chaque agence et la performance de la PCIMA, la défaillance de l'une (rupture d'intrants CRENAM ou CRENAS) a l'effet contraire ; 2) les STD du Ministère de la Santé sont clé dans les interventions nutrition ; le manque d'agents, les rotations fréquentes handicapent la performance des programmes ; 3) Les capacités des ONG partenaires peuvent être un facteur limitant (1.000 jours) ou au contraire facilitant (PVVIH-Conakry⁹⁴) la mise en œuvre et un suivi plus rigoureux. En dehors de tout contrat de partenariat avec le PAM, l'intervention d'HKI dans la région de Kankan entre 2014 à 2018⁹⁵ a certainement contribué aux résultats de la C2 du CP. La clôture du

⁹³ La seule étude baseline conduite (1000 jours Labé) ne fournit pas d'information utile sur les facteurs causaux et ne permet pas d'orienter des interventions de prévention ni de mesurer les progrès accomplis (absence d'indicateurs de base par exemple)

⁹⁴ Dream apporte un savoir-faire et des outils qui améliorent l'appui aux PVVIH sur la C2 du CP

⁹⁵ Projet Cargill, Budget 9M\$. intervenant tant au niveau communautaire et au niveau des CS.

programme en 2018 va fragiliser les activités nutrition d'une région « de concentration » du PAM pour la C2.

105. **C3** : Sur la période 2013 – 2016, la contribution des activités d'assistance alimentaire pour la réalisation d'actifs et pour la formation à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ciblés est difficile à apprécier compte tenu des résultats limités en la matière. En 2017, il est clair que les niveaux d'assistance élevés liés au pilote CBT ont probablement contribué à la sécurisation alimentaire des ménages ciblés. Néanmoins, il n'est pas évident d'attribuer le bon niveau de sécurité alimentaire mesuré à l'occasion du Post Distribution Monitoring (PDM) au programme, car l'enquête précédente n'a pas été effectuée sur le même groupe de ménage ni à la même période de l'année. Par ailleurs, les analyses disponibles (EFSA 2015⁹⁶ et cadre Harmonisé 2017⁹⁷), bien qu'elles ne soient pas vraiment comparables avec les données de PDM, suggèrent une situation alimentaire relativement bonne dans les régions concernées par le pilote avant-projet. Enfin le critère de bonne performance des groupements retenus pour leur ciblage pourrait être corrélé avec une situation alimentaire favorable.
106. Les appuis du PAM aux unions d'étuveuses ont clairement contribué à l'augmentation de leurs capacités de livraison au PAM. Les appuis du PAM ont également contribué à l'amélioration de l'inclusion financière des unions. La contribution des appuis du PAM à la création d'opportunités commerciales en dehors des marchés offerts par le PAM reste en revanche à établir.
107. Il est difficile d'apprécier les contributions relatives de l'appui du PAM et de l'amélioration générale de la situation alimentaire et économique à l'amélioration de la situation alimentaire des bénéficiaires de la C4 mise en évidence par les PDM.

2.4 Question 4 : Impact et durabilité du Programme Pays

2.4.1 Evolutions nationales en matière d'accès à l'éducation, de nutrition, d'insécurité alimentaire et de préparation aux urgences.

108. **Le taux d'achèvement du primaire**, en 2016, était évalué à 61.1% à l'échelle nationale avec de fortes disparités à l'échelle du territoire (MICS 2016) et en légère progression depuis 2011. Le ratio filles/garçons aurait également légèrement progressé sur la même période.
109. **En matière de santé materno-infantile**, les indicateurs nationaux suggèrent une amélioration sensible depuis 2011, notamment en matière de mortalité maternelle et infantile⁹⁸. Les enquêtes nutritionnelles semblent indiquer une évolution plutôt favorable de la prévalence de la MAG à l'échelle nationale et dans la plupart des régions⁹⁹, avec des prévalences de la MAS qui demeurent relativement élevées. Pour la malnutrition chronique la situation demeure précaire et aucune tendance nette n'émerge quant à son évolution. Les prévalences évoluent « *en dents de scies* » avec des variations très brutales surprenantes pour cet indicateur¹⁰⁰.
110. En l'absence de données comparables en début et fin de période, il n'est pas possible de retracer les tendances en matière d'évolution **de la sécurité**

⁹⁶ PAM, 2015 : Evaluation Approfondie de la Sécurité Alimentaire en Situation Urgence

⁹⁷ République de Guinée, 2017 : mission conjointe d'évaluation de la sécurité alimentaire et du marché des produits agricoles en Guinée

⁹⁸ Le taux de mortalité infantile est passé de 123 décès pour 1000 naissances en 2012 à 61 décès pour 1000 naissances en 2015, source : BCP 2016.

⁹⁹ Une baisse de 16% en considérant les données en période de tension (soudure/campagne). Voir Annexe 12.

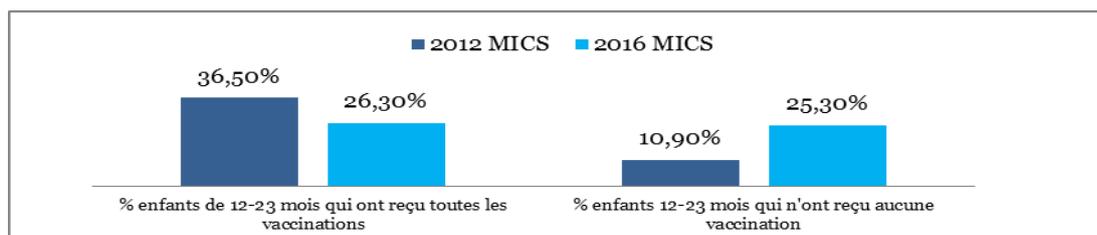
¹⁰⁰ Voir Annexe 12 pour une présentation détaillée des données nutritionnelles disponibles pour la période.

alimentaire. Du côté du PAM, l'EFSA de 2015 souligne une amélioration des scores de consommation alimentaire, mais la représentativité des données de 2015 est relativement limitée et la situation d'alors était sans doute fortement impactée par l'épidémie Ebola et les réponses apportées.

2.4.2 Evolution de causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

111. **Pour ce qui concerne l'accès à l'éducation**, certains diagnostics suggèrent que le coût de la scolarisation a diminué mais reste élevé (rémunération des enseignants communautaires, fournitures, ameublement des classes)¹⁰¹. Néanmoins, nous n'avons pas pu identifier de diagnostic précis de charge financière que représente la scolarisation des enfants pour les familles¹⁰². La faiblesse du ratio filles/garçons dans les grandes classes semble liée à l'environnement sanitaire dans les écoles, à la pesanteur des traditions et à l'enclavement du village.
112. **Disponibilité des produits alimentaires:** les statistiques disponibles¹⁰³ indiquent une augmentation de la disponibilité du riz, principale céréale consommée en Guinée, s'expliquant à la fois par une augmentation des importations et de la production nationale¹⁰⁴. La Guinée verrait aussi le volume de ses exportations/réexportations fortement augmenter depuis 2011¹⁰⁵. Pour ce qui concerne l'accessibilité, il n'y a pas eu de mise à jour des données de pauvreté en Guinée depuis l'ELEP en 2012¹⁰⁶. Il n'y a pas d'information disponible sur l'évolution de la nature et de l'ampleur des risques portant sur la sécurité alimentaire en Guinée.
113. **Pour ce qui concerne l'évolution des causes de la malnutrition**, le manque de données ne permet qu'une analyse partielle des facteurs causaux. La comparaison de certains indicateurs collectés par la MICS en 2012 et 2016, confirment une dégradation de la couverture des programmes sanitaires nationaux (vaccination, figure 8) qui peut se traduire par une dégradation de l'état de santé et un risque accru de malnutrition. La pratique d'allaitement maternel exclusif des enfants de moins de 6 mois, essentielle pour prévenir la malnutrition demeure minoritaire (35% - MICS 2016), mais semble avoir progressé depuis 2012 (20,5% MICS 2012).

Figure 8: Evolution d'indicateurs de vaccination entre 2012 et 2016



114. En 2015, la situation des femmes en Guinée a été analysée à la lumière de la crise Ebola : la peur de la contamination dans les CS a entraîné une réduction des consultations prénatales et des accouchements assistés dans les services de santé, phénomènes qui risquent d'aggraver le risque de décès maternel. La fermeture des classes est perçue alors comme un risque potentiel d'augmentation des grossesses non

¹⁰¹ UNESCO, 2015. Rapport synthétique de la Guinée sur l'ETP à l'horizon 2015.

¹⁰² L'étude d'impact du projet pilote « Filets Sociaux », appuyé par un financement de la Banque Mondiale, devrait fournir des informations à ce sujet : Projet filets sociaux, 2018. Note d'orientation évaluation d'impact du programme pilote TMC.

¹⁰³ Ministère de l'agriculture, DNGR, 2016. Etude d'évaluation et de capitalisation des programmes d'appuis à la filière riz de mangrove et étude de faisabilité d'un nouveau programme riz Basse Guinée.

¹⁰⁴ Mais tous les acteurs rencontrés questionnent la fiabilité de ces données.

¹⁰⁵ Ibid

¹⁰⁶ PNUD : BCP 2016

désirées chez les adolescentes avec comme corollaire, les avortements clandestins et les risques de décès maternel¹⁰⁷.

115. Nous n'avons pas pu identifier d'information sur l'évolution des iniquités de genre postérieure à cette analyse susceptible d'impacter la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
116. En matière de politiques publiques, les principales avancées concernant le champ d'action du PAM sont les suivantes. Un projet de politique nationale d'alimentation scolaire a été élaboré, mais le gouvernement n'en a pas proposé l'adoption par le Parlement. La DNCaS a été mise en place en 2016. Un projet de politique nationale multisectorielle pour la nutrition a été formulé avec l'appui technique du REACH, mais cette politique n'a pas été adoptée et n'a pas été suivie de la formulation d'un plan d'action pour orienter sa mise en œuvre. Le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2018 – 2025 a été adopté, soulignant notamment une attention particulière accordée au potentiel du secteur agricole pour contribuer à une meilleure prévention de la malnutrition.

2.4.3 Contribution du Programme Pays aux évolutions constatées.

117. Les comparaisons disponibles entre écoles à cantines et écoles sans cantines suggèrent un effet positif sur la fréquentation des écoles¹⁰⁸. Ces comparaisons ne sont pas désagrégées par sexe. Par ailleurs, le niveau de couverture des écoles à cantines est variable d'une région et préfecture à l'autre et dans le temps, et il est difficile d'apprécier les impacts du programme du PAM dans son ensemble. La couverture du programme du PAM lors des années ayant suivi le programme Ebola a été très élevée dans les régions impactées par l'épidémie et, sans que ces impacts aient été bien documentés, il est probable que ce programme ait contribué à un mouvement de re-scolarisation rapide dès janvier 2016.
118. Les évolutions de la situation nutritionnelle demeurent hypothétiques et il est probable que la contribution du CP aux évolutions positives supposées soit relativement limitée du fait : de la faible couverture des activités du programme, de la discontinuité dans le temps et des incertitudes sur l'importance des facteurs abordés par le programme vis à vis des autres causes de la malnutrition.
119. Pour ce qui concerne l'insécurité alimentaire, compte tenu de la très faible couverture du programme et de son absence de ciblage sur des critères de vulnérabilité (en dehors du ciblage géographique), il est clair que le CP a très peu contribué à d'éventuelles évolutions de la situation alimentaire.
120. Pour ce qui concerne **les impacts du CP sur les politiques publiques** : la contribution du PAM aux évolutions en matière de politique d'alimentation scolaire est majeure ; elle est importante mais moins déterminante pour le secteur de la nutrition du fait de l'implication d'autres acteurs ; elle est marginale pour la sécurité alimentaire.

2.4.4 Effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre.

121. **C1** : La réduction de la couverture du programme d'alimentation scolaire à la rentrée 2017 a provoqué des tensions importantes entre les différents acteurs (prise à parti des DPSE ou des directeurs). Des directeurs sont suspectés d'être « favorisés »

¹⁰⁷ Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance Situation globale des inégalités du genre et de la vulnérabilité en Guinée pour le plan de relance de développement post EBOLA (Janvier 2015)

¹⁰⁸ IRES, 2016 : Tableaux des indicateurs de performance des écoles à cantines et des écoles sans cantines 2015/2016: régions de Labé, Kankan, Nzérékoré, Kindia.

ou au contraire « sanctionnés » pour une mauvaise gestion alors que les critères de mauvaise gestion¹⁰⁹ ne sont pratiquement pas intervenus dans le choix des écoles. Des APE qui venaient d'investir dans la construction d'un réfectoire souffrent d'un sentiment d'injustice en constatant que leurs écoles sont « déchargées du programme ». La présence de cantines à proximité d'écoles sans cantines provoque des mouvements d'inscription vers les écoles à cantines, qui auraient été amplifiés par la réduction de la couverture du programme à la rentrée 2017. Les systèmes mis en place pour la répartition des tâches pour la préparation des repas sont variables d'une école à l'autre. Si la charge de travail est parfois répartie équitablement entre les différentes familles de parents d'élèves, il existe des cas où la charge de travail est assumée par un nombre réduit de femmes sans qu'il n'y ait de compensation pour ce travail fourni. Le programme ne formule aucune recommandation pour que le travail de ces femmes ne fasse l'objet d'une rémunération (monétaire ou non) et contribue ainsi à renforcer des disparités de genre inscrites dans les schémas culturels locaux.

122. **C2** : L'assistance nutritionnelle étant opérée à travers les CS du MS, elle est plus accessible aux populations résidant à proximité des CS et moins accessible aux populations dépendant de poste de santé et/ou vivant loin des CS. L'inclusion des bénéficiaires sans ciblage anthropométrique (voir 2.3.3) amplifie potentiellement cette inégalité. Les BF sont conduits dans des localités où les admissions de la PCIMA peuvent exclure les sous-préfectures les plus enclavées, où la couverture sanitaire est la plus faible et la PCIMA potentiellement moins performante. La distribution large des intrants nutritionnels de la PCIMA a eu pour effet positif immédiat de limiter les pertes. Par contre, ceci dénature les actions de prise en charge et peut handicaper la gestion rationnelle des intrants et la qualité des interventions à moyen et long terme. Dans le projet 1.000 jours, le fait que la couverture ne soit pas exhaustive sur les villages ciblés, alors que c'est ce qui avait été annoncé crée des incompréhensions sur le terrain.
123. **C3** : Les effets de la fourniture d'équipements de transport et de décorticage aux unions d'éleveuses sur les autres acteurs des filières qui sont normalement en charge de ces activités est à évaluer plus précisément. La conduite de ces travaux par des jeunes hommes scolarisés, observée sur le terrain, ne favorise pas la professionnalisation des unions appuyées. Les risques d'accaparement d'une partie des bénéfices de la mise en valeur de bas-fonds lors d'activités de maraîchage de contre saison par les groupements appuyés est à évaluer plus précisément. Les transferts de vivres réalisés à travers des bons d'achats sans qu'il n'y ait de compétition entre les commerçants génèrent des situations de monopole dommageables qui, dans certains cas, ont conduit à la livraison d'aliments de mauvaise qualité par les commerçants.

2.4.5 Niveau de soutenabilité financière du CP

124. Le niveau élevé de financement du CP offre une figure assez trompeuse : une partie des financements a été transférée depuis l'EMOP et une autre a été mobilisée dans le cadre du contexte post Ebola. Si on exclut ces deux types de fond, le financement du CP est très fortement concentré sur le partenariat avec le Japon qui, à terme, espère pouvoir travailler directement avec le gouvernement pour la gestion des donations en nature. Cette vision est cohérente avec celle portée par le CP, mais

¹⁰⁹ Le critère de mauvaise gestion, présenté par le PAM comme un des critères retenus pour écarter une école a été peu mobilisé : sur plus de 1.500 écoles en 2016-2017 : seules 19 ont été classées « mauvaise gestion » (dont 5 sont toujours assistées en 2017-2018) ; 14 étaient considérées « gestion moyenne » avec une responsabilité de la communauté dans la mauvaise gestion (et 5 sont encore assistées en 2017-2018)

demande au PAM de diversifier et de renouveler le mode de financement de son programme.

125. La prévalence relativement contenue de la MAG réduit les opportunités de mobilisation de fonds dans de domaine de nutrition ; ce faible intérêt des bailleurs pour la nutrition en Guinée ne concerne pas spécifiquement le PAM. L'UNICEF est en rupture d'intrant depuis juin 2017, les ONG spécialisées en nutrition quittent le pays (ACF) ou clôturent leurs programmes (HKI, TdH). Les interventions du PAM qui reposent sur une approche produit dépendante d'importations coûteuses pourront difficilement être passées à l'échelle. La recherche de solutions alternatives à moindre coût (moins dépendante de l'approche produits/intrants pour la prévention et le traitement de la malnutrition) ont été insuffisamment investiguées pour assurer une couverture plus large des interventions nutrition.
126. Il a été difficile pour le PAM de garantir le financement de la C3 lors des premières années de programmation. Le recours au CBT pour un projet pilote est intéressant sur le plan méthodologique, mais ne permet pas de répondre aux enjeux de coût-efficacité qui limitent les possibilités de mobilisation de financement pour ces activités de jardins maraîchers appuyés par des transferts de vivres ou de coupons.

2.4.6 Appropriation des acquis du Programme Pays par les acteurs nationaux¹¹⁰ et locaux.

127. Les services de l'Etat directement associés à la mise en œuvre des composantes 1 et 2 (en particulier les points focaux Cantine Scolaire et Nutrition) ont bénéficié de formations. Les effets de cet investissement sont toutefois atténués par les rotations fréquentes des agents dans les services déconcentrés. Par ailleurs, les STD font face à un manque de personnel dans les postes les moins attractifs : les centres/postes de santé et les écoles manquent d'agents de santé ou d'instituteurs ce qui pénalise la qualité des services dans leur ensemble et des activités appuyées par le PAM en particulier.
128. La DNCaS¹¹¹ indique s'appuyer sur les leçons tirées de l'expérience du PAM pour concevoir ses méthodes de travail et ces outils, ce qui a été confirmé lors de visites d'écoles à cantines directement gérées par l'Etat. Les directeurs d'école maîtrisent globalement les outils de suivi et de gestion des stocks fournis par le PAM. L'implication des Comités de gestion et des APEAE dans la gestion des cantines est variable, mais la participation à la fourniture des condiments pour compléter les rations PAM semble systématique et régulière dans les écoles visitées. La préparation de statistiques comparatives école avec ou sans cantine par plusieurs IRE, souligne un intérêt pour capitaliser sur les acquis des appuis du PAM au niveau régional.
129. Les DPA sont faiblement impliqués dans la mise en œuvre des activités de la C3. La durabilité des jardins maraîchers et de la fourniture de légumes aux écoles est variable entre préfectures et régions. Si certaines visites de terrain effectuées soulignent la poursuite de jardins plusieurs saisons après l'arrêt des appuis, les données de suivi¹¹² soulignent une faible durabilité de jardins appuyés jusqu'en 2017 en Guinée Forestière. Il est toutefois difficile de donner une appréciation globale compte tenu de la diversité des situations rencontrées. L'antériorité des groupements aux appuis du PAM et l'implication locale de l'ONG intervenant en appui sont des

¹¹⁰ La question de l'appropriation par les administrations centrale est traitée en section 2.4.3

¹¹¹ Entretiens DNCAS, IRE et point focaux DPE

¹¹² PAM, 2016. Post Distribution Monitoring (PDM) Composante 3 (volet FFA maraichage) ; PAM, 2018. Rapport de la mission conjointe de supervision et le cadre de concertation avec les acteurs principaux dans la Préfecture de Gueckedou.

facteurs de durabilité soulignés par les différents acteurs ou observés par les évaluateurs.

Figure 9: Stratégies alternatives de fourniture des légumes aux cantines prévues par les groupements

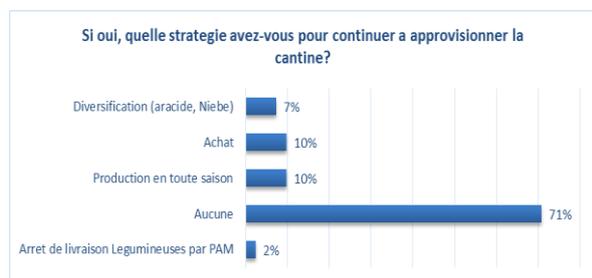
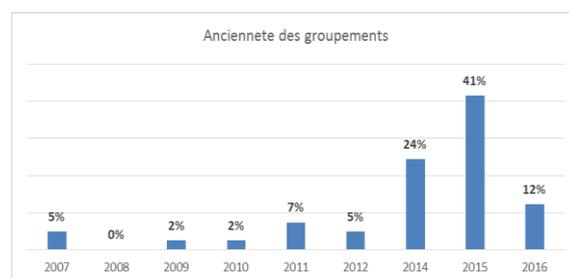


Figure 10: Date de création des groupements appuyés



Source : PDM PAM

2.5 Question 5 : Efficience du Programme Pays

2.5.1 Efficience des modalités d'interventions.

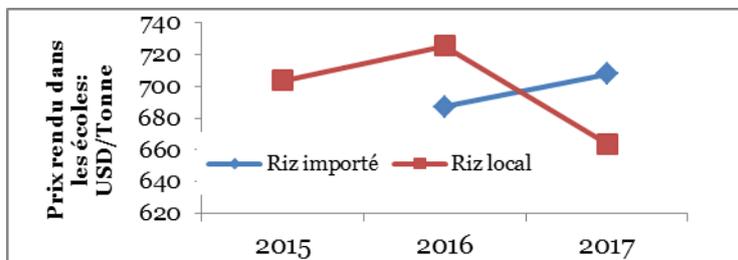
130. De manière générale, les considérations en matière d'efficience n'ont pas été prioritaires pour guider les changements stratégiques opérés (C1 : couverture de toutes les filles scolarisées par l'activité « rations sèches à emporter » en 2015 et 2016 ; C2 : adoption d'une approche plus tournée vers la prévention (RB3) motivée par la nécessité de distribuer des intrants initialement destinés au traitement de la MA ; C3 passage des rations individuelles aux rations familiales et doublement du nombre de jours de travail pour le pilote CBT).
131. **C1** : L'ensemble des activités ont été exécutées sous forme de transfert de **vivres**. Un projet pilote de transfert de coupons d'achat aux écoles a été développé et soumis pour financement début 2018¹¹³. Néanmoins, la formulation de ce projet pilote¹¹⁴ ne repose pas sur des calculs de l'efficience relative de différentes modalités d'intervention. La concentration et l'accès des écoles ont été des critères importants de choix des écoles conservées dans le CP en 2017-18. (cf. 2.3.3).
132. **C2** : Les produits de supplémentation nutritionnelle utilisés sont importés. L'évaluation du CP antérieure avait recommandé de travailler sur l'appui au développement de filières locales de produits de supplémentation, ce qui n'a pas été réalisé durant ce CP. Le besoin d'écouler les surplus d'intrants importés issus de l'EMOP n'était pas favorable à l'élaboration d'une stratégie d'appui aux filières locales.
133. **C3** : L'efficience du recours croissant aux **achats locaux** pour la fourniture des vivres dans le cadre de la C1 est bonne. En effet, la comparaison des prix entre riz acheté localement et riz acheté à l'international et livré dans les écoles est à l'avantage des achats locaux, notamment en 2017 (voir Figure 10). La comparaison présentée n'est valable que pour le sous bureau de Nzérékoré où la majorité des achats locaux ont été effectués, mais demande à être réalisée pour chaque zone de façon différenciée. Par ailleurs, le recours aux achats locaux permet de réduire les délais entre commande et livraison (*lead time*), mais aussi permet de réduire les risques de perte. Les achats locaux ont parfois été livrés directement dans les écoles, parfois dans les magasins du PAM. Les frais logistiques sont réduits avec les livraisons directes, mais cette modalité ne peut être systématiquement utilisée pour des questions de

¹¹³ PAM, 2018. Supplementary Budget Funding Fiscal Year 2017 Proposal for the Government of Japan

¹¹⁴ RBD CBT program report

manque de flexibilité (les besoins de livraison des écoles ne sont pas toujours concomitants avec les achats). Il est à noter que le coût de revient des achats locaux en 2017 est sans doute inférieur au coût de mise en place durable de cette modalité d'achat. En effet, en 2017, le PAM a acheté localement à des prix inférieurs à ceux du marché du fait d'un temps de latence assez long entre la négociation des prix et la réalisation effective des transactions¹¹⁵.

Figure 11: Compétitivité économique des achats locaux



Source : WFP Supply chain

134. **C3** : L'efficacité des activités d'appui aux jardins maraichers pour permettre l'approvisionnement en vivre des écoles est faible (voir nbp 58, section 2.3.2). De 2013 à 2016, les activités de la C3 ont été appuyées par des transferts de vivres. L'étude de faisabilité des activités pilote d'appui aux groupements à travers des coupons d'achats alimentaire n'a pas conduit au calcul de la **valeur alpha** relative des deux modalités « vivres » et « coupons ». Nos calculs ex-ante (annexe 10) indiquent qu'en Guinée Forestière¹¹⁶, le coût de la ration journalière associé à la modalité « coupon » est environ 25% plus élevé que celui de la modalité « vivres ». Cette différence de coût est en grande partie liée à la valeur du transfert elle-même (plus élevée pour les CBT), plutôt qu'à un différentiel de coût de mise en œuvre.

2.5.2 Efficacité de la gestion des partenariats mobilisés.

135. Pour ce qui concerne les partenariats avec les STD, la situation est très variable d'un secteur à l'autre.

- Il existe une réelle proximité entre les services de l'Education au niveau déconcentré (points focaux au niveau de la DPE, DPSE, Directeurs) et le PAM. Une difficulté pour le bon fonctionnement de ce partenariat relève de la forte mobilité des agents de l'Education, notamment des directeurs d'écoles.
- Pour ce qui concerne le secteur de la santé, la relation avec les services déconcentrés est moins rapprochée. Il est plus difficile pour le PAM de mobiliser les DPS, les agents de santé et les agents communautaires. Ceci s'explique de plusieurs manières : (i) le PAM occupe une place moins stratégique pour les STD de la Santé que pour ceux de l'Education ; (ii) d'autre part, la politique d'incitation du PAM est moins attractive que celles des autres acteurs ; (iii) enfin, l'UNICEF (ou des ONG) ont joué un rôle de renforcement des capacités plus important que le PAM, ce qui les a naturellement rapprochés des agents de la santé.
- Pour ce qui concerne l'agriculture, ses agents sont très peu impliqués dans la mise en œuvre et le suivi régulier de la C3. Néanmoins, il existe des différences d'une région à l'autre : dans certains cas les relations avec les services de l'agriculture

¹¹⁵ Entretiens Unions, PAM, et MGE

¹¹⁶ Il serait important de conduire ce type d'analyse de façon différenciée par région, car le prix de revient du transfert en nature est différent d'une région à l'autre.

sont inexistantes et dans d'autres, les services ont une connaissance globale des programmes du PAM et ont participé à certaines missions de suivi conjointes.

136. Des focus group avec les partenaires ONG du PAM ont été organisés au niveau des différents sous-bureaux visités. Les partenaires du PAM ont une appréciation globalement positive sur le plan opérationnel : les responsabilités sont clairement définies, les outils de suivi sont adaptés, le dialogue avec le personnel de suivi du PAM est constructif. Les partenaires jugent que le PAM est un partenaire qui leur permet de progresser sur le plan de la gestion de leurs actions, sans toutefois investir suffisamment dans le renforcement de leurs capacités humaines et de leur équipement. Par ailleurs, la courte durée des contrats avec le PAM au regard des objectifs poursuivis est systématiquement soulignée comme problématique. Les avis des partenaires du PAM sur la qualité du dialogue stratégique sont partagés selon les groupes rencontrés.
137. Le PAM est relativement satisfait de ses partenariats opérationnels sur les activités relatives à la C3. Par contre le PAM exprime certaines insatisfactions pour ce qui concerne la conduite d'activités plus spécialisées, comme par exemple l'appui à l'inclusion financière des unions, la conduite de l'enquête de base pour le projet 1000 jours, le volet communautaire des activités de prévention de la malnutrition. Cela témoigne à la fois de la difficulté à identifier des partenaires compétents sur ces aspects avec les moyens dont dispose le PAM, mais aussi de difficultés pour le PAM à mobiliser la compétence technique interne nécessaire au pilotage de ces partenariats;

2.5.3 Efficacité des appuis techniques.

138. Le BP a mené une politique visant à renforcer ses capacités dans certains domaines. Une unité suivi et évaluation a été développée et des ressources humaines, dédiées dans certains cas, ont été mises en place au niveau des sous bureaux. C'est aussi le cas pour le VAM, pour lequel une personne dédiée a été recrutée fin 2016. Par ailleurs, conformément aux politiques du PAM, les fonctions pipeline, achat, logistique ont été regroupées dans une unité « *supply chain* ». Des points focaux genre ont été nommés au niveau du BP¹¹⁷ et des Sous Bureaux. Le PAM a également cherché à renforcer son expertise en matière de nutrition. Certains postes¹¹⁸ ont fait l'objet de *turn-over* importants ce qui en ont réduit les effets.
139. Dans le cadre de la gestion de la crise Ebola, une équipe dédiée a été mise en place durant cette période, visant à limiter les perturbations de la gestion de l'urgence sur la conduite des opérations de long terme¹¹⁹. Si le recrutement de nombreux personnels, y compris expatriés, a inévitablement conduit à un certain sentiment de désappropriation par les équipes « régulières » et parfois occasionné l'introduction d'outils par la suite peu appropriés, la difficulté majeure a été la contraction de l'équipe PAM après la clôture de l'opération d'urgence. Cette étape (concentrée sur les années 2016/début 2017) a cependant été, selon l'équipe actuelle, globalement bien gérée. Le BP a reçu un appui du BR, jugé utile et efficace. Mener de front une réduction du personnel et le renforcement de compétences dans certains domaines (cf. para 141) est nécessairement délicat. Certaines fonctions apparaissent aujourd'hui affaiblies par les compromis qui ont dû être faits, notamment, celle de coordination des programmes au niveau du BP et de certains sous-bureaux.

117 Il s'agit du chef d'unité « *supply chain* », qui a reçu une formation au niveau du BR pour lui permettre d'exercer ces nouvelles fonctions.

118 Notamment le poste de coordonnateur du projet 1000 jours.

119 L'évaluation de l'EMOP Régionale Ebola indique que l'anticipation des besoins en recrutement associés à la gestion de cette opération d'urgence a été bien gérée.

140. Le BP, en lien avec la politique globale de décentralisation des appuis techniques menés par le PAM, a reçu des appuis importants du BR. Ces appuis ont notamment concerné le suivi et évaluation pour lequel la formation d'équipes dédiées assurée par le BR a été initiée en 2015. Le BR a également été sollicité pour la conception de projets innovants pour le BP tels que le projet 1000 jours et le Projet pilote CBT. Le BR fournit également un appui spécifique pour valoriser les efforts de suivi et évaluation sur le projet 1000 jours.
141. Le BP a mobilisé des ressources techniques pour approfondir certains sujets. Un diagnostic institutionnel du secteur SAN a notamment été conduit¹²⁰ avec l'appui d'un ancien personnel du PAM au Burkina Faso. Malheureusement, et notamment du fait de la gestion de la crise Ebola, les conditions de l'appropriation et de la valorisation de cet appui par le BP n'ont pas été réunies.
142. Le PAM a bénéficié d'un partenariat permettant le déploiement de nombreux volontaires *peace corps* sur les années 2016/2017 puis 2017/2018. Si l'expérience de la première année est jugée très positive par le PAM, la valeur ajoutée du contingent actuel est moins claire, notamment du fait de la plus courte durée du séjour des volontaires en 2017/2018 (6 mois contre un an l'année précédente), et du fait d'un certain déficit d'encadrement au moment de l'arrivée de la cohorte 2017/2018.

2.5.4 Efficacité du système de suivi et évaluation, de reporting et de communication

143. Le cadre de suivi du CP a évolué pour s'aligner sur les normes du PAM (SFR 2014), mais le système mis en place ne permet pas une bonne appréciation des impacts du programme. Le fonctionnement du système de M&E a été impacté dans un premier temps par la priorité donnée à la gestion de la crise Ebola puis, depuis mi 2017, par le manque de ressources. La contribution des volontaires des *peace corps* au fonctionnement du système de suivi est jugée importante. La collecte de l'information primaire pour le suivi repose sur différents systèmes :

- La collecte des données, avec des outils de suivi fournis par le PAM, assurée par les partenaires de mise en œuvre : 1) ONG pour la C3 et la C2 et 2) STD pour la C1 et la C2, avec des difficultés observées¹²¹ surtout pour la C2 qui font porter une incertitude sur la qualité des données de suivi disponibles.
- La conduite d'enquêtes spécifiques (PDM¹²²), permettant de renseigner certains indicateurs du cadre de suivi (par ex SCA) ;
- La conduite de missions de supervision par les agents du PAM qui sont appréciées des directeurs d'école (C1 et C3), mais dont la plus-value technique est moins bien identifiée par les acteurs concernés dans le cadre de la C2. A noter les moyens alloués pour assurer les missions de suivi des activités paraissent insuffisants¹²³. Des missions de supervision ont été de plus en plus régulièrement organisées conjointement avec les STD. En 2017, certaines missions réunissant l'ensemble

¹²⁰ PAM, 2014. S'engager vers le Renforcement du Dispositif National de Sécurité Alimentaire : Une initiative du PAM en Guinée Conakry

¹²¹ (cf gestion imparfaite des outils, outils de suivis absents (FEFA) ou peu adaptés au suivi des malades (PVVIH))

¹²² PDM CBT : PAM Guinée – Décembre 2017 Enquête Post Distribution Monitoring (PDM) Food Security assistance for people affected by resurgent Ebola and Epidemics in Guinea

PDM THR juillet 2016 Rapport de l'enquête Post-Distribution Monitoring (PDM) des rations d'huile au profit des ménages des écolières fréquentant les écoles à cantine.

PDM BF : PAM guinée Mars 2016 : Enquête de suivi post-distribution (PDM) - Du blanket supplementary feeding Analyse du processus des distributions de vivres dans la préfecture de Siguiri (Haute Guinée) C2 du CP-200326.

¹²³ Par exemple, à Kankan, les CRENAM trop éloignés qui nécessitent de passer une nuit sur le terrain pour en assurer la supervision ne sont plus visités depuis des mois.

des STD concernés par le CP, mais aussi des représentants des services du Plan sont jugées très utiles par l'ensemble des parties prenantes interrogées.

144. Les innovations introduites dans le CP ont bénéficié d'une attention particulière en matière de M&E : conduite d'une revue sur le modèle HGSF (dont la qualité est moyenne)¹²⁴ ; conduite d'un PDM spécifique pour le projet pilote de CBT et pour le BF¹²⁵ ; conduite d'une enquête de base, organisation d'une évaluation à mi-parcours et programmation d'une évaluation finale pour le projet 1000 jours¹²⁶.
145. En dehors de l'évaluation à mi-parcours, qui présente des limites méthodologiques¹²⁷ mais éclairait les avancées et difficultés du projet, les efforts de suivi et évaluation sur le projet 1000 jours apparaissent comme un échec pour le PAM et ses partenaires (notamment la DAN). En effet, l'enquête de base est de qualité moyenne¹²⁸ et la base de données issue de cette enquête, inutilisable au format fourni par TDH a dû être reconstruite avec l'appui du BR. L'évaluation finale n'a pas été finalisée, notamment car les financements prévus n'étaient plus disponibles.
146. En matière de communication, il faut souligner une forte visibilité du programme d'alimentation scolaire du PAM, notamment en Guinée Forestière, mais aussi le travail de communication autour des achats locaux : deux unions d'étuveuses ont reçu le prix International de la Fondation STOP HUNGER, ce qui a contribué à la visibilité du programme du PAM et ouvert des opportunités de dialogue politique de haut niveau autour de la logique d'achats locaux.

2.5.5 Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique et de communication interne¹²⁹ ont-ils été adaptés et efficaces ?

147. Le système logistique du PAM a été globalement efficace pour la C1. Peu de ruptures sont à déplorer au niveau des cantines scolaires et, lorsque certains types de vivres viennent à manquer dans les écoles, elles sont réapprovisionnées. Le coût de la gestion de l'approvisionnement a fortement augmenté lors de la gestion de la crise Ebola, notamment du fait de l'adoption du système de « tarif système » permettant de réduire les temps de négociation avec les transporteurs et de gérer des volumes plus importants. Le système antérieur a été remis en place sans que les coûts de transports ne soient redescendus à leur niveau initial. Les difficultés de gestion des délais de livraison liées aux achats internationaux et surtout aux donations en nature ont pu être atténuées par la réalisation d'achats locaux. Des pertes ont été occasionnées suite au transfert de vivres depuis l'EMOP Ebola, dont les dates de péremption étaient trop proches compte tenu de la capacité d'absorption du CP¹³⁰.
148. La gestion des approvisionnements en produits de supplémentation nutritionnelle a occasionnée des difficultés plus importantes et de nombreuses ruptures sont rapportées, y compris lorsque les ressources financières étaient abondantes. La Guinée est désormais appuyée par le programme SOLVE (Supply Optimization Through Logistics Visibility & Evolution), qui vise à renforcer les chaînes d'approvisionnement d'intrants pour le secteur de la santé. Par ailleurs, l'installation

¹²⁴ HGSF 702 tonnes de riz étuvé pour 281 écoles à cantine.

¹²⁵ Voir ci-dessus.

¹²⁶ MS-PAM 2015 : Evaluation à mi-parcours du projet de prévention de la malnutrition chronique dans la région de Labé.

¹²⁷ En l'absence de situation de référence (baseline mal conduite), l'enquête à mi-parcours est amenée à comparer les populations (enfants et femmes allaitantes) bénéficiaires et les non-bénéficiaires quand les critères qui ont été utilisés pour cibler les populations ne sont pas décrites et que la situation initiale des deux groupes n'est pas connue.

¹²⁸ Nous ne sommes pas en mesure d'en apprécier et hiérarchiser les raisons (conception, pilotage par le PAM, réalisation par le prestataire – TDH).

¹²⁹ L'aspect « communication interne » n'était pas couvert dans la matrice d'évaluation proposée lors de la phase de démarrage.

¹³⁰ PAM, 2016, SPR CP200236.

de *Nutriset* en Guinée dans les années à venir pourrait permettre de réduire les difficultés d'approvisionnement.

149. Sur le plan des systèmes de communication interne, le bureau de Nzérékoré est pénalisé par une distance très longue depuis Conakry (deux jours de voyage depuis l'arrêt de la ligne UNHAS fin 2016) et par un système d'accès à internet peu performant.

3 Conclusions et Recommandations

3.1 Conclusions

Conformément aux recommandations du DEQAS¹³¹, les conclusions sont présentées selon les principaux critères d'évaluation. Les différents paragraphes sont numérotés de façon à éclairer l'articulation entre Conclusions et Recommandations.

Pertinence

P1. La conception du CP s'appuie sur des enjeux identifiés sur la base d'enquêtes antérieures et réalisées durant l'exécution du programme. Néanmoins, ces informations ne permettent pas une analyse approfondie des causes des problèmes abordés (causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, hiérarchisation des barrières à l'accès à l'éducation).

P2. L'évolution de la stratégie de ciblage géographique des activités résulte d'un compromis entre disponibilités des ressources, choix opérationnels visant à minimiser les coûts d'exécution et résultats des enquêtes. La couverture géographique du CP est passée de 9 préfectures au moment de la conception, à 25 en 2015 (Post Ebola), pour revenir à 16 fin 2017. En dehors des activités de nutrition, ciblées, il n'y a pas véritablement de ciblage individuel des activités du PAM sur des critères de vulnérabilité. La prise en compte des enjeux de genre pour le ciblage est par contre significative sur chacune des composantes.

P3. Le PAM a conduit des actions d'appui technique en matière d'alimentation scolaire, de nutrition et de renforcement du dispositif de sécurité alimentaire. Les appuis du PAM sont formellement alignés avec les priorités nationales. Néanmoins, la traduction de ces priorités en investissements effectifs nationaux a été limitée et le PAM n'a pas toujours été en mesure d'assurer la continuité de ses appuis.

P4. Le CP est cohérent avec les politiques du PAM, ainsi qu'avec les orientations stratégiques des autres agences des Nations Unies présentes en Guinée. Le CP a bénéficié d'un bon niveau de financement, s'expliquant par des transferts de ressources depuis l'EMOP Ebola et des ressources mobilisées en phase Post Ebola. Les ressources régulières sont dépendantes d'un nombre très limité de partenaires.

Cohérence et connectivité

CC1. Les orientations du CP sont cohérentes avec les leçons tirées des expériences passées et reposent sur la recherche de synergies entre composantes du programme. Durant la crise Ebola, le contexte d'intervention (fermeture d'écoles), mais aussi la priorité légitimement accordée par le PAM à la gestion de la crise, ont perturbé la mise en

¹³¹ Système de gestion de la qualité des évaluations du PAM - Decentralized Evaluation Quality Assurance System

œuvre du CP. Par la suite, les transferts de ressources résiduelles depuis l'EMOP Ebola et le choix d'utiliser le CP comme véhicule programmatique de la stratégie d'appui au relèvement de la crise ont conduit à des réorientations stratégiques et opérationnelles majeures du CP.

CC2. Les actions de renforcement des capacités s'appuient sur des diagnostics satisfaisants¹³², mais préoccupations de consommation des ressources disponibles à court terme en 2015 et 2016 puis le manque de ressources en 2017 ont réduit la consistance de l'action du PAM vis à vis des objectifs de renforcement des capacités.

CC3. La coordination opérationnelle du PAM avec les autres acteurs est plutôt satisfaisante dans les domaines de l'alimentation scolaire et de la nutrition, mais elle a été réduite pour les activités relevant de la composante 3. La mise en place de partenariats opérationnels effectifs avec les autres agences du SNU a été limitée et les tentatives (PCK) ont n'ont pas apporté les résultats attendus.

Efficacité

E1. En lien avec un niveau de financement élevé, le niveau global d'exécution des activités du CP est bon, avec un pic d'activité très fort en 2015 et 2016. Ce bon niveau global d'exécution masque (1) des ruptures dans la conduite des activités de nutrition, (2) des évolutions de niveaux d'assistance liées à des questions de disponibilité des ressources plutôt qu'à la poursuite de choix stratégiques, (3) l'exécution d'activités à des moments peu propices de l'année, et (4) une très nette réduction des activités en 2017 insuffisamment anticipée (notamment pour la C1).

E2. La prise en compte des enquêtes de vulnérabilité dans les choix de ciblage géographique de la C1 a été partielle¹³³. L'extension post Ebola, guidée par des critères associés à l'épidémie a inclus les écoles à large effectifs. Le recentrage ultérieur a réorienté le programme d'alimentation scolaire et remis la priorité sur les critères initiaux. Le ciblage géographique de la C2 a connu sa dynamique propre, tenant compte des enquêtes SMART et de la présence d'autres partenaires pour favoriser les synergies. Pour la C1 et la C2, le ciblage individuel des activités a évolué en fonction des ressources immédiatement disponibles. Le ciblage géographique des activités de la C3 a été orienté par le ciblage de la C1. L'essentiel des groupements soutenus sont à grande majorité féminins mais les hommes ont souvent un rôle dominant dans leur gestion. Il n'y a pas de ciblage individuel pour les activités de la C3 au sein des groupements soutenus. Le ciblage géographique des activités d'achats locaux est basé sur une analyse qualitative des capacités de production locales par les sous bureaux.

E3. La conception des activités d'alimentation scolaire est jugée pertinente et adaptée. La couverture des activités de nutrition est limitée, leur suivi manque de rigueur et le volet communautaire est faible. Le projet 1000 jours a souffert d'une mauvaise interprétation de la stratégie de ciblage et du manque d'expérience du partenaire opérationnel. Les modalités d'appui aux jardins maraichers sont appréciées pour l'assistance qu'elles apportent aux ménages ciblés, mais ne favorisent pas un engagement communautaire susceptible de contribuer à l'approvisionnement des cantines. Les appuis aux unions d'éleveuses portent sur une gamme trop large des métiers de la filière riz.

E4. Pour la C1, les résultats sont satisfaisants pour ce qui concerne les taux de rétention, mais mitigés en ce qui concerne la progression du ratio fille/garçons. Les indicateurs de performance de la PCMAM rapportés sont bons mais peu crédibles : ils sont renseignés à

¹³² approfondis à travers l'implication dans le SABER, l'appui au REACH ou encore la conduite d'un diagnostic institutionnel SAN

¹³³ Par exemple, la préfecture de Faranah, pourtant identifiée comme faisant partie de plus vulnérables, n'a pas été ciblée par la C1.

partir de rapports transmis par les services de santé qui ne reflètent pas toujours la réalité du programme. Les données disponibles ne permettent pas d'apprécier les résultats des activités de prévention de façon satisfaisante. Les résultats des activités de la composante 3 n'ont pas été mesurés par le système de suivi et évaluation du PAM en 2013, 2014, et 2015. En 2016, les résultats en matière de consommation et de diversité alimentaire des bénéficiaires étaient mitigés. En 2017, les activités d'appui aux jardins maraichers semblent avoir produit des résultats satisfaisants en matière de consommation des bénéficiaires. Mais la valeur de la contribution des communautés à l'approvisionnement des cantines est très en deçà de la valeur des transferts. Le manque d'analyse des facteurs causaux des différentes problématiques abordées par le CP rendent difficile l'appréciation de la contribution du PAM aux résultats observés.

E5. Les indicateurs transversaux de genre collectés pour chacune des composantes ne reflètent aucune évolution positive en rapport aux inégalités de genre. Les femmes restent insuffisamment représentées dans les comités de gestion des cantines (C1), des BF (C2), des groupements (C3).

Impact et durabilité

ID1. A l'échelle nationale, le taux d'achèvement du primaire ainsi que le ratio fille/garçons seraient en légère progression; la prévalence de la malnutrition aigüe aurait significativement régressé dans de nombreuses régions ; l'évolution de la malnutrition chronique est moins claire ; il n'est pas possible de retracer les tendances en matière d'évolution de la sécurité alimentaire sur la base des données disponibles.

ID2. En matière de politiques publiques, le PAM a joué un rôle important dans l'appui à l'élaboration d'un projet de politique nationale d'alimentation scolaire, et accompagné la mise en place de la DNCaS en 2016. Le PAM a contribué à l'élaboration d'un projet de politique nationale multisectorielle pour la nutrition à travers les REACH.

ID3. Les comparaisons disponibles entre écoles à cantines et sans cantines suggèrent un effet positif sur la fréquentation. Néanmoins, il est difficile d'apprécier les impacts du programme du PAM sur les tendances nationales. Pour ce qui concerne la malnutrition, la faible couverture des activités du programme, leur discontinuité dans le temps et les incertitudes sur l'importance des facteurs abordés par le programme vis à vis des autres causes de la malnutrition limitent la probabilité d'une contribution forte du CP aux tendances observées. Compte tenu de la très faible couverture du programme, il est clair que le CP a très peu contribué à d'éventuelles évolutions de la situation alimentaire. La contribution du PAM aux évolutions institutionnelles est forte en matière d'alimentation scolaire ; pour la nutrition, le PAM a joué un rôle d'appui aux évolutions constatées sur la période ; pour la sécurité alimentaire, le rôle du PAM n'a pas été déterminant.

ID4. La durabilité des effets et impacts est une faiblesse générale du CP. Le manque de soutenabilité financière est un problème d'ensemble, qui s'illustre notamment par les difficultés à maintenir la couverture du programme. Pour la C1, l'appropriation par les services techniques des outils fournis par le PAM est bonne mais, dans la pratique, elle souffre de rotations importantes au niveau du personnel d'exécution et d'encadrement local des services de l'Etat. Les interventions nutrition très dépendantes d'intrants importés apparaissent peu adaptées au contexte guinéen. La durabilité des contributions des groupements maraichers aux repas scolaires est très variable.

Efficiences

Ef1. Le recours aux achats locaux apparaît efficient en Guinée Forestière. Le coût des CBT apparaît plus élevé que celui des transferts en nature. Le PAM ne produit pas les analyses nécessaires pour appuyer ses choix de modalités. Du fait de l'application de procédures plus souples, les coûts de transport ont augmenté durant la gestion de l'EMOP. Renégociés depuis, ils demeurent à des niveaux supérieurs à ceux de 2013/2014.

Ef2. Les partenariats opérationnels avec les STD sont très différents d'un secteur à l'autre. Dans le secteur de la nutrition, ils sont pénalisés par un manque d'harmonisation entre acteurs d'appui. Les partenariats avec les ONG sont dans l'ensemble satisfaisants (à l'exception du projet 1000 jours), mais les partenaires déplorent un manque de continuité, de prévisibilité des contrats, ainsi que la faiblesse des ressources allouées au renforcement de leurs capacités.

Ef3. Le Bureau Pays a été fortement appuyé par le siège et le BR pour la gestion de la crise Ebola, et reçu des appuis dans les domaines du suivi et évaluation, de la conception de programmes innovants et dans l'appui à la restructuration de l'équipe en phase post Ebola. Cette étape a été délicate, mais sa gestion par le management est jugée positivement par l'équipe actuelle. Un besoin d'implication plus forte des sous bureaux dans le choix des orientations et dans les prises de décision est souligné.

Ef4. Le système de M&E a été renforcé en cours de période. Le PAM a amélioré sa capacité à renseigner les indicateurs de suivi exigés par le siège. Néanmoins, le PAM n'est pas encore en mesure de compléter le suivi de ces indicateurs par des analyses spécifiques au besoin du CP et surtout, malgré certains efforts, il rencontre des difficultés à produire une information adaptée et de qualité pour le suivi des activités innovantes.

3.2 Leçons tirées et bonnes pratiques

150. **Une difficulté majeure** – Perturbation de la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités nationales en matière d'alimentation scolaire par la stratégie de relèvement post Ebola. Les décisions de transférer les ressources non utilisées depuis l'EMOP vers le CP et d'introduire des activités s'inscrivant dans une logique de relèvement post-urgence se justifient sur le plan technique mais ont eu des répercussions importantes en matière de dialogue technique et politique avec la DNCas. Le « transfert » des écoles à cantine vers la DNCaS en 2017 a essentiellement illustré le fait que la DNCaS n'est pas encore en mesure de gérer un programme d'une telle ampleur - ce qui est absolument normal après 3 ans d'existence. Cette situation est dommageable dans un contexte où l'enjeu pour la DNCaS est de progressivement construire et démontrer ses capacités de mise en œuvre d'un programme national. Une telle situation s'explique à la fois par un manque d'anticipation des implications de la tactique opérationnelle de post urgence sur la stratégie de renforcement des capacités nationales en matière d'alimentation scolaire et par un déficit de communication et de dialogue avec la DNCAS à ce sujet dès la préparation de la BR2.

151. **Un succès majeur** – l'introduction des achats locaux. La mise en place, à partir de 2014, d'une politique d'achats locaux associée au renforcement des capacités des acteurs des filières est un succès. La qualité est au rendez-vous et le riz local est apprécié par les élèves, le volume et la proposition des achats locaux a considérablement augmenté. Les raisons de ce succès sont (1) le positionnement volontariste du BP à ce sujet, (2) la recherche d'appui politique à travers des efforts de communication, (3) la recherche de solutions aux problèmes de préfinancement posés aux groupements, la fourniture d'équipements aux unions d'étuveuses (bien que jugés trop variés), et (4) le recours à un partenaire expérimenté pour leur accompagnement,

L'expérience accumulée permet aujourd'hui d'envisager la mise en place d'un modèle où le lien entre les transformatrices et les écoles serait plus direct, concrétisant la vision HGSF portée par le PAM.

152. Le CP présentait des activités d'assistance et une stratégie de ciblage favorable au genre. Le suivi des indicateurs transversaux est un acquis positif ; il montre que la représentation des femmes dans les comités impliqués dans la mise en œuvre des différentes composantes ne progresse pas ; la programmation d'activités spécifiques pour comprendre et lever les réticences culturelles est nécessaire pour favoriser la prise de responsabilité des femmes et contribuer à un changement durable favorable à l'équité entre les hommes et les femmes.

3.3 Recommandations

153. Il est important de rappeler le contexte suivant : un nouvel UNDAF (2018 – 2022) vient d'être adopté en Guinée. Le PAM est en train de conduire un ENSAV et a lancé un processus de *Zéro Hunger Review*. Ces trois éléments et l'évaluation de ce CP compteront parmi les éléments qui permettront au BP de préparer son CSP, document d'orientation du partenariat stratégique et opérationnel du PAM avec le Gouvernement guinéen pour 5 ans, dont l'adoption est prévue en Juin 2019. Ces recommandations visent à nourrir le processus de formulation de ce CSP et, compte tenu de la nature participative du processus envisagé¹³⁴, les 8 recommandations sont formulées de la façon suivante : elles identifient les domaines à traiter de façon prioritaire pour la formulation et la mise en œuvre du CSP (parties en gras), et formulent des propositions spécifiques pour chacun de ces thèmes, à préciser, enrichir et compléter lors des processus de concertation à venir.

Recommandation 1 : Poursuivre le renforcement de l'analyse et le diagnostic des causes de la SAN et de ses causes sous-jacentes, incluant les disparités de genre, pour améliorer la conception des actions, leur ciblage et la compréhension des impacts. Ces orientations permettraient à la fois de mieux documenter la contribution des actions du PAM aux effets et impacts observés, mais mieux assoir ou réorienter les choix stratégiques et techniques en vue de maximiser la contribution du PAM aux impacts sur la SAN. Il s'agirait notamment d'approfondir l'analyse causale de la malnutrition pour adapter les stratégies de prévention de la malnutrition ; d'approfondir l'analyse causale des difficultés d'accès à l'éducation, notamment pour les jeunes filles pour mieux assoir les stratégies d'incitation à la scolarisation des jeunes filles ; d'approfondir le diagnostic de la SAN en fonction des catégories de moyens d'existence pour permettre la définition de stratégies de ciblage individuel (des actions de FFA) et enfin d'approfondir l'analyse longitudinale SAN (type ICA) pour définir des zones de concentration des activités de prévention de la malnutrition et des risques SAN. **[Reliée à P1, E4]**

Qui : VAM, Quand : Dès 2018, lors de la conception du CSP

Recommandation 2 : Poursuivre le dialogue politique pour concrétiser les engagements nationaux initiés dans les domaines de compétence du PAM. Il s'agit notamment de : poursuivre le plaidoyer engagé pour encourager l'adoption et l'opérationnalisation des politiques nationales adoptées dans le domaine de l'alimentation scolaire et de la nutrition avec, dans le cas de la nutrition, la sollicitation d'un nouvel appui de REACH ; renforcer l'investissement du PAM dans le

¹³⁴ WFP, 2017. Functional area resources for successful Strategic Reviews and Country Strategic Plans

dialogue politique au sujet de l'évaluation du dispositif national de gestion des risques de catastrophes, en s'appuyant sur le diagnostic Capacity for Disaster Reduction Initiative (CADRI) mais aussi le travail de diagnostic institutionnel mené par le PAM en 2014. **[Reliée à P3, P4, ID2, ID3, ID4]**

Qui : Représentant, Coordination des Programmes, Quand : A partir de 2019.

Recommandation 3: Renforcer le rôle du PAM en matière d'assistance technique à la mise en œuvre des politiques publiques, en précisant les objectifs et les moyens alloués à ces priorités. Lors de la période de préparation de la CSP, définir les besoins d'assistance technique auprès des DNCaS, DAN, ANASA/SIPAG, et SENAH correspondant aux domaines de compétence technique du PAM et identifier les moyens nécessaires à leur mise en œuvre par le PAM. Les domaines suivants pourraient par exemple être couverts : (1) Accompagnement de la DNCaS pour la capitalisation sur les premières étapes de mise en œuvre du programme national, formulation de critères conjoints de transfert des écoles depuis le programme du PAM vers le programme national, identification de ses besoins en matière de renforcement des capacités logistiques et plan de mise en œuvre ; (2) Appui à la révision du protocole national de prise en charge de la malnutrition aigüe et à la formulation d'un protocole national de prise en charge nutritionnelle des personnes atteintes du VIH et de la tuberculose et d'outils de suivi adaptés ; (3) Appui au renforcement du système de suivi des prix des denrées alimentaires. **[Reliée à CC2, EF2, ID4]**

Qui : Coordination et Chargés des Programmes, sous bureaux pour la mise en oeuvre, Quand : A partir de 2019.

Recommandation 4 : Resserer le ciblage géographique des actions programmées sur la durée du cycle du CSP et préciser la stratégie de ciblage géographique des différents modalités d'action. La continuité des programmes réguliers est indispensable pour documenter et attribuer leurs impacts, impliquant un resserrement du ciblage géographique de l'action du PAM (et notamment du volet « alimentation scolaire »). Il pourra être guidé par les résultats de l'ENSAV+ N en cours, mais aussi par la recherche de synergie avec d'autres agences (communes de convergence). Par ailleurs, le PAM devrait conduire des analyses d'efficacité relative de différentes modalités de transferts et d'achat. **[Reliée à P2, P4, E2]**

Qui : Coordination et Chargés des Programmes et VAM, Quand : 2018 et 2019.

Recommandation 5 : Renforcer la coordination stratégique et opérationnelle avec les agences des Nation Unies, en focalisant ces efforts sur certains domaines prioritaires. Il s'agit notamment : (1) en s'appuyant sur le projet phare du nouvel UNDAF, de développer de façon plus systématique des partenariats FAO/FIDA dans le cadre de l'appui technique et accès aux services orientés vers les groupements agricoles ; (2) en s'appuyant sur les engagements pris entre les deux agences au niveau régional, de renforcer la coordination stratégique mais surtout opérationnelle avec l'UNICEF dans le cadre de la définition et la mise en œuvre d'actions de prévention de la malnutrition ; (3) de renforcer la collaboration avec la Banque Mondiale et avec la Cellule Filets Sociaux pour identifier des possibles synergies dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du volet « non contributif » de la politique nationale de protection sociale. **[Reliée à CC3, E3]**

Qui : Représentant, Coordination des Programmes, Quand : Dès A partir de 2018.

Recommandation 6 : Poursuivre l'introduction d'innovations, tout en améliorant la qualité des processus de capitalisation et en impliquant d'avantage les institutions nationales dans leur conception et leur suivi.

La première étape serait d'établir, en collaboration avec les principaux partenaires institutionnels du PAM, un plan de travail pour les travaux d'évaluation /capitalisation dont l'exécution serait à prévoir sur la durée du CSP et permettant d'identifier les thèmes à couvrir, les objectifs d'apprentissage technique et les cibles visées par les activités de plaidoyer que ces travaux pourraient informer. Quelques pistes de priorités sont ici avancées : (1) tester les approches d'approvisionnement des cantines à travers des bons d'achats, avec une bonne implication DNCaS dans la conception et le suivi ; (2) Renforcer la qualité du processus de suivi/évaluation et capitalisation pour la second phase du projet 1000 jours ; (3) Elargir la palette de produits pour les achats locaux ; (4) Développer et tester un modèle renforçant le pilotage et la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire par les communes ; (5) définir une approche plus efficace pour encourager la prise de responsabilité des femmes dans la gestion des groupements et comité des gestion des cantines. **[Reliée à P1, E3, Ef4]**

Qui : Coordination et Chargés des Programmes, M&E et VAM, Quand : conception 2018, mise en œuvre dès 2019.

Recommandation 7 : Poursuivre les efforts de renforcement des capacités humaines du PAM, en mettant l'accent sur l'analyse de la SAN, le suivi et évaluation et la décentralisation du pilotage opérationnel des programmes.

Compte tenu des recommandations précédentes proposant de mettre l'accent sur l'innovation et la capitalisation, l'assistance technique pour la mise en œuvre des politiques publiques et l'implication des collectivités territoriales dans le pilotage de certaines actions, il est recommandé de : (1) renforcer la décentralisation de la gestion des programmes et le renforcement du rôle de coordination des chefs de sous bureaux, en améliorant leurs compétence en matière de pilotage d'appui technique après des STD et des collectivités territoriales ; (2) sécuriser les ressources permettant de maintenir un haut niveau de priorité accordée à VAM et M&E ; (3) améliorer le cadrage et le suivi des *Peace Corps* de sorte à renforcer leur valeur ajoutée; (4) poursuivre les efforts visant à favoriser un meilleur équilibre des équipes des sous bureaux vis à vis de critères de genre. **[Reliée à P1, Ef3, Ef4]**

Qui : Représentant, Ressources Humaines avec appui BR, Quand : A partir de 2018.

Recommandation 8 : Diversifier les modes de financement du PAM, en valorisant les orientations en matière d'assistance technique, d'innovation et de capitalisation et d'ancrage territorial des programmes.

A cet effet, et en cohérence avec la stratégie conjointe de mobilisation des fonds associées à l'UNDAF, il est recommandé de : (1) renforcer les efforts de mobilisation des fonds auprès de fondations privées (en valorisant notamment les orientations en matière d'innovation et de capitalisation) ; (2) approfondir l'analyse du potentiel de mobilisation de fonds auprès d'entreprises internationales installées sur le territoire guinéen (en valorisant notamment les orientations en matière d'ancrage local de certaines actions) ; (3) travailler à la pérennisation – à moyen terme et avec une vision de transition à plus long terme – des contributions nationales au financement de la mise en œuvre du CSP (en valorisant notamment les orientations en matière d'assistance technique). **[Reliée à P4, ID4]**

Qui : Représentant avec appui BR, Quand : A partir de 2018.

4 Annexes

Annexe 1 : Termes de Référence

Table des matières

Liste des acronymes

1. Introduction	52
2. Raisons de l'évaluation	52
2.1. Logique.....	52
2.2. Objectifs.....	52
2.3. Participants et Utilisateurs	53
3. Contexte et sujet de l'évaluation	55
3.1. Contexte.....	55
3.2. Sujet de l'évaluation.....	56
4. Approche de l'évaluation.....	57
4.1. Champ	57
4.2. Critères d'évaluation et Questions.....	58
4.3. Disponibilité des données	60
4.4. Approche méthodologique	61
4.5. Assurer la qualité.....	61
5 Phases et Produits à Délivrer	62
6 Organisation de l'évaluation	64
6.1 Conduite de l'évaluation	64
6.2 Composition et Compétences de l'équipe	64
6.3 Considérations de Sécurité	65
7 Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes	66
8 Communication et budget	67
8.1 Communication	67
8.2. Budget	67
Annexe	69
Annexe 1 : Carte	69

Annexe 2 : Programme d'évaluation	70
Annexe 3 : Opération en chiffres (résumé).....	70
Annexe 4 : Cartographie détaillée des partenaires	73
Annexe 5: Fonctions et Composition du Comité d'Evaluation et du Groupe de Référence de l'Evaluation	77
Annexe 6 : Formats des Rapports.....	28
Annexe 7 : Formulation et conception du programme de pays	80

Liste des Acronymes :

EM : Evaluation Manager
PAM : Programme Alimentaire Mondial
TDR : Termes de Référence
HKI : Helen Keller International
ACF : Action Contre la Faim
AFA : Aide à la Famille Africaine
FELICA: Fondation Elisabeth Cathy
GAAPE: Groupe d'Appui à l'Autopromotion Paysanne et à la Protection de l'Environnement
UGMM : Union des Groupements Maraichers de Macenta
UGMG : Union des groupements Maraichers de Guéckédou
OCPH : Organisation Catholique pour la Promotion Humaine
UGVD : Union Guinéenne des Volontaires pour le Développement
TWIN: Today's Women International Network
APEK: Association pour la Promotion Economique de Kindia
APROSA: Association pour la Promotion de la Santé
OGDC: Organisation Guinéenne pour le Développement Communautaire
ANCG: Association des Nutritionnistes Communautaires de Guinée
RADIG: Réseau des acteurs pour le Développement Intégré de la Guinée
CAM: Club des Amis du Monde
AID: Appui aux Initiatives de Développement
AGPIC: Association Guinéenne pour la Promotion des Initiatives Communautaires
IBDDG: Initiative de Base pour le Développement Durable de Guinée
ABEF: Association pour le Bien Etre Familial
GADEC: Groupe d'acteurs pour le Développement Communautaire
CEAD: Centre d'Etude et d'Appui au Développement
UGPL: Union des Groupements des Producteurs de Lélouma
MGE : Maison Guinéenne de l'Entrepreneur
ERG : Evaluation Reference Group
TN : Technical Note
OEV : Office of Evaluation

1 Introduction

25. Ces Termes de Référence (TDR) sont pour l'évaluation du Programme de pays en Guinée Forestière, Haute Guinée, Moyenne Guinée et Basse Guinée. Cette évaluation est habilitée par le PAM-Guinée et couvrira la période allant de janvier 2013 à septembre 2017.
26. Ces TDR ont été préparés par le Bureau de Pays du PAM en Guinée en se basant sur la revue de documents initiaux et sur la consultation des participants, et en suivant un modèle standard. Le but de ces TDR est double. Premièrement, il fournit des informations importantes à l'équipe d'évaluation et aide à les guider au cours du processus d'évaluation ; et deuxièmement, il fournit des informations importantes aux participants sur l'évaluation proposée.

2- Raisons de l'évaluation

Logique

27. Comme indiqué dans le document de projet, une évaluation finale est prévue à la fin du projet, pour mesurer l'impact, justifier la continuation ou l'arrêt des différentes interventions. La présente évaluation est prévue entre le mois de juin 2017 et Février 2018.
28. Elle permettra de préciser les enseignements tirés, documenter les leçons apprises, vérifier la validité des hypothèses émises lors de la phase de conception du PP en cours et de définir des nouvelles perspectives en vue de mieux s'aligner aux priorités du gouvernement de la Guinée et mieux contribuer aux objectifs du PNUAD 2018-2022.
29. Les conclusions et recommandations seront utilisées pour la formulation d'un Plan Stratégique de Pays, qui contiendra l'information stratégique ainsi que programmatique pour la période de 2019-2023. Cette information sera également utile au-delà du PAM car les autorités nationales et les ONGs seront des utilisateurs potentiels des résultats de l'évaluation.

Objectifs

30. Les évaluations au PAM ont deux objectifs qui se renforcent mutuellement, la responsabilité et l'apprentissage :
 - **Redevabilité** – L'évaluation analysera et rendra des comptes sur la performance et les résultats du programme de pays CP-200326.
 - **Apprentissage** – L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des meilleures pratiques, et des indications pour apprendre. Elle fournira des conclusions qui reposent sur des preuves pour éclairer le processus de décisions opérationnel. Les observations seront diffusées de façon active et les leçons seront incorporées dans les systèmes de partage des leçons appropriés.

L'évaluation est axée avant tout sur le programme de pays de 2013-2017. L'évaluation va porter sur la zone de Conakry et au niveau des quatre régions naturelles.

L'évaluation couvrira la période du programme de pays qui s'étend de janvier 2013 à décembre 2017. Elle portera sur toutes les 3 composantes du Programme de Pays : (1) appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation de la jeune fille à travers le programme de cantine scolaire, (2) appui nutritionnel aux groupes vulnérables dont les enfants malnutris de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et l'appui alimentaire et nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH Sida sous traitement sous ARV et patients tuberculeux sous DTOS et (3) Appui à l'approvisionnement croissant des cantines scolaires en produits locaux par les communautés et au renforcement de la résilience de certaines communautés fragilisées à travers les activités de vivres contre travail et d'achats locaux. Elle couvrira toutes les activités de ces composantes (voir les détails des activités dans le résumé « des opérations en chiffres » à la page 15). Il est important de vérifier l'interaction, la synergie et l'intégration des composantes du Programme de Pays.

Participants et Utilisateurs

Participants

31. Un nombre de participants à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du PAM sont intéressés par les résultats de l'évaluation et on demandera à certains d'entre eux de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le Tableau 1 ci-dessous fournit une analyse préliminaire des participants, qui devrait être approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de Démarrage.
32. **La responsabilité envers les populations affectées** est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires en tant que participants importants dans le travail du PAM. Ainsi, le PAM est engagé à s'assurer de l'égalité des sexes (genres), et de l'engagement des femmes dans le processus d'évaluation de façon appropriée, avec la participation et la consultation des femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes.

Tableau 1: Analyse Préliminaire des Participants

Participants	Intérêt dans l'évaluation et utilisations probables du rapport d'évaluation pour cette partie prenante
PARTIES PRENANTES INTERNES	
Bureau de Pays (BP)	Responsable de la planification au niveau du pays et de la mise en œuvre des opérations, il est directement impliqué dans l'évaluation et son intérêt est de tirer des leçons provenant d'expériences afin d'éclairer la prise de décision. On l'appelle également à rendre des comptes de façon interne, ainsi qu'à ses bénéficiaires et partenaires et sur les résultats de ses opérations.
Bureau Régional (BR)	Responsable à la fois de superviser les Bureaux de Pays (BPs) et de donner des conseils technique et de l'aide, le management du BR est intéressé par un compte-rendu indépendant et impartial des observations de l'évaluation afin d'appliquer les leçons retenues à d'autres bureaux de pays.
Siège du PAM	Le PAM est intéressé par les leçons qui émergent des évaluations, en particulier quand elles ont trait aux stratégies, politiques, champs thématiques du PAM ou aux modalités de livraison pertinentes aux programmes plus étendus du PAM.
Bureau de	L'OEV est intéressé à assurer que les évaluations décentralisées

l'Evaluation (OEV)	fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux évaluations décentralisées tel qu'identifiées dans la politique d'évaluation.
Conseil d'Administration du PAM (EB)	L'organe directeur du PAM est intéressé par les informations sur l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée à l'EB mais ses observations peuvent être incluses dans les synthèses annuelles et dans les processus d'apprentissage d'entreprise.
PARTIES PRENANTES EXTERNES	
Bénéficiaires	En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide alimentaire, l'enjeu pour le PAM est de déterminer si son aide est appropriée et efficace. Ainsi, le niveau de participation dans l'évaluation de femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes sera déterminé et leurs perspectives respectives seront recherchées.
Gouvernement	Le Gouvernement Guinéen a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Les problèmes liés au développement des capacités, au passage de responsabilité et à la durabilité sont particulièrement importants. Le PAM en Guinée collabore avec le Ministère de l'enseignement préuniversitaire et de l'alphabétisation, le Ministère de la santé, le Ministère de l'agriculture, le Ministère du plan et de la coopération internationale et du plan, Ministère de l'action sociale, promotion féminine et enfance, le Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation par l'intermédiaire du SENA. H.
Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT)	L'action harmonisée de l'UNCT devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Elle a par conséquent un intérêt à assurer que l'opération du PAM est efficace dans sa contribution aux efforts communs des Nations Unies. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau politique et des activités.
ONGs	Les ONGs sont les partenaires du PAM pour la mise en œuvre de certaines activités tout en ayant leurs propres interventions en même temps. Les résultats de l'évaluation peuvent affecter des modalités de mise en œuvre à venir, d'orientations stratégiques et de partenariats futurs.
Donateurs	Les opérations du PAM sont financées bénévolement par un certain nombre de donateurs. Ils sont intéressés par savoir si leurs finances ont été dépensées de façon efficace et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.

Les utilisateurs primaires de cette évaluation seront:

- Le PAM-Guinée et ses partenaires dans le processus décisionnel, notamment lié à la mise en œuvre de l'ICSP et à la formulation du CSP.
- Etant donné les fonctions essentielles du Bureau Régional (BR), on attend du BR qu'il utilise les observations de l'évaluation pour fournir des conseils stratégiques, un programme de soutien, et une supervision d'ensemble ;
- Le Siège du PAM peut utiliser les évaluations pour l'apprentissage au niveau de l'organisation au sens large, et pour la responsabilité ;

- L'OEV peut utiliser les observations de l'évaluation, le cas échéant, pour enrichir les synthèses des évaluations ainsi que pour les comptes rendus annuels au Conseil d'Administration.

3- Contexte et sujet de l'évaluation

Contexte

Malgré ses importantes potentialités agricoles et minières, la Guinée demeure un pays pauvre confronté à une situation économique difficile et régulièrement secoué par des tensions sociopolitiques. Avec une population de 13 322 082¹³⁵ 261, elle couvre une superficie de 245.860km². Le taux de croissance économique annuel moyen a été de 2,5% entre 2002 et 2015. Quant à l'inflation, elle a atteint une nouvelle baisse historique en passant de 13% en 2013 à 8,5% en 2016. Plus de la moitié de la population (55%¹³⁶) vit en dessous du seuil de pauvreté absolue c'est-à-dire avec moins de 1.215.200 FG (USD \$196) par personne et par an.

Suivant l'indice de développement Humain du PNUD de 2015, la Guinée occupait le 182ème rang sur 188 pays. L'espérance de vie à la naissance est de 55 ans (61,66 ans pour les femmes et 58,55 ans pour les hommes). Le taux de mortalité infantile et infanto-juvénile s'est élevé respectivement à 91‰ et 163‰ en 2013 et celui de la mortalité maternelle à 980 pour 100.000 naissances. Le taux brut de scolarisation dans le primaire avoisine les 78,70% pour l'ensemble du pays contre 70,20% chez les filles. En 2013, plus d'un enfant sur cinq (21%) n'avait pas encore accès à l'éducation primaire, Par ailleurs, 61% de la population est privée d'accès à la santé et 38% n'ont pas accès à une eau potable.

Selon les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire menée par le PAM en 2012, 16% des ménages ruraux étaient en situation d'insécurité alimentaire dont 6% en insécurité alimentaire sévère. L'enquête nationale sur l'état nutritionnel et le suivi des principaux indicateurs de survie de l'enfant de décembre 2007/janvier 2008 a estimé la malnutrition aiguë à 8,3% chez les enfants de moins de 5 ans ; la malnutrition chronique, à 40% et l'insuffisance pondérale à 20,8%. Selon les données fournies par le SIPAG, 1 kilo de riz importé est passé de 2.000 FG en mai 2007 à 4.000 FG en mai 2008. L'augmentation de 62% du prix des produits pétroliers entre avril et octobre 2008 a contribué à dégrader une situation socioéconomique déjà précaire.

Les résultats de l'enquête nationale de la sécurité alimentaire en milieu rural¹³⁷ conduite par le PAM en 2012 montrent que le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire est passé de 16% en 2005 à 25,5% en 2009. Plus de 2 300 000 personnes dont 1 196 000 femmes vivent en insécurité alimentaire en milieu rural.

A Conakry, 103.000 personnes sont en insécurité alimentaire¹³⁸ : ce qui représente 6,4% des ménages urbains de la capitale guinéenne. Parmi elles, 24.000 sont en insécurité alimentaire sévère (soit 1,5% des ménages urbains) tandis que les autres 79.000 personnes sont en insécurité alimentaire modérée (soit 4,9% des ménages urbains).

Au niveau national en période de soudure (juillet-Septembre), 35% des ménages

¹³⁵ Horloge de la population de la Guinée / Guinée Population 2017, INSGuinée

¹³⁶ Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2012-2016

¹³⁷ Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire, PAM 2012

¹³⁸ Enquête de sécurité Alimentaire à Conakry, PAM 2012

ne prennent qu'un seul repas par jour.

Sur le plan économique et social, parfois qualifiée de « scandale géologique », la Guinée dispose de richesses hydrographiques immenses (château d'eau d'Afrique), d'un riche potentiel minier (un tiers des réserves mondiales de bauxite, or, diamant, fer, manganèse, zinc, cobalt, nickel, uranium) largement sous exploité.

La Guinée est un pays potentiellement très riche mais son PIB par tête n'atteint que 588\$. L'instabilité politique entre 2009 et 2013 a fortement handicapé l'économie guinéenne : faible croissance, accélération de l'inflation, doublement du déficit budgétaire. Fin 2011, la Guinée pouvait se prévaloir d'une nette amélioration de ses performances macro-économiques (forte croissance de l'ordre de 4%, recettes fiscales en forte progression) et d'une meilleure gestion des finances publiques (retour à l'unicité de caisse de l'Etat, révision à la baisse de la subvention du prix des carburants, intégration des ressources minières exceptionnelles de Rio Tinto au budget rectificatif 2011 et au budget 2012).

Alors que la Guinée avait atteint en décembre 2000 le point de décision de l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), les institutions financières internationales (IFI) ont interrompu toute relation avec la Guinée à la suite du coup d'Etat de la junte militaire en décembre 2008.

Fin 2011, les bonnes performances de l'économie et des finances publiques guinéennes ont permis au Conseil d'administration du FMI d'approuver une facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans (200 M\$). Ce programme a ouvert la voie à la reprise des négociations au sein du Club de Paris qui ont abouti à un accord intérimaire traitant le flux de la dette guinéenne sur la période 2012-2014. La France est allée au-delà en annulant l'intégralité des créances commerciales de la même période (pour un montant de 53,7 M€) et a rééchelonné 97,1 M€ de créances d'aide publique au développement.

La Guinée a ensuite bénéficié d'une annulation de la majorité de sa dette avec le Club de Paris en début 2013 (2,1 Md\$, soit 66% de la dette extérieure du pays). La France a été un acteur moteur du traitement de la dette guinéenne avec le Club de Paris. Elle y a apporté une contribution majeure avec une annulation directe de près de 80M€ conjuguée à l'octroi d'un contrat de désendettement et de développement (C2D) de 171 M€, dont une première tranche de 75 M€ est décaissée sur la période 2013-2016 (une seconde tranche de 96 M€, pour 2017-2021, vient d'être négociée).

L'économie guinéenne a été frappée de plein fouet par l'épidémie de la maladie à virus Ebola, qui, depuis son apparition en Guinée forestière en décembre 2013, a causé 2.544 décès (sur 3.813 cas recensés). La croissance économique a été nulle en 2015, après une quasi-stagnation des activités en 2014 (0,4 % de croissance contre 4,5 % initialement anticipé). La baisse des cours miniers s'est traduite par un gel des investissements dans le secteur, accentuant le choc sur l'activité générée par la crise sanitaire. Il faudra attendre la période 2016-2017 pour que le taux de croissance remonte (celle-ci est attendue entre 4 et 5 %, un niveau du reste inférieur à la moyenne de la sous-région). L'épidémie de la maladie à virus Ebola a causé des difficultés conjoncturelles de mise en œuvre du programme du FMI, les 6ème et 7ème revues ont toutefois été adoptées en mars 2016.

Sujet de l'évaluation

Le PAM a débuté ses opérations en Guinée dans les années 1964 avec un système

d'alimentation dans les écoles professionnelles avec un budget de 400 000 US\$. A ce jour, plusieurs projets ont été exécutés et ont évolué au fil du temps en fonction des besoins et des priorités du pays. Parmi les partenaires du PAM en Guinée figure le Gouvernement de la République de Guinée, les autres Agences du Système des Nations Unies, les ONGs nationales et internationales.

Au cours de la période de 2013-2017, l'intervention du PAM en Guinée s'articule essentiellement sur trois principaux projets qui sont le programme pays, et l'intervention prolongée de secours et de redressement et l'opération d'urgence en faveur des personnes affectées par la maladie à virus Ebola(MVE). La présente évaluation se focalise uniquement sur le programme de pays étant donné que les autres opérations sont clôturées.

Le Programme de Pays (PP 200326, 2013-2017) qui couvre les quatre régions naturelles du pays notamment dans les zones considérées comme les plus pauvres. Ce programme ciblait au départ 437 277 bénéficiaires répartis dans trois composantes : (1) appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation de la jeune fille à travers le programme de cantine scolaire (211 527 enfants), (2) appui nutritionnel aux groupes vulnérables dont les enfants malnutris de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et l'appui alimentaire aux personnes vivant avec le VIH Sida sous traitement anti rétroviral et patients tuberculeux sous DOTS¹³⁹ (198 250 femmes et enfants) et (3) Appui à l'approvisionnement croissant des cantines scolaires en produits locaux par les communautés et au renforcement de la résilience de certaines communautés fragilisées 27 500 bénéficiaires. Le coût global initial du Programme Pays était d'environ 40 millions de dollars américains.

Ce programme a connu 3 révisions budgétaires entre 2015 et 2016 pour amener les bénéficiaires à 793 947 pour un montant global de 53,453,000 dollars US.

4) Approche de l'évaluation

Champ

L'évaluation est axée avant tout sur le programme de pays de 2013-2017. L'évaluation va porter sur la zone de Conakry et au niveau des quatre régions naturelles. L'évaluation couvrira la période du programme de pays qui s'étend de janvier 2013 à décembre 2017. Elle portera sur toutes les 3 composantes du Programme de Pays : (1) appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation de la jeune fille à travers le programme de cantine scolaire, (2) appui nutritionnel aux groupes vulnérables dont les enfants malnutris de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et l'appui alimentaire et nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH Sida sous traitement sous ARV¹⁴⁰ et patients tuberculeux sous DOTS et (3) Appui à l'approvisionnement croissant des cantines scolaires en produits locaux par les communautés et au renforcement de la résilience de certaines communautés fragilisées à travers les activités de vivres contre travail et d'achats locaux. Elle

¹³⁹ Directly Observed Treatment Short course

¹⁴⁰ Anti-retroviral

couvrira toutes les activités de ces composantes (voir les détails des activités dans le résumé « des opérations en chiffres » dans l'annexe 5). Il est important de vérifier l'interaction, la synergie et l'intégration des composantes du Programme de Pays.

Critères d'évaluation et Questions

- L'évaluation doit procéder à une analyse systématique des questions suivantes qui sont plus développées en annexe 6 :
- **Préparation de l'opération : pertinence et justification.** L'évaluation analysera les objectifs de l'opération, la cohérence interne et externe, la conception ainsi que la justification des activités en rapport avec les besoins.
- Déterminer si la pertinence du programme de pays, pour ce qui a trait à sa formulation et conception, a été structuré d'une façon cohérente et en suivant la logique de cause à effet¹⁴¹ et la couverture géographique. Tenir compte, non seulement, des documents relatifs à ses activités fondamentales, mais aussi, des autres documents stratégiques et programmatiques, autant gouvernementaux que du SNU. Examiner le niveau de coordination, concertation et partenariats entre le PAM et les parties prenantes. Etablir si les modalités et la durée des ententes sont liées non seulement aux possibilités d'élargissement, de financements et d'apports respectifs, mais également aux mandats respectifs, à la nature des interventions, à la présence ou l'absence de partenaires capables, selon le cas. Examiner le processus de décentralisation en cours et ses effets potentiels sur la mise en œuvre du PP ;
- Examiner si les structures, systèmes et procédures du programme (PAM, contrepartie nationale, autres partenaires), contribuent efficacement à la mise en œuvre. Examiner les structures en place, systèmes de suivi, plans de visite et rapports périodiques surtout le rôle du Comité intersectoriel national de coordination du programme.
- Apprécier la complémentarité, l'orchestration et la synergie entre les interventions, telles que les activités et le programme de pays, ainsi qu'entre ce dernier et les opérations spéciales. L'intégration des interventions et la souplesse de leurs mises en œuvre devront faire l'objet d'une attention particulière sous cette section.
- Evaluer le degré d'obtention d'effets immédiats et de résultats, à plus long terme, par rapport, autant du programme de pays, que de ses activités fondamentales. Examiner ces effets et résultats en comparaison à l'envergure de la tâche et des objectifs. Les effets immédiats se mesurent au niveau des extrants (output), les effets directs (outcome) et la finalité (impact) à long terme. Déterminer également s'il est légitime de cibler les mêmes régions pour les activités principales dans une optique d'intégration transversale (programme) plutôt que sectorielle (projet)
- **Extrants et étapes de mise en œuvre : éléments d'efficacité.** L'évaluation analysera les résultats attendus désagrégés par genre, les modes de production, les mécanismes de mise en exécution, les arrangements institutionnels internes et externes, le coût et le financement de l'opération ainsi que sa rentabilité.
- **Effets.** La mission évaluera, dans la mesure du possible, la pertinence l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité de l'opération. Les critères

¹⁴¹ L'outil du cadre logique sert à déterminer si le programme est formulé de façon à obtenir les résultats escomptés, en s'appuyant sur ces objectifs. De plus, celui-ci doit découler des autres documents stratégiques et programmatiques de référence.

d'efficacité et d'impact prendront en compte la dimension genre.

- **Questions transversales.** L'évaluation prendra en compte les questions transversales de politique et de stratégie comme le genre, le renforcement des capacités, le conseil, la protection, l'approche droits humains, l'impact environnementale et les changements climatiques.

Outre les questions évoquées ci-dessus les principales questions suivantes seront étudiées:

Delivering as One/Unis dans l'action. Comment le PP a pu être utile dans la mise en œuvre du concept de « Delivering as One » la réforme du SNU. L'évaluation examinera la complémentarité ou non des activités du PP avec celles soutenues par l'ONU dans les régions du projet tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre. Cela comprendra un examen de la qualité des partenariats et la coordination avec les autres (institutions et gouvernement) pour assurer l'accès aux bénéficiaires.

Tableau 2: Critères et questions d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
Pertinence/Caractère Approprié (ce dernier pour les évaluations humanitaires)	Les activités ont-elles été les plus appropriées pour les bénéficiaires? Dans quelle mesure le CP est aligné aux priorités du gouvernement, les objectifs stratégiques du PAM, les priorités des partenaires des Nations Unies et donateurs? Dans quelle mesure la/les modalité(s) de transfert des ressources ont pu satisfaire les besoins des bénéficiaires (en tenant compte les besoins spécifiques des hommes et des femmes) ?
Efficacité	Quels ont été les principaux facteurs qui ont influencés la réalisation ou la non-réalisation des objectifs/résultats de l'intervention ? Est-ce que la/les modalités de transfert (CBT ou vivres) choisie était la bonne ? est-ce que les marchés locaux sont en mesure de fournir aux populations les types, qualités et quantités de denrée souhaitée à des prix raisonnables ? Quels sont les coûts de distribution net et avantages que la valeur de transfert augmente ?
Efficience	Quels étaient les facteurs externes et internes qui influencent l'efficacité ? Est-ce que la modalité de transfert choisie

	pour chaque type d'activité est mise en œuvre le plus efficacement possible ?
Impact	Quels sont les impacts à court et à moyen terme des programmes mis en œuvre sur les ménages, leurs consommations alimentaires et de nutritionnelles, l'économie locale, la création d'actifs dans les zones d'implémentation du CP ? Quels sont les opportunités d'emploi créés par le projet et son impact entre les bénéficiaires et non-bénéficiaires dans les communautés assistées ? Existe-t-il des effets négatifs qui se sont produits pour les bénéficiaires ? Quel est l'impact sur les aspects de genre, en particulier en ce qui concerne l'autonomisation des femmes ? Quels sont les principaux facteurs des impacts positifs ?

Disponibilité des données

Les sources principales d'informations comprennent : l'enquête nationale de sécurité alimentaire et de vulnérabilité des ménages (ENSAV-2012), l'enquête SMART, l'EDS IV, le document de programme et le rapport d'évaluation finale du programme précédent, les rapports d'étape des différents projets du programme et du PNUAD, le cadre logique avec les objectifs de l'opération. Les informations supplémentaires sont disponibles au niveau des rapports standard produit annuellement par le PAM, le bilan commun de pays et les évaluations intermédiaire et finale du PNUAD. Au niveau du gouvernement, la Direction générale de la planification, des statistiques et du développement de l'éducation (Section statistique et informatique – programme sectoriel de l'éducation et le fond commun pour l'éducation de base) offre une série d'indicateurs suivis chaque année.

Les données issues du système de suivi-évaluation comprennent : des rapports PDM, les rapports de distribution, la base de données à Conakry et les autres documents de suivi-évaluation comme les statistiques et les rapports des partenaires notamment sur les différentes composantes.

De façon générale, les grands défis s'articulent autour de l'absence de données de référence, la crédibilité et la méthode de collecte mais aussi la mobilité du staff du ministère au niveau central et au niveau décentralisé mettant en cause la préservation de la mémoire institutionnelle.

33. En ce qui concerne la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation devrait :

- a. évaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage en s'appuyant sur les informations fournies dans la section 4.3. Cette revue renseignera la collecte des données

- b. Vérifier de façon systématique l'exactitude, la constance et la validité des données collectées et des informations, et reconnaître toute limitation/ mise en garde pour tirer des conclusions utilisant les données.

Approche méthodologique

34. La méthodologie sera conçue par l'équipe d'évaluation. Elle devrait:

- Employer les critères d'évaluation pertinents ci-dessus (pertinence, efficacité, efficience et impact).
- Démontrer l'impartialité et l'absence de prises de partie en s'appuyant sur des sources d'informations croisées (groupes de participants, y compris les bénéficiaires, etc.) La sélection de sites de visites de terrain devra aussi démontrer l'impartialité.
- Utiliser des méthodes mixtes (quantitative, qualitative, participative, etc.) et un échantillonnage adéquat pour assurer le croisement des informations par une variété de moyens.
- Appliquer une matrice d'évaluation tournée vers les réponses aux questions d'évaluation importantes, en prenant en compte les défis de disponibilité des données, le budget et les contraintes de calendrier ;
- S'assurer au cours de l'utilisation des méthodes mixtes que les femmes, filles, hommes et garçons de différents groupes de participants prennent part et que leurs différentes voix soient entendues et utilisées;
- Intégrer les considérations liées au genre.

35. Les processus suivants pour assurer l'indépendance et l'impartialité seront employés, notamment l'établissement d'un Comité d'évaluation et d'un Groupe de Référence d'évaluation.

Assurer la qualité

Le Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées (DEQAS) du PAM définit les standards qualités attendus de cette évaluation et détaille des processus avec des étapes intégrées pour l'Assurance Qualité, les Modèles pour les produits d'évaluation et les Listes de Vérification pour leur révision. Le DEQAS est aligné de près sur le système d'assurance qualité des évaluations du PAM (EQAS) et est basé sur les normes du GNUE et les standards de meilleure pratique de la communauté internationale d'évaluation , et a pour but de s'assurer que le processus et les produits de l'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques.

Le DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. Le Responsable de l'évaluation du PAM sera responsable de s'assurer que des progrès de l'évaluation selon le Guide du Processus Etape par Etape DEQAS et de conduire un contrôle qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation.

Le PAM a développé un ensemble de Liste de Vérification d'Assurance Qualité pour ses évaluations décentralisées. Cela inclut des Listes de Vérification pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits de l'évaluation. La Liste de Vérification sera appliquée à chaque étape, pour assurer la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.

De plus, pour améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un réviseur externe géré directement par le Bureau d'Évaluation du PAM au Siège fournira une revue des ébauches de rapport de démarrage et d'évaluation (en plus des ébauches des TDR), et apportera:

- a. Des commentaires systématiques depuis le point de vue de l'évaluation, sur la qualité des ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation;
- b. Des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des rapports finaux de démarrage et d'évaluation.

Le gestionnaire de l'évaluation réalisera une revue des commentaires et recommandations du comité de support de qualité et la partagera avec le chef d'équipe, lequel est sensé l'utiliser pour finaliser le rapport de démarrage/évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus en ligne avec les normes et standards d'UNEG¹⁴², des explications logiques doivent être apportées pour toute recommandation qui ne soit pas prise en compte par l'équipe d'évaluation lors de la finalisation du rapport.

Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais assure que le rapport fournit les preuves (données) nécessaires de façon claire et convaincante, et tire ses conclusions sur cette base.

Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de s'assurer de la qualité des données (validité, constance et exactitude) pendant les phases analytiques et de compte-rendu. L'équipe d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité à toute la documentation pertinente au sein des dispositions de la directive sur la divulgation d'informations. Cela est disponible dans la Directive du PAM (#CP2010/001) sur la Divulgation d'Informations.

Concernant la qualité des données et de l'information, l'équipe d'évaluation assurera le contrôle systématique sur l'exactitude, l'uniformité et la validité des données et de l'information collectées.

Tous les rapports d'évaluation finaux seront soumis à une revue de qualité post hoc à une entité indépendante à travers un processus géré par OEV. La ponctuation globale des rapports sera publiée en même temps que les rapports d'évaluation.

5) Phases et Produits à Délivrer

36. L'évaluation se déroulera en cinq phases. Un calendrier détaillé de l'évaluation est disponible en Annexe 2
37. **Phase de préparation** (Mars- Juillet 2017): Le bureau de pays conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence, sélectionnera le cabinet d'évaluation chargée de mener l'évaluation.
38. **Phase de démarrage** (Aout-Septembre): cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en veillant à ce qu'elle saisisse bien les attentes et dispose d'un plan

¹⁴² UNEG 2016 Normes et Standards, Norme #7 affirme "que la transparence est un élément essentiel qui établit et crée confiance, favorise l'inclusion des parties prenantes et augmente le rendement de comptes public ».

précis pour conduire l'évaluation. Cette étape commencera par un briefing entre le cabinet d'évaluation et le gestionnaire de l'évaluation, une partie du personnel du PAM pour discuter du calendrier, du mandat de mission, notamment les questions déterminantes et hypothèses de travail. Elle continuera avec un examen de la documentation portant sur les données secondaires et de premiers échanges avec les principales parties prenantes. L'équipe d'évaluation produira un rapport de démarrage qui indiquera de manière détaillée comment le cabinet prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Ce rapport sera communiqué au bureau de pays qui le transmettra au Groupe de Référence de l'Évaluation pour formuler des observations avant d'être approuvé par le Bureau de pays. Il contiendra une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie de l'évaluabilité et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, et un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échéancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter.

39. **Phase d'évaluation** (Novembre 2017): le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Des sessions de compte rendu seront organisées une fois les activités sur le terrain terminées. Au terme de la mission, le cabinet produira un Exposé de Restitution, reprenant les constatations et les conclusions préliminaires (sous forme de diaporama powerpoint). Il sera utilisé pour appuyer les comptes rendus durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.
40. **Phase de Compte-rendu** (Novembre 2017 – Janvier 2018): le cabinet d'évaluation analysera les données collectées lors de l'examen de la documentation et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité. Les parties prenantes seront invitées à communiquer leurs observations, qui seront consignées sous forme de tableau par le responsable de l'évaluation et transmises au cabinet d'évaluation pour examen avant achèvement du rapport. Le rapport d'évaluation présentera les constatations, conclusions et recommandations issues de l'évaluation; Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les données seront ventilées par sexe; les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre une cohérence logique conduisant les constatations aux conclusions et les conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation.
41. **Phase de diffusion et suivi:** Le bureau de pays préparera une réponse de la direction détaillant les mesures qui seront prises pour faire suite aux recommandations accompagnées d'un échéancier. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation et suivra la mise en œuvre de ces mesures. Le Bureau de l'évaluation soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité à posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et

de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine.

L'évaluation aura lieu selon la séquence suivante, présentant les produits à délivrer selon l'échelle de temps ci-dessous :

Illustration 1: Carte du résumé du processus



6) Organisation de l'évaluation

Conduite de l'évaluation

L'équipe d'évaluation fournie par le cabinet, fera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en communication rapprochée avec le Responsable de l'évaluation. L'équipe sera embauchée à la suite de l'accord avec le PAM sur sa composition.

L'équipe d'évaluation n'aura pas été impliquée dans la conception ni la mise en œuvre du sujet de l'évaluation ou n'aura pas d'autre conflit d'intérêt. De plus, l'équipe agira de façon impartiale et respectera le [code de conduite de la profession d'évaluation](#).

Le calendrier d'évaluation se trouve en Annexe 2.

Composition et Compétences de l'équipe

On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation inclue quatre membres dont un consultant international, chef d'équipe et trois consultants nationaux sectoriels (Education, Nutrition/Santé, Agriculture). Dans la mesure du possible, l'évaluation sera conduite par une équipe mixte, de divers horizons géographiques et culturels, ayant les compétences appropriées pour évaluer les dimensions liées au genre spécifiques au sujet spécifiés dans les sections sur la portée de l'évaluation, d'approche et de méthodologie des TdR. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir une expérience au PAM.

L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui ensemble, formeront un équilibre d'expertise et de connaissances pratiques dans les zones suivantes (classées par ordre de priorité) :

- Expertise en sécurité alimentaire, agriculture/développement rural, accès au marché, résilience des communautés (de préférence le team leader).
- Expertise en éducation, alimentation scolaire
- Expertise en Santé/Nutrition

- Expertise en filets de sécurité
- Bonne compréhension de la problématique hommes-femmes
- Connaissance particulière du PAM, de son cycle de programmation et de ces politiques ainsi que du SNU en général au moins 7 ans d'expérience dans leurs domaines respectifs d'expertise,

Tous les membres de l'équipe devraient avoir des compétences analytiques et de communications fortes, une expérience en matière d'évaluation et une familiarité avec la Guinée.

Tous les documents de l'évaluation seront rédigés en français avec un sommaire en anglais. Le rapport d'évaluation sera public et disponible pour les différentes parties prenantes. Les résultats seront incorporés dans le système OE des leçons apprises.

Le Chef d'Equipe aura une expertise technique soit en matière d'alimentation scolaire soit en nutrition, ainsi qu'une expertise dans la conception de méthodologie et avec les outils de collecte de données, et une expérience prouvée dans la conduite d'évaluations similaires. Elle/Il aura aussi des compétences de leadership, des compétences analytiques et de communication, y compris un bilan ultérieur d'excellentes compétences écrites en français et en compétences de présentation.

Ses responsabilités primaires seront : i) définir l'approche de l'évaluation et la méthodologie ; ii) guider et gérer l'équipe ; iii) mener la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation ; iv) ébaucher et réviser, si nécessaire, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin du travail sur le terrain (c.à.d. sortie) et le rapport d'évaluation en conformité avec le DEQAS.

Les membres de l'équipe formeront ensemble une combinaison complémentaire d'expertise technique nécessaire, et auront des performances ultérieures de travail écrit sur des affectations similaires.

Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans la partie de leur zone d'expertise basée sur une révision de documents ; ii) mèneront des travaux sur le terrain ; iii) participeront aux réunions d'équipe et aux réunions avec les participants ; iv) contribueront à l'ébauche et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) zone(s) d'expertise.

Considérations de Sécurité

Une habilitation de sécurité si nécessaire doit être obtenue.

- En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, le cabinet d'évaluation est responsable de s'assurer de la sécurité de toutes les personnes embauchées, y compris les arrangements adéquats en cas d'évacuation médicale ou à cause de la situation. Les consultants embauchés par la société d'évaluation ne sont pas couverts par le système du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité (UNDSS) pour le personnel des Nations Unies.

Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le Gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que :

- Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'Agent de Sécurité à l'arrivée dans le pays, et organise un briefing de sécurité pour qu'ils aient une idée de la situation sécuritaire sur le terrain.
- Les membres de l'équipe observent les règles de sécurité des Nations Unies applicables et les réglementations – par ex., les couvre-feux, etc.
-

7) Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes

Le Bureau de Pays du PAM en Guinée:

a- Le Directeur du Bureau de Pays aura la responsabilité de:

- Assigner un Responsable d'évaluation: Facoly Coulibaly, Chargé de Programme.
- Composer le comité d'évaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir ci-dessous).
- Approuver les TdR finaux, et les rapports de démarrage et d'évaluation.
- S'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un Comité d'évaluation et d'un Groupe de Référence (voir ci-dessous et la [Note Technique sur l'Indépendance et l'Impartialité](#)).
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet d'évaluation, sa performance et ses résultats, avec le Responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation
- Organiser et participer à deux débriefings séparés, un interne et un avec les participants externes
- Superviser la diffusion et les processus de suivi, y compris la préparation de la Réponse du Management aux recommandations de l'évaluation.

b- Responsable de l'évaluation:

- Gère le processus d'évaluation au cours de toutes les phases, y compris l'ébauche de ces TDR
- S'assure que les processus d'assurance qualité sont opérationnels
- Consolide et partage les commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation
- S'assure de l'utilisation des processus d'assurance qualité (listes de vérification, aide qualité)
- S'assure que l'équipe ait accès à toute la documentation et à toutes les informations nécessaires pour l'évaluation ; facilite les contacts de l'équipe avec les participants locaux ; organise les réunions, les visites de terrain ; fournit un soutien logistique pendant le travail de terrain ; et organise l'embauche d'un interprète, si nécessaire.
- Organise des briefings sécurité pour l'équipe d'évaluation et fournit tous les matériaux requis.

c-Un Comité d'évaluation Interne a été formé pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation. Il prendra des décisions clés au sujet de l'évaluation, y compris donner un avis sur le processus d'évaluation et

commenter sur les produits de l'évaluation. Voir l'annexe 5 où la liste de membres est disponible.

36. **Un Groupe de Référence** de l'évaluation a été formé ; il est composé des parties prenantes clés internes et externes de l'évaluation (voir l'annexe 5 où la liste des membres est disponible) et examinera les produits de l'évaluation et formulera des observations à leur sujet afin de fournir une barrière de sécurité supplémentaire contre les prises de partie et les influences.

37. **Le Bureau Régional**, le management du BR prendra la responsabilité de :

- Assigner un point de liaison pour l'évaluation. Filippo Pompili, Conseiller Régional en Evaluation sera le point de liaison pour cette évaluation.
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet d'évaluation le cas échéant.
- Fournir des commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de Démarrage et d'évaluation.
- Soutenir la Réponse du Management à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.

38. **Le Bureau de l'Evaluation (OEV)**. L'OEV conseillera le Responsable de l'évaluation et fournira un soutien au processus d'évaluation là où c'est nécessaire. Il est responsable de fournir l'accès à des processus de soutien de qualité indépendants pour revoir les ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation d'une perspective d'évaluation. Il assure également une fonction de bureau d'assistance sur demande du Bureau Régional. Il donne ses commentaires sur les TDR de l'évaluation et le plan de rédaction du rapport.

8) Communication et budget

Communication

39. Pour améliorer l'apprentissage tiré de cette évaluation, l'équipe d'évaluation devrait mettre l'emphase sur la transparence et les communications ouvertes avec les participants. Cela sera atteint en assurance un accord clair sur les chaînes et la fréquence des communications avec et entre les participants clés.

40. Dans le cadre des standards internationaux pour les évaluations, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues disponibles publiquement. A la suite de l'approbation du rapport d'évaluation final.

Budget

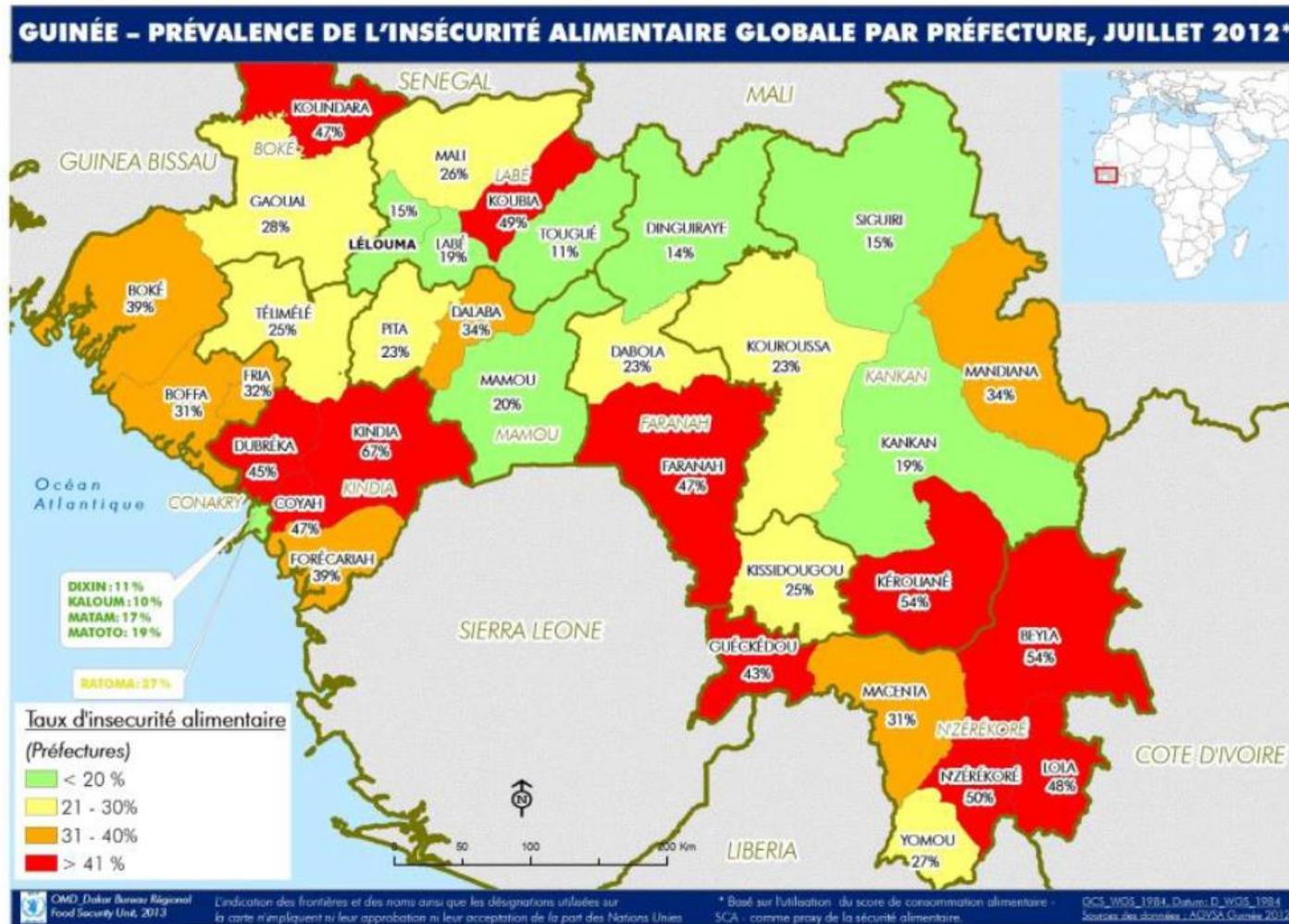
41. L'équipe d'évaluation sera recrutée soit par le biais d'utilisation d'Accord sur le Long Terme (parfois appelé Contrat de Niveau de Prestation), avec un budget arrangé à des taux pré-agrés soit par embauche de consultants individuels au travers d'une action des Ressources Humaines, auquel cas le budget sera déterminé par " les Règlementations des RH sur les coûts de consultation ".

Dans le but de cette évaluation, le budget couvrira les taux du cabinet d'évaluation, les voyages internationaux. En outre, le bureau de pays mettra à disposition des véhicules et chauffeurs pour les transports internes et couvrira les couts relatifs à l'organisation d'un atelier national.

Veillez envoyer toute question à Facoly Coulibaly, l'Evaluation Manager au courriel suivant : facoly.coulibaly@wfp.org

9) Annexe

Annexe 1 : Carte



Annexe 2 : Programme d'évaluation

	Phases, Produits à délivrer et Calendrier	Dates Clés
Phase 1 - Préparation		
	Etude documentaire, première ébauche des TDR et assurance qualité	16 Janv. 2017
	Circulation des TDR et révision	19 Juillet 2017
	Approbation des TDR finaux par le Comité d'Evaluation	03 Août 2017
	Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation	20 Août 2017
Phase 2 - Démarrage		
	Briefing du noyau de l'équipe et revue des documents	fin Août 2017
	Ebauche du rapport de démarrage, y compris la méthodologie	Septembre 2017
	Soumission de l'ébauche du rapport de démarrage	02 Octobre 2017
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le Service Externe de soutien de qualité indépendant et partage de commentaires	03-10 Octobre 2017
	Révision du rapport provisoire de démarrage	11-18 Octobre 2017
	Soumission du rapport provisoire de démarrage révisé au PAM	11-18 Octobre 2017
	Partage du rapport provisoire de démarrage avec le Groupe de Référence de l'Evaluation	19 Octobre 2017
	Revue du rapport provisoire et partage de commentaires du GRE	19 – 26 Octobre 2017
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation	27 Oct. – 03 Nov. 2017
	Soumission du Rapport de Démarrage Révisé au PAM	03 Nov. 2017
	Approbation du Rapport de Démarrage Final par le Comité d'Evaluation	08 Nov. 2017
	Partage du rapport final de démarrage avec les participants dans un but informatif	10 Nov. 2017
Phase 3 – Collecte de Données et Analyse		
	Briefing (Conakry)	20 Novembre 2017
	Travail de Terrain	21 Nov. – 10 Déc. 2017
	Débriefing interne et externe dans le pays	11-12 Déc. 2017
Phase 4 - Compte-rendu		
	Ebauche du Rapport d'évaluation	13 Déc. 2017 – 21 Jan. 2018
	Soumission de l'ébauche de Rapport d'évaluation au PAM	19 Janvier 2018
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le Service Externe de soutien de qualité indépendant et partage de commentaires	26 Janvier 2018
	Révision du rapport provisoire d'évaluation	26 Jan. – 1 Fev. 2018
	Soumission du Rapport provisoire d'évaluation révisé au PAM	01 Fev. 2018
	Partage du rapport provisoire de l'évaluation avec le Groupe de Référence de l'Evaluation	02 Fev. 2018
	Revue du rapport provisoire et partage de commentaires du GRE	02 - 15 Fev. 2018
	Révision du Rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation	15-28 Fev. 2018
	Soumission du Rapport d'évaluation Final au PAM	28 Fev. 2018
	Approbation du Rapport Final par le Comité d'Evaluation	03 Mars 2018

Phase 5 Diffusion et Suivi		
	Partage du rapport final de d'évaluation avec les parties prenantes	Mars 2018
	Préparation de la Réponse de la Direction aux recommandations de l'évaluation	Mars 2018

Annexe 3 : Opération en chiffres (résumé)

<u>Titre de l'Opération</u>	Programme de Pays				
Numéro de l'Opération	200326				
Date d'Approbation	13 Novembre 2012				
Objectifs	<p>Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence (SO2) ;</p> <p>Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels (SO3) ;</p> <p>Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim (SO4)</p>				
Spécificités de l'Opération	Date de début	Date de fin	Bénéficiaires	Tonnage (TM)	Coût en USD
Budget initial	01/01/2013	31/12/2017	437 277	30 871	40 100 000
4 révisions budgétaires			793 947	44,621	\$53,453,200
Activités			Bénéficiaires	Tonnage (TM)	Coût en USD
Cantines Scolaires			371 616	29 793	10 965 574
Sante/Nutrition			232 797	8 705	6 181 330
Ag & Accès aux marchés			165 000	4 660	558 241
					17 705 145

<u>Principaux Partenaires</u>	
Gouvernement	Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Ministère de la Santé, Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'action sociale, promotion féminine et enfance.
ONG	HKI, ACF, San'Egidio, AFA, FELICA, GAAPE, UGMM, UGMS, OCPH, UGVD, TWIN, APEC, APROSA, OGDC, ANCG, RADIG, CAM, AID, AGPIC, IBDDG, ABEF, GADEC, CEAD, , UGPL, ADK, AGUITEB, APIF, MGE etc. ...
<u>Principaux donateurs</u>	République de Guinée, Japon, France, Canada, UE, Donateurs privés, Suisse, USA, Fonds multilatéraux, Diverses entrées, Transfert des anciens projets

Annexe 4 : Cartographie détaillée des partenaires

Groupes clés des parties prenantes	Rôle dans l'évaluation	Intérêt de l'évaluation	Implication dans le processus d'évaluation
Agences des Nations Unies			
FAO	Responsable du cluster sécurité alimentaire et nutrition, gestion des informations sur la sécurité alimentaire l'agriculture/développement rural (statistiques, etc.)	Intérêt pour des propositions ou recommandations d'activités d'autosuffisance agricoles et d'élevage	Avis sur les TDR et participation aux différentes étapes de l'évaluation (visites de terrain, débriefing, réunion...) :
ONUDI	Appui aux femmes et jeunes dans les zones à risque de conflit pour leur autonomisation	Résultats de l'évaluation et impact du volet alimentation des groupes cibles	Avis sur les TDR et participation aux étapes du processus (en particulier le volet alimentaire)
UNFPA	Appui aux centres de santé pour la prise en charge de la santé des femmes enceintes et femmes en âge de procréer ;	Résultats de l'évaluation et impact du volet alimentation supplémentaire des groupes cibles malnutris aigus modérés sur leur situation nutritionnelle	Avis sur les TDR et participation aux étapes du processus (en particulier le volet nutrition supplémentaire)
OMS	Appui aux centres de santé pour la prise en charge de la santé des femmes enceintes et femmes en âge de procréer ;	Résultats de l'évaluation et impact du volet alimentation supplémentaire des groupes cibles malnutris aigus modérés sur leur situation nutritionnelle	Avis sur les TDR et participation aux étapes du processus (en particulier le volet nutrition supplémentaire)
UNICEF	Appui aux centres de santé pour la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants et soutien aux soins de santé de base ; Appui à l'éducation à travers	Résultats de l'évaluation et impact des volets alimentation supplémentaire des groupes cibles	Avis sur les TDR et participation aux étapes du processus (en particulier le volet nutrition supplémentaire et

Groupes clés des parties prenantes	Rôle dans l'évaluation	Intérêt de l'évaluation	Implication dans le processus d'évaluation
	les cantines scolaires ;	malnutris aigus modérés sur leur situation nutritionnelle, et l'alimentation scolaire	éducation
UN Resident Coordination	Information générale	Contribution à la thématique « Gestion des crises » de l'UNDAF et approche UNDAF des agences les plus intéressées (PAM, ONUSIDA UNICEF, FAO)	Participation à la préparation et au débriefing par l'organisation d'une réunion de l'Equipe de pays pour recevoir les conclusions de la mission
Contrepartie gouvernementale			
les gouverneurs des régions ciblées,	charge de coordonner et de gérer les interventions en cas de catastrophes au niveau de leurs entités administratives), protection et sécurité lors des transports de vivres des EDP vers les FDP, des distributions et des missions)	Vérification des résultats et la continuation de l'assistance	Audiences avec les gouverneurs et les préfets lors des visites de terrain (Labé et Kankan)
Ministère de l'enseignement pré-universitaire Technique Professionnelle et de l'éducation civique, les Inspections Régionales de l'Education, les directions préfectorales de l'éducation (DPE).	le suivi et l'exécution du programme par la Direction nationale de l'enseignement élémentaire, le rôle du service de santé scolaire et universitaire dans le domaine des activités de déparasitage et d'éducation sur la santé.	Veiller au respect du contrat opérationnel.	Participation aux différentes étapes de la mission et partage des documents de l'évaluation

Groupes clés des parties prenantes	Rôle dans l'évaluation	Intérêt de l'évaluation	Implication dans le processus d'évaluation
Ministère de la Santé	Chargé du contrôle de l'exécution de la composante et de sa coordination technique. Prise en charge des groupes vulnérables malnutris modérés dans les centres de nutrition supplémentaire (stockage des vivres, distribution des intrants, rapports)	Conclusions et recommandations pour le volet nutrition, modalités de prise en charge des populations hôtes dans la supplémentation alimentaire des enfants, femmes enceintes et allaitantes	Participation aux différentes étapes de la mission et partage des documents de l'évaluation
Ministère de l'action sociale, promotion féminine et enfance	Assurer l'intégration du genre et l'autonomisation des femmes dans tout le processus d'évaluation	S'assurer que l'évaluation a mis en lumière des dimensions genre et renforcement du capital humain	Participation au groupe de référence et des travaux d'évaluation.
Ministère de l'Agriculture	La supervision technique et le suivi des travaux par les services décentralisés. Informations sur la sécurité alimentaire dans le pays et l'état d'avancement du projet	Recommandations pour des activités d'autosuffisance agricoles des bénéficiaires	Audience avec le comité de pilotage et ministre de tutelle du PAM, partage des différents documents
Autre Partenaires			
Action Contre la Faim	Aucun	Recommandations pour le volet santé et nutrition	Participation au briefing et débriefing et partage des documents
HKI (Helen Keller International)	Aucun	Recommandations pour le volet santé et nutrition	Participation au briefing et débriefing et partage des documents
CILSS	Analyse et suivi de la sécurité	Recommandations pour le volet sécurité	Participation au briefing et débriefing

Groupes clés des parties prenantes	Rôle dans l'évaluation	Intérêt de l'évaluation	Implication dans le processus d'évaluation
	alimentaire	alimentaire	et partage des documents
FewsNet	Analyse et suivi de la sécurité alimentaire	Recommandations pour le volet sécurité alimentaire	Participation au briefing et débriefing et partage des documents
Donateurs			
République de Guinée	Participation à tout le processus d'évaluation	Recommandations et perspectives en termes d'autosuffisance alimentaire et de sécurité nutritionnelle	Partage des informations et de documents; visites de terrain avec la mission et briefing sur les résultats de l'évaluation
USA	Bailleur influent	Recommandations de la mission	Partage des informations ; briefing et rencontre de la mission avec l'ambassade des Etats Unis
Autres bailleurs de fond gouvernementaux : Italie, Japon, Union Européenne, Arabie Saoudite, France, Suisse	Donateurs	Recommandations de la mission	Oui
Donateurs privés, Fonds Multilatéraux, Diverses entrées	Donateurs	Recommandations de la mission	Oui
Communautés des bénéficiaires			
Ecoliers/Ecolières Cuisinières PVVIH, femmes enceintes et	Bénéficiaires directs (distributions générales, VCA/VPF, alimentation supplémentaire et thérapeutique	Expressions de leurs besoins et attentes ; perspectives proposées pour l'assistance alimentaire et	Interlocuteurs pour la collecte des données primaires (interview, observations, groupes de

Groupes clés des parties prenantes	Rôle dans l'évaluation	Intérêt de l'évaluation	Implication dans le processus d'évaluation
allaitantes malnutris, mères des enfants malnutris, membres des groupements		nutritionnelle	discussion)
Populations locales	Bénéficiaires directs (distributions générales, alimentation supplémentaire et thérapeutique pour les groupes cibles malnutris aigus modérés	Perspectives de l'assistance du PAM	Interviews, discussions de groupe

Annexe 5: Fonctions et Composition du Comité d'Evaluation et du Groupe de Référence de l'Evaluation

Comité d'évaluation

Objectif et fonction: L'objectif général du comité d'évaluation est d'assurer un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Pour y parvenir, il aidera le gestionnaire de l'évaluation tout au long du processus, en examinant les produits attendus de l'évaluation (termes de référence, rapport initial et rapport d'évaluation) et les soumettra pour approbation au directeur de pays qui présidera le comité.

Le directeur de pays en tant que Président du comité d'évaluation prend des décisions sur des aspects clés de l'évaluation, notamment:

- le budget, l'allocation des fonds et la sélection de l'équipe d'évaluation;
- approuver les termes de référence, le rapport initial et le rapport d'évaluation.

Composition du Comité : Les membres du comité d'évaluation sont un sous-ensemble du groupe de référence de l'évaluation.

- Edouard NIZEYIMANA - Directeur du Bureau de Pays (Président du ERG)
- Facoly COULIBALY – Gestionnaire de l'Evaluation (Secrétaire du ERG)
- Bhèlè KOLOMOU – Officier Charge du Suivi et d'Evaluation PAM

- Alseny BARRY, Abdoulaye BAH, Malado KABA, Youssouf KABA et Michel Ouendeno – D'autres employés du Bureau Pays ayant des connaissances spécialisées dans le sujet, par exemple Nutrition, résilience, alimentation scolaire, gestion de la chaîne d'approvisionnement, etc.)
- Filippo Pompili – Chargé Régional de l'Evaluation, PAM

Groupe de Référence de l'Evaluation

Objectif et fonction: L'objectif général du groupe de référence de l'évaluation (GRE) est de contribuer à l'exécution d'un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Les membres du groupe de référence examinent la version provisoire des termes de référence, du rapport de démarrage et rapport d'évaluation et formulent des observations à leur sujet. Ils fournissent des conseils en leur qualité de spécialistes, mais n'assument aucune responsabilité en matière de gestion. L'approbation des produits de l'évaluation relève du directeur de pays, en sa qualité de président du comité d'évaluation.

Composition du GER:

Le groupe de référence comprend des parties prenantes internes et externes.

- Edouard NIZEYIMANA - Directeur du Bureau de Pays (Président du (ERG))
- Facoly COULIBALY – Gestionnaire de l'Evaluation (Secrétaire du (ERG))
- Bhèlè KOLOMOU – Officier Charge du Suivi et d'Evaluation (PAM)
- Alseny BARRY, Abdoulaye BAH, Malado KABA, Youssouf KABA, Mohamed BANGOURA, Michel Ouendeno – Autres employés du Bureau Pays ayant des connaissances spécialisées dans le sujet, par exemple Nutrition, résilience, alimentation scolaire, gestion de la chaîne d'approvisionnement, etc.)
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Education (Direction Nationale des Cantines Scolaires), Ministère de la santé (Division Alimentation et Nutrition, Comité National de Lutte Contre Sida), Ministère de l'Agriculture (Agence Nationale de la Statistique Agricole et de Sécurité Alimentaire), Agences (UNICEF, UNESCO, FAO), ONG nationales (Club des Amis du Monde, Maison Guinéenne d'Entrepreneur etc. ...), et Donateurs (USA, Japon, France etc. ...).
- William AFFIF, Aboubacar KOISHA, Filippo POMPILI, Constance KOBOLAR– Autre personnel du BR ayant des connaissances spécialisées dans le sujet, par exemple Nutrition, Résilience, Alimentation Scolaire, gestion de la chaîne d'approvisionnement, etc.)

Annexe 6 : Formats des Rapports

Les modèles de rapport sont accessibles aux liens suivants :

Modèle du Rapport de Pré mission

A qui s'adresse ce modèle? Ce Modèle est pour la personne élaborant un Rapport de Démarrage pour une évaluation décentralisée du PAM. Il devrait être utilisé par les équipes d'évaluation qui préparent le Rapport de Démarrage de l'Evaluation et par le personnel du PAM qui commande ou gère l'évaluation.

Quel est l'objectif de ce modèle? Ce modèle fournit une structure suggérée et des lignes directives sur le contenu à la personne écrivant le Rapport de Démarrage pour une évaluation décentralisée. Ainsi il détaille les attentes du PAM pour ses Rapport de Démarrage d'Evaluation Décentralisée.

Comment ce modèle doit-il être utilisé? Ce modèle est utilisé en association avec **la Liste de Vérification des Rapports d'Evaluation** pour aider à s'assurer que tous les éléments du rapport d'évaluation sont traités de façon adéquate.

Comment est structuré ce modèle? Au sein de ce Modèle:

- Un encadré contenant des lignes directives est fourni au début de chaque section, lorsque c'est nécessaire
- Le texte présenté en *italique* fournit des lignes directives pour l'utilisateur du modèle
- Le texte en format standard est le texte suggéré pour les TDR
- Le texte dans [les parenthèses carrées] indique que cette partie devrait être complétée par l'utilisateur
- Les références à divers éléments des lignes directives sont soulignées

Autres matériaux importants? Des lignes directives supplémentaires peuvent être trouvées dans :

- Le Guide du Processus Etape par Etape pour les Evaluations, qui décrit les Phases d'une évaluation et comment mettre chacune d'entre elles en application ;
- Les Notes Techniques Pertinentes, en particulier celles qui ont directement trait au type d'évaluation pour laquelle le Rapport de Démarrage est préparé.

Annexe 1 Termes de Référence

Annexe 2: Matrice d'évaluation

Annexe 3: Documents Consultés

Annexe 4: Parties Prenantes Interviewés

Annexe 5: Outils de Collecte de Données

Annexe 6: Bibliographie

Annexe 7 : Formulation et conception du programme de pays

- a. Est-ce que le processus de concertation et de formulation a comporté des arbitrages dans des domaines stratégiques tels que: partenaires clés, zones géographiques, critères de sélection des régions ciblées ? Ceux-ci découlent-ils des principaux documents stratégiques du gouvernement, du SNU et du PAM ?
- b. Est-ce que le document du PP est pertinent par rapport : aux documents stratégiques et d'orientation du gouvernement, tels le DSRP ; ceux stratégique (CCA) et de programmation du SNU (UNDAF) ; ainsi que les priorités du PAM, telles que définies dans ses politiques susmentionnées. Est-ce que le PP exploite bien les secteurs et zones de convergence possible avec les partenaires présents en Guinée ?
- c. Les procédures prévues de formulation du PP dans le pays ont-elles été suivies ? Le processus de formulation du PP s'est-il appuyé sur des analyses ou études de l'insécurité alimentaire des ménages, la malnutrition des particuliers et de la vulnérabilité aux niveaux national, régional et préfectoral ? Le PP fait-il mention d'autres études préalables en matière d'analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) ?
- d. Existe-t-il des objectifs précis exprimés au niveau du programme de pays (par opposition au niveau de l'activité)? Ces objectifs sont-ils pertinents et réalisables, compte tenu des activités approuvés du PP ?¹⁴³ L'aide alimentaire est-elle justifiée pour la réalisation des objectifs tant au niveau du programme de pays qu'à celui des activités ?
- e. Le bureau de pays a-t-il disposé des déclarations de politique générale, des directives et d'un appui du personnel du siège/bureau régional, appropriés pendant la formulation du PP ?

Coordination, concertation et partenariats:

- f. Est-ce que la coordination entre le SNU, le PAM et le gouvernement est suffisante concernant les aspects politique et décisionnel ainsi que celles reliés aux opérations ? Le gouvernement approuve-t-il les priorités déclarées du PP ?
- g. Est-ce que le gouvernement a contribué à la mise en œuvre du PP, tel que prévu ? Quelle est la conformité des ressources fournies (humaines, financières, matérielles) par rapport aux stipulations du programme de pays et des contrats opérationnels ? Les structures de coordination, tel le Comité de pilotage ou régionales/préfectorales, sont-elles fonctionnelles ?
- h. Le programme a-t-il renforcé la synergie entre le PAM, le gouvernement et le SNU dans les processus conjoints de planification. Améliore-t-il la capacité de contribution du PAM à la coordination en général ?
- i. Quelles mesures ont été prises lors de la conception de l'activité pour évaluer les partenaires possibles? Les partenaires du PAM pour chaque activité sont-ils les plus appropriés? Existe-t-il des accords de partenariats entre le PAM et les ONGs ? Sont-ils

¹⁴³ Il sera nécessaire que les équipes d'évaluation déterminent si les buts et objectifs du programme et ceux des diverses activités constitutives s'harmonisent.

suffisamment explicites pour établir les rôles et responsabilités de chaque partie prenante ? Quels sont les problèmes qui en découlent ? En préciser les points forts et faibles, le cas échéant.

Structures, systèmes et procédures de mise en œuvre:

- j. Quels principaux problèmes ou obstacles ont été identifiés pendant la mise en œuvre du PP et quelles ont été les mesures correctives prises? En préciser la teneur, le cas échéant.
- k. Les résumés d'activité, contrats opérationnels et autres accords nécessaires ont-ils été préparés en temps opportun ? Est-ce que la division des tâches et la description des obligations, autant du PAM que du Gouvernement, y sont suffisamment élaborées ? Quels sont les problèmes qui en découlent ? En préciser les points forts, s'il y a lieu.
- l. Est-ce que l'aide alimentaire est gérée et utilisée par le bureau de pays, la contrepartie nationale, les institutions bénéficiaires et autres en conformité aux règles établies dans les accords de base et contrats opérationnels? Existe-il des forums périodiques où les modalités de mise en œuvre de l'intervention peuvent être discutées, conjointement avec les partenaires ?
- m. Est-ce que le système de suivi, plans de visites et rapports périodiques permettent le suivi efficace ? Est-il basé plutôt sur les activités ? Est-ce que les rapports de suivi contiennent les renseignements nécessaires, permettant aux responsables de suivre la progression et prendre les mesures correctives, au besoin ? Sinon, en préciser les faiblesses.
- n. Quel est le degré d'efficacité des dispositions budgétaires, y compris la disponibilité des fonds (AAP, CAD, ACOD, TIEM)¹⁴⁴, en temps opportun ? D'après l'expérience acquise par le bureau de pays, les procédures et les règles régissant l'établissement des budgets de programmes et de projets sont-elles adaptées à une approche-programme par pays? Est-ce que le PP a un budget propre ou dépend-il des budgets de chacune des activités ?
- o. Est-ce que la mobilisation des ressources comble les besoins du PP, en temps voulu ? Quelles en sont les contraintes ? Le niveau des ressources atteint-il les prévisions et sinon, préciser les pourcentages et les effets de ce manque sur la mise en œuvre du programme ?
- p. Quel est le degré d'efficacité des dispositions logistiques en vigueur, tout en précisant les éléments essentiels? Comment le transport est-il organisé et qui en est responsable ? Est-il effectué à un coût compétitif?

Complémentarité, orchestration et synergie entre les interventions:

- q. Les activités du PP sont-elles conçues de façon à se compléter pour aborder l'insécurité alimentaire sous différents angles ou à se regrouper du point de vue du secteur, de la zone géographique, des bénéficiaires ou d'autres éléments communs? Examiner les points forts et les faiblesses des activités en général. Y a-t-il complémentarité et compatibilité?

¹⁴⁴ AAP : budget administratif et d'appui aux programmes (PSA) ; CAD : coûts d'appui directs (DSC) ; ACOD : autres coûts opérationnels directs (ODOC) ; TIEM : transport interne, entreposage et manutention (ITSH).

- r. Comment les projets antérieurs au PP ont-elles été intégrées au programme de pays ? Est-ce que cette complémentarité peut être exprimée autrement qu'en apports logistiques et de personnel ?
- s. Est-ce qu'une synergie plus grande pourrait être faite à l'aide d'une activité plutôt qu'une autre ? Examiner le potentiel de celles de l'alphabétisation et/ou de la santé. Y a-t-il d'autres domaines potentiels de collaboration/intégration ?
- t. Préciser, en détails, les raisons du manque de ressources pour la deuxième activité fondamentale. Aurait-ils pu être évités ? En préciser les principales raisons. Quels sont les principaux enseignements tirés de ce manque de ressources ?
- u. Est-ce que l'intervention d'urgence en cours est complémentaire et bien orchestrée avec le PP ? Quels sont les répercussions que celle-ci a sur le PP ? Est-ce que le PP offre la souplesse nécessaire en matière de planification et d'affectation des ressources ? Y a-t-il des exemples concrets de cette souplesse ? Quelles en sont les limites ? Examiner les transferts de vivres d'une activité à l'autre et entre le PP et l'autre opération.
- v. Y a-t-il des projets pilotes dans des domaines d'intervention précis ? Examiner le projet pilote des jardins scolaires. Y a-t-il lieu d'introduire de nouvelles interventions relatives au domaine socio-sanitaire tel que le VIH/SIDA, les activités complémentaires (jardins scolaires, reconstructions des infrastructures scolaires, le forage des puits, la construction des latrines, etc.) ?

Obtention d'effets immédiats et de résultats, à plus long terme:

- w. Est-ce que les programmations conjointes existantes (secteurs représentés par les trois activités) et autres potentielles, y compris des interventions en éducation de base (cantines scolaires) ou en santé (VIH/SIDA), sont propices à l'atteinte de résultats, non seulement aux stades de mise en oeuvre et de suivi des activités, mais aussi en tenant compte des zones d'intervention ?
- x. Est-ce que l'aide alimentaire est ciblée sur dans des régions à déficit alimentaire ou des populations identifiées comme souffrant de la pauvreté et de la faim? Comment le ciblage des bénéficiaires et le choix des critères de sélection sont-ils effectués ? Sont-ils compatibles pour chacune des activités et pour le programme de pays? Est-ce que le PAM a eu recours à des partenaires, qui ont leur propre agenda et territoire par rapport au ciblage ?
- y. Y a-t-il lieu d'améliorer le ciblage et revoir les critères de sélection ? Est-ce que les données et rapports disponibles sur la sécurité alimentaire des ménages, la vulnérabilité (ACV et autres organismes), taux de malnutrition, ratio hommes-femmes, etc.) offrent une base suffisamment solide pour le ciblage?
- z. Est-ce que le système de suivi (notamment, le choix des indicateurs de performance, la cueillette d'information et l'analyse des données) est suffisamment bien orchestré ? Quels sont les indicateurs susceptibles de servir à évaluer l'efficacité des activités du PP ? Fournissent-ils de l'information, autant sur l'atteinte des effets immédiats que sur les résultats ou impact du programme et/ou activités ? Est-ce qu'une approche participative, au niveau des communautés, permettrait de mieux mesurer les résultats du PP et de ses activités ?

- aa. Des données de référence appropriées ont-elles été établies, dès le début du programme, à des fins comparatives ?
- bb. Est-ce que les rapports permettent une analyse complète de la progression de la mise en œuvre du PP, y compris ses activités ? Permettent-ils d'identifier les problèmes éventuels, liés à la mise en œuvre ? Permettent-ils que des mesures correctives soient prises par les gestionnaires, au besoin ? Est-ce que le Comité de pilotage est fonctionnel et sert de comité de revue et d'analyse de ces rapports?
- cc. Comment le programme de pays a-t-il contribué à la réalisation des engagements du PAM en faveur des femmes, l'intégration des sexes et la politique visant à « Favoriser le développement » (voir de plus amples détails en annexe 1) ?

Conclusions et recommandations:

- dd. Elaborer les conclusions et recommandations principales.
- ee. Quelles modifications faudrait-il apporter au nouveau PP pour qu'il soit plus compatible avec les OMD , les priorités nationales et l'UNDAF.
- ff. Quelles mesures peut-on prendre au cours de l'élaboration du prochain PP pour renforcer l'efficacité de l'intervention du PAM au cours du prochain cycle de programmation?
- gg. Y a-t-il d'autres enseignements à tirer de l'expérience acquise grâce à la formulation, conception et à la mise en œuvre du PP en cours? Comment les enseignements tirés peuvent contribuer à améliorer la formulation du prochain programme de pays ?

Annexe 2: Matrice d'évaluation

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
1. Pertinence					
1.1 Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins des groupes cibles, et notamment des problématiques liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence, mise à jour régulière et qualité des études préalables, et justification des choix stratégiques compte tenu des résultats de ces études. 	<p>Etudes réalisées par le PAM (ENSAV, EFSA, études de faisabilités,...)</p>	<p>Documents fournis par le PAM. Mais information limitée issue des systèmes nationaux.</p>	<p>Analyse documentaire</p>	<p>Doute quant à l'information documentaire disponible</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Mesure dans laquelle ces analyses fournissent une compréhension de l'ensemble des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 	<p>Autres études relatives au secteur d'intervention utilisées par le PAM.</p> <p>Revue interne HGSF.</p>			
	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte de la problématique genre dans ces études. 	<p>Méthodologie des études réalisées par le PAM.</p> <p>Groupes cibles, hommes et femmes.</p> <p>Cadres au sein des administrations appuyées par le PAM.</p>	<p>Documents fournis par le PAM.</p> <p>Entretiens auprès du VAM.</p> <p>Focus group auprès de bénéficiaires (Hommes et femmes).</p> <p>Entretiens individuels</p>	<p>Analyse documentaire.</p> <p>Analyse d'entretiens.</p>	<p>Informations difficiles à recouper</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels. 				

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes 	<p>Rapports d'enquêtes de suivi conduites par le PAM (PDM)</p> <p>Groupes cibles, hommes et femmes.</p> <p>Cadres au sein des administrations appuyées par le PAM.</p>	<p>Documents à fournir par le PAM.</p> <p>Focus group auprès de bénéficiaires (Hommes et femmes).</p> <p>Entretiens individuels</p>	<p>Analyse documentaire.</p> <p>Analyse d'entretiens.</p>	
1.2 Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales ?	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les documents stratégiques et d'orientations générales du gouvernement et avec les politiques et programmes sectoriels. 	Documents de projet, amendements. Politiques et programmes nationaux (Education primaire, Nutrition, Santé/VIH, Sécurité Alimentaire)	Documents fournis par le PAM et par les administrations nationales, recherche internet	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les plans de développement régionaux et communaux. 	Documents de projet, amendements. Plan de développement régionaux et échantillons de plan de développement communaux.	Documents fournis par le PAM et par les administrations locales	Analyse documentaire	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les institutions nationales, régionales et communales de la contribution du CP à la réalisation de leurs priorités. 	<p>Cadres dans les ministères sectoriels concernés par le CP.</p> <p>Cadres et agents d'exécution dans services techniques déconcentré et dans</p>	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
		les collectivités territoriales.			
1.3 Dans quelle mesure la conception du CP est-elle alignée avec les stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec la stratégie d'intervention du PAM 2013 –2017 en Guinée. 	DSP 2013-2017, document de projet et révisions successives	Documents fournis par le PAM	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Degré de conformité de la conception du CP avec les politiques sectorielles du PAM. 	Politiques sectorielles (Alimentation scolaire, Nutrition, FFA, VIH, genre, Cash&Vouchers)	Documents fournis par le PAM	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement avec les priorités de l'UNDAF en Guinée. 	UNDAF 2013-2017, et BCP 2016. PAM et autres agences des nations unies, y compris PNUD.	Documents fournis par le PAM Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et avancées en matière de processus de programmation conjointe (notamment avec l'UNICEF et la FAO). 	Documents de projets conjoints. Direction PAM et Agences UN impliquées dans ces projets.	Documents fournis par le PAM Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence du CP avec les stratégies des principaux partenaires financiers du PAM en Guinée. 	Documents de stratégie ou de programmation des principaux partenaires financiers du PAM. Responsables au sien des agences partenaires du PAM.	Entretien individuels, et documents fournis par les partenaires du PAM	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
2. Cohérence et connectivité					
2.1 Dans quelle mesure le CP tient-il compte des leçons tirées des programmes antérieurs et en valorise-t-il les acquis?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'analyse des leçons tirées de programmes antérieurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'évaluation antérieurs. DSP 2013- 2017 Entretien auprès de personnel du PAM en post e avant 2012. 	Documents en partie fournis par le PAM Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de la prise en compte de ces leçons dans la conception du CP. 	<ul style="list-style-type: none"> Document de projet et révisions successives. 	Documents fournis par le PAM	Analyse documentaire.	
2.2 Dans quelle mesure les différentes composantes et activités du CP sont-elles complémentaires et articulées entre elles ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de recherche de synergies entre composantes sur le plan stratégique. 	<ul style="list-style-type: none"> DSP 2013- 2017, Document de projet et révisions successives. 	Documents fournis par le PAM	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de matérialisation de synergies entre composantes sur le plan opérationnel. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport leçons apprises HGSAF (2017), autres documents de ce type si disponible 	Documents fournis par le PAM Documents complémentaires produits durant la période	Analyse documentaire.	
2.3 Dans quelle mesure le CP est-il	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de recherche de synergies et de complémentarités stratégiques entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation de l'EMOP régionale Ebola. 	Documents fournis par le PAM.	Analyse documentaire.	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
complémentaire et bien articulé avec les autres opérations mises en œuvre sur la période 2013-2017 ?		<ul style="list-style-type: none"> Personnel du PAM. Partenaires financiers. Partenaires UN (en particulier OMS et UNICEF) 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences d'articulations opérationnelles entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation de l'EMOP régionale Ebola. Personnel du PAM. Partenaires UN (en particulier OMS et UNICEF). 	Documents fournis par le PAM. Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
2.4 Dans quelle mesure la conception stratégique et opérationnelle du CP est-elle cohérente avec les capacités des institutionnelles nationales dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un travail de diagnostic conduit ou approprié par le PAM sur les capacités des institutions nationales dans les domaines concernés par le CP. 	<ul style="list-style-type: none"> DSP 2013-2017 et documents préparatoires. Personnel PAM en poste avant 2012. Rapport CADRI 2016 	Documents fournis par le PAM. Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de convergence entre les analyses du PAM et des institutions nationales vis à vis de leurs besoins en matière de renforcement des capacités. 	Personnel d'encadrement dans les institutions nationales concernées : <ul style="list-style-type: none"> Agence Nationale des Statistiques et de la Sécurité Alimentaire (ANASA) Direction Nationale des Cantines Scolaires, Service National des Actions 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
		Humanitaires (SENAH), <ul style="list-style-type: none"> • Direction Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition • Direction Nationale de Gestion des Catastrophes. Personnel PAM (Direction, VAM et Programmes)			
	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'actions spécifiques visant aux renforcements des capacités des acteurs publics. 	<ul style="list-style-type: none"> • Document de projet et révisions successives • Personnel PAM (Direction, VAM et Programmes) 	Documents fournis par le PAM. Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> • Cohérence avec les besoins identifiés par le PAM et ses partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel d'encadrement dans les institutions nationales concernées (cf. ci-dessus) 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
2.5 Dans quelle mesure la mise en œuvre du CP est-elle coordonnée avec l'action d'autres acteurs dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'implication du PAM dans les dispositifs de coordination global et sectoriels. • Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. • Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau décentralisé, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre 	Personnel d'encadrement dans les institutions concernées au niveau national et décentralisé : <ul style="list-style-type: none"> • Agence Nationale des Statistiques et de la Sécurité Alimentaire (ANASA) • Direction Nationale des Cantines Scolaires, • Service National des Actions 	Entretiens individuels. Rapport leçons apprises HGSEF.	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
	<p>du CP.</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par autres acteurs du secteur (UN, ONG, autres PTF intervenant dans les secteurs concernés) au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. Evidence d'ajustements (harmonisation de pratiques, ajustement de ciblage géographique pour éviter les doublons et combler les gaps...) de la part du PAM au d'autres acteurs, faisant suite à des efforts de coordination. Evidence de contribution du PAM au renforcement des capacités nationales de coordination dans les secteurs concernés par le CP. 	<p>Humanitaires (SENAH),</p> <ul style="list-style-type: none"> Direction Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition Direction Nationale de Gestion des Catastrophes. <p>Autres acteurs impliqués dans les groupes de coordination sectoriels (UN, ONG, PTF).</p>			<p>Doute quant à l'information documentaire disponible</p>
					Informations difficiles à recouper
3. Efficacité					
3.1 Mesure dans laquelle les activités ont été mises en œuvre conformément aux planifications?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de réalisation des activités (nombre de bénéficiaires désagrégé par année de mise en œuvre, âge et genre, quantité d'intrant par bénéficiaires). Analyse des indicateurs de réalisation complémentaires (désagrégés par année de mise en œuvre, et par genre si disponible). Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications. 	<ul style="list-style-type: none"> SPR 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 (version finale du rapport). Echantillon de rapports d'activités des partenaires. PAM (programme, M&E), partenaires, et bénéficiaires. 	<p>Documents fournis par le PAM.</p> <p>Documents à fournir par le PAM</p> <p>Entretiens individuels</p>	<p>Analyse quantitative</p> <p>Analyse documentaire.</p> <p>Analyse d'entretiens</p>	
3.2 Dans quelle mesure les interventions ont-elles atteint les objectifs et	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs d'effets issus du système de reporting, y compris portant sur les questions transversales (genre, protection et partenariat). 	<ul style="list-style-type: none"> SPR 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 (version finale du rapport). 	<p>Documents fournis par le PAM.</p>	<p>Analyse documentaire (méta analyse de données)</p>	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
résultats fixés ?				quantitatives)	
3.3 Dans quelle mesure la stratégie de ciblage envisagée a-t-elle été mise en œuvre, notamment vis-de critères liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>géographique</u> et les réalisations, et en cas de divergence, raisons de ces divergences. 	<ul style="list-style-type: none"> PAM (programme, M&E), partenaires d'exécution, et institutions nationales concernées au niveau central et décentralisé. PDM. 	Entretiens individuels Documentation M&E à obtenir	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre - , et, en cas de divergence, raisons de ces divergences. 	<ul style="list-style-type: none"> PAM (programme, M&E), partenaires d'exécution, institutions nationales concernées au niveau central et décentralisé, administration locale (communes), groupes cibles. PDM. 	Entretiens individuels Focus Group (hommes et femmes) Documentation M&E à obtenir	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
3.4 Dans quelle mesure les modalités d'intervention ont été adaptées aux résultats visés.	<ul style="list-style-type: none"> Modalités de transferts : existence de calculs de valeurs oméga, et adaptation des modalités à ces résultats. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de mission d'appui CBT 2017. Etudes préalables permettant de justifier les modalités d'intervention si elles existent. 	Documents fournis ou à demander au PAM.	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés. 	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires d'exécution, rapports d'activités des partenaires, groupes cibles. 	Entretiens individuels Focus Group	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des modalités d'intervention par les groupes cibles, et notamment par les femmes. Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes. 	<ul style="list-style-type: none"> Groupes cibles Partenaires d'exécution, groupes cibles 	(hommes et femmes) Rapport d'activité à obtenir. Documentation M&E à obtenir		
3.5 Niveau de contribution du CP à l'atteinte des résultats observés	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance de l'ensemble des facteurs susceptibles de contribuer à l'évolution des <u>résultats</u> mis en évidence par le système de suivi. 	<ul style="list-style-type: none"> DSP 2013-2017, ENSAV 2013, ENSA 2015, études complémentaires réalisées depuis 2013, Equipes VAM, Programmes, et M&E, PDM. 	Documents fournis ou à demander au PAM (VAM).	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM. 	Rapports d'études (RGPH, ENSA et autres...)	Documents fournis ou à demander au PAM.	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés. 	Equipes VAM, autres partenaires UN, Institutions nationales, groupes cibles.	Documents fournis ou à demander au PAM. Entretiens individuels.	Analyse documentaire.	
4. Impact et durabilité					
4.1 Evolution de la situation en matière d'accès à l'éducation et de nutrition des	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques sectorielles nationales, et dans la mesure du possible, désagrégation par région, âge, et genre. Les indicateurs suivants du cadre logique du CP seront	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation du DRSP 2017, PNDES 2016-2020. 	Documentation en partie disponible, recherche internet et	Analyse quantitative et qualitative.	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
groupes vulnérables, d'insécurité alimentaire et de préparation aux urgences en Guinée sur la période 2013-2017.	<p>mobilisés, et dans la mesure du possibles, désagrégés par région, âge, et genre :</p> <ul style="list-style-type: none"> Taux d'insécurité alimentaire. Objectif: < 25 % dans les zones rurales Réduction du taux de mortalité maternelle. Cible: < 528 pour 100 000 naissances vivantes Réduction du taux de mortalité infantile. Cible: < 80 pour 1 000 naissances vivantes Réduction du taux de malnutrition. Cible: < 20 Accroissement du taux d'achèvement des études primaires. Objectif: > 74 % 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes SMART. Analyses annuelles de sécurité Alimentaires. 	demandes auprès des institutions nationales.		
4.2 Evolution de causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et en particulier les questions relatives aux inéquités de genre.	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques concernant les causes sous-jacentes identifiées dans la stratégie pays 2013-2017. <p>Les indicateurs suivants du cadre logique du CP seront mobilisés</p> <ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'une approche stratégique du développement. Cible: Guinée Vision 2035 Nombre de secteurs ayant des politiques et stratégies de développement (DSRP, stratégies sectorielles). Cible: 10 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cible: < 40 %. Part de la consommation nationale imputable aux 20% les plus pauvres de la population. Objectif: 10 % (2017) <p>Et ils seront complétés, dans la mesure de leur disponibilité, par les indicateurs suivants, et/ ou par des appréciations qualitatives de ces indicateurs au niveau des</p>	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation du DRSP 2017, PNDES 2016-2020. Enquêtes SMART, PASANAD 2016-2020, ... Equipes VAM, autres partenaires UN, Institutions nationales, groupes cibles. 	Documentation en partie disponible, recherche internet et demandes auprès des institutions nationales.	Analyse quantitative et qualitative.	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
	<p>groupes cibles :</p> <p>Insécurité Alimentaire : rendements des cultures, la dégradation des terres, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations et le manque de diversité des sources de revenus au sein des ménages pauvres ;</p> <p>Nutrition : l'utilisation inappropriée de la nourriture, les mauvaises habitudes alimentaires et la détérioration des conditions sociales et économiques des ménages, inégalités liées au genre.</p>				
	<ul style="list-style-type: none"> Autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris inégalités de genre) et information permettant de décrire leurs évaluations à l'échelle du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation du DRSP 2017, PNDES 2016-2020. Enquêtes SMART, PASANAD 2016-2020, ... 	Documentation en partie disponible, recherche internet et demandes auprès des institutions nationales	Analyse documentaire.	
4.3 Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP. 	<ul style="list-style-type: none"> Equipes VAM, autres partenaires UN, Institutions nationales, groupes cibles. 	Entretiens individuels Focus groupe (Hommes et femmes)	Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des 	<ul style="list-style-type: none"> Equipes VAM, autres partenaires UN, Institutions nationales, groupes cibles. 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
	capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP.		Focus groupe (Hommes et femmes)		
4.5 Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader <u>localement</u> la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> Equipes VAM, autres partenaires UN, Institutions nationales, groupes cibles. PDM 	Entretiens individuels Focus groupe (Hommes et femmes) Documentation M&E à demander	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
4.6 Niveau de soutenabilité financière du CP	<ul style="list-style-type: none"> Dans la mesure du possible - coût par bénéficiaires pour chaque activité (hors et avec DSC). 	<ul style="list-style-type: none"> SPR- annexe financière. Département finance PAM 	Documents fournis par le PAM. Entretiens individuels	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Coût par bénéficiaires pour des activités comparables conduites par les institutions nationales. 	Personnel d'encadrement dans les institutions nationales concernées : <ul style="list-style-type: none"> Agence Nationale des Statistiques et de la Sécurité Alimentaire (ANASA) Direction Nationale des Cantines Scolaires, Service National des Actions 	Entretiens individuels de sorte à identifier d'éventuelles informations documentaires	Analyse quantitative sur base de documents fournis	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
		Humanitaires (SENAH), <ul style="list-style-type: none"> Direction Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition Direction Nationale de Gestion des Catastrophes 			
4.7 Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles. 	<ul style="list-style-type: none"> Groupes cibles, y compris organisations professionnelles 	Observations directes Focus group (bénéficiaires et membre d'OP)	Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les institutions publiques au niveau national ou décentralisé. 	<ul style="list-style-type: none"> Institutions publiques au niveau déconcentré 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les partenaires opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires opérationnels. 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
5. Efficience					
5.1 Dans quelle mesure les modalités d'interventions ont-elles été efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de conduite d'études de la valeur alpha. 	<ul style="list-style-type: none"> Entretiens auprès du VAM, documents produits, rapport de mission CTB du BR 	Demande de documentation complémentaire	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation des modalités d'intervention aux résultats de ces études. 	<ul style="list-style-type: none"> VAM, unité Programmes 	Documents en partie	Analyse	

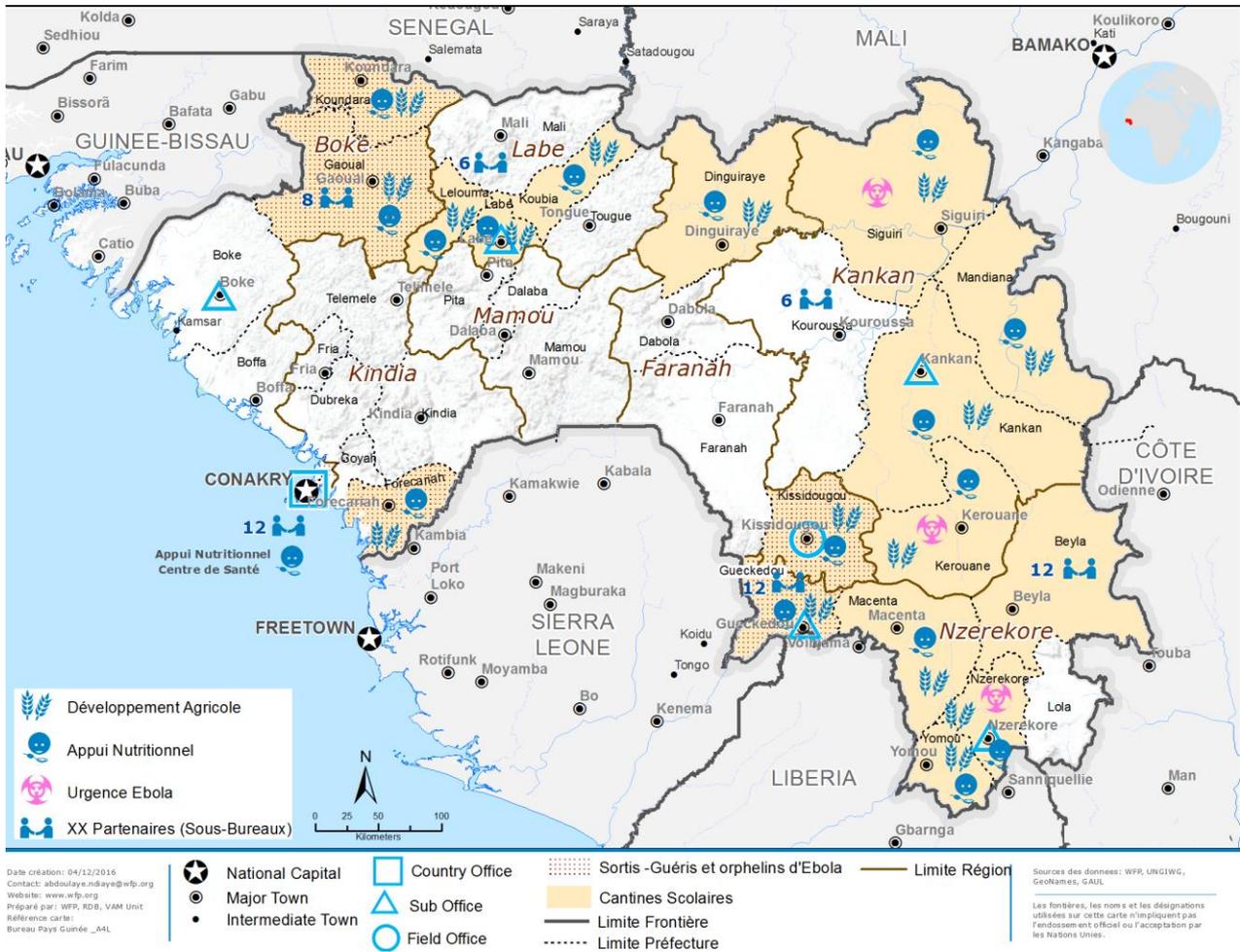
Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
			fournis (document de projet et révisions). Demande de documentation complémentaire	documentaire. Analyse d'entretiens	
5.2 Dans quelle mesure la gestion des partenariats mobilisés pour la mise en œuvre du CP a-t-elle été efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> Clarté, transparence des processus de sélection et des accords de partenariat. Appréciation, par les partenaires du PAM, de la qualité du dialogue et de l'appui technique du PAM vers ses partenaires (y compris institutions nationales). 	<ul style="list-style-type: none"> Programmes PAM, Partenaires d'exécution. SPR (section partenariats). 	Documents fournis. Entretiens individuels. Enquête auprès des partenaires.	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens. Analyse quantitative de données d'enquête	
5.3 Dans quelle mesure les ressources et appuis techniques ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de Ressources Humaines aux postes techniques clés pour la conception et d'exécution du CP, notamment concernant le niveau d'expertise requis pour adresser les questions liées au genre. Fréquence et qualité de l'appui technique reçu par les BR. 	<ul style="list-style-type: none"> RH, Direction PAM, Bureau Régional, rapports de visites du Bureau Régional. 	Entretiens individuels. Global staff survey.		
5.4 Dans quelle mesure le système de suivi et évaluation, de reporting et de communication a-t-il	<ul style="list-style-type: none"> La conception du système de suivi et évaluation permet-elle de répondre à l'ensemble de ses missions (suivi du progrès et de la qualité des réalisations, mesures de résultats, appréciation des impacts) ? La conception du système de suivi et évaluation tien elle suffisamment compte des enjeux 	<ul style="list-style-type: none"> Unité M&E Plan de M&E, et outils. Normes PAM en matière de M&E Conseiller M&E au niveau du BR. 	Entretiens individuels. Documentation à fournir par le PAM	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
été adapté et efficace ?	liés à la problématique genre ?				Doute quant à l'information documentaire disponible
	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement effectif du système de M&E, et notamment, disponibilité des analyses (y compris baseline), procédures de contrôle de la qualité, usage de l'information de M&E par le PAM à différents niveaux. 				Informations difficiles à recouper
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance et de compréhension de la conception du système de suivi et évaluation par les différentes parties prenantes Appréciation, par les acteurs extérieurs (BR, Institutions nationales et locales, partenaires financiers, partenaires opérationnels) de la qualité et de l'utilité du reporting et de la communication relative au CP effectué par le PAM ? 	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires financiers. Personnel d'encadrement dans les institutions nationales concernées : Agence Nationale des Statistiques et de la Sécurité Alimentaire (ANASA) Direction Nationale des Cantines Scolaires, Service National des Actions Humanitaires (SENAH), Direction Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition Direction Nationale de Gestion des Catastrophes 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
5.6 Dans quelles mesures le système de pilotage a-t-il été adapté et efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> Régularité et appréciation de la performance par les différents acteurs du comité de pilotage. 	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Comité de Pilotage. Direction PAM, VAM, Programmes 	Entretiens individuels	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Nature des mesures et décisions prises par le comité de pilotage. 	<ul style="list-style-type: none"> Compte rendu des réunions de Copil 	Documentation à fournir par le PAM	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
	<ul style="list-style-type: none"> Exemples de blocages et de résolution de problèmes associés au fonctionnement du système de pilotage. 	<ul style="list-style-type: none"> Compte rendu des réunions de Copil. Membres du Comité de Pilotage. 	Documentation à fournir par le PAM et entretiens individuels		
5.7 Dans quelle mesure les systèmes de gestion des fonds ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les différents services impliqués et par les partenaires concernés de performance la gestion des fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> Logistique, Programmes, Partenaires d'exécution nationaux et ONG 	Entretiens individuels Enquête auprès des partenaires	Analyse d'entretiens Analyse quantitative de données d'enquête	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, du niveau de flexibilité et de contrôle dans la gestion des ressources financières. 	<ul style="list-style-type: none"> Logistique, Programmes, Partenaires d'exécution nationaux et ONG 	Entretiens individuels Enquête auprès des partenaires	Analyse d'entretiens Analyse quantitative de données d'enquête	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, de la mesure dans laquelle la réforme du système de gestion des ressources du PAM a-t-elle permis de répondre aux problématiques principales du CP en matière de gestion des fonds ? 	<ul style="list-style-type: none"> Direction, Unité Finances 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Capacités à produire des analyses des coûts permettant de répondre aux besoins de pilotages de différents acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Direction, Unité Finances, Programmes, Logistique 	Entretiens individuels	Analyse d'entretiens	

Questions	Indicateurs	Source d'information	Méthode de collecte de l'information	Méthode d'analyse de l'information	Qualité des informations disponibles
					Bonne
					Doute quant à l'information documentaire disponible
					Informations difficiles à recouper
5.8 Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique ont-ils été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de suivi de la performance du système logistiques : LTSH, délais, pertes 	<ul style="list-style-type: none"> Logistique 	Entretiens individuels Rapport logistiques	Analyse documentaire. Analyse d'entretiens	
	<ul style="list-style-type: none"> Existence de diagnostic du système logistique en place, et mesure prises pour en tenir compte. 	<ul style="list-style-type: none"> Logistic Capacity Assessment et démarches se suivi entreprises 	Documentation à fournir par le PAM	Analyse documentaire.	
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de satisfaction par les services concernés (programmes et finances), mais aussi par les partenaires opérationnels, du fonctionnement de la logistique du PAM dans le cadre de l'exécution du CP. 	<ul style="list-style-type: none"> Finances, Programmes, Partenaires d'exécution nationaux et ONG 	Entretiens individuels Enquêtes auprès des partenaires du PAM	Analyse d'entretiens Analyse quantitative de données d'enquête	

Annexe 3: Carte des opérations du PAM



Annexe 4: Documentation consultée

Documents généraux PAM		
PAM	2014	Cadre des résultats Stratégiques du PAM 2013-2017
PAM	2014	Minimum Monitoring Requirements
PAM	2013	Revised School Feeding Policy: Promoting innovation to achieve national ownership
Rykembusch et al	2013	Enhancing Nutrition: A New Tool for Ex-Ante Comparison of Commodity-based Vouchers and Food Transfers, World Development
PAM	2104	Manuel sur les transferts de type monétaire - Deuxième édition
PAM	2013	Nutrition at the World Food Programme ; Programming for Nutrition-Specific Interventions, December 2012
PAM	2015	Policy on Building Resilience for Food Security and Nutrition
PAM	2012	WFP nutrition policy, nutrition programs and food supplements Updated with new evidence, scientific knowledge and global partnerships
Documents relatifs au CP		
PAM	2013	CP 200326 - Project Document
PAM	2014	CP 200326 - Budget Revision 2
PAM	2016	CP 200326 - Budget Revision 3
PAM	2016	CP 200326 - Budget Revision 4
PAM	2017	CP 200326 - Budget Revision 5
PAM	2013-2017	CP 200326 - Plans de travail annuels 2013 - 2017
PAM	2018	Supplementary Budget Funding Fiscal Year 2017 Proposal for the Government of Japan
PAM	2014	Note conceptuelle Projet de prévention de la malnutrition chronique dans la région de Labé
PAM	2013	CP 200326 - Standard Project Report 2013
PAM	2014	CP 200326 - Standard Project Report 2014
PAM	2015	CP 200326 - Standard Project Report 2015

PAM	2016	CP 200326 - Standard Project Report 2016
PAM	2017	CP 200326 - Standard Project Report 2017
Republique de Guinée -MS	2017	Plan Annuel de Travail 2017 : Programme de Pays du PAM 200326
Republique de Guinée -MS	2015	Plan Annuel de Travail 2017 : Programme de Pays du PAM 200326
Republique de Guinée -MS	2016	Plan Annuel de Travail 2017 : Programme de Pays du PAM 200326
PAM	2015-2018	FLA différents partenaires
TdH	2014	Mise en place d'une Base Line pour le projet de prévention de la malnutrition chronique dans la préfecture de Labé du PAM
PAM	2016	EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET DE PREVENTION DE LA MALNUTRITION CHRONIQUE DANS LA REGION DE LABE
PAM	2017	PAM Guinée Rapport de mise en oeuvre du Projet Filets Sociaux [Volet Cantines Scolaires]
PAM	2017	Post Distribution Monitoring, Food Security assistance for people affected by resurgent Ebola and Epidemics in Guinea
PAM	2016	Post Distribution Monitoring (PDM) Composante 3 (volet FFA maraichage)
PAM	2016	Enquête de suivi post-distribution (PDM) - Du blanket supplementary feeding Analyse du processus des distributions de vivres dans la préfecture de Siguiri (Haute Guinée) sous la composante N°2 du CP-200326.
PAM	2016	Rapport de l'enquête Post-Distribution Monitoring (PDM) des rations d'huile au profit des ménages des écolières fréquentant les écoles à cantine.
PAM	2017	Enquête de revue finale du projet pilote Home Grown School Feeding (HGSF)
PAM	2017	HGSF - Rapport de l'After Action Review (AAR) – Examen Après-Action
PAM	2018	Rapport de la mission conjointe de supervision et le cadre de concertation avec les acteurs principaux dans la Préfecture de Gueckedou.
PAM	2016	Rapport de mission de supervision des programmes du PAM (cantines scolaires, nutrition et agriculture) par l'Unité Centrale de Coordination (UCC) dans les préfectures de Labé, Lélouma et Koubia
PAM	2016	Rapport de mission de supervision des programmes du PAM (cantines scolaires, nutrition et agriculture) par l'Unité de Coordination et de Coopération (UCC) dans les préfectures de Nzérékoré, Beyla et Lola
PAM	2018	présentation ssB de Kankan : Les activités réalisées dans le cadre de Country Programme
PAM	2017	Matrice d'analyse des écoles à cantines_2017-2018_18072017.xlsx

PAM	2017	Evolution des effectifs des cantines scolaires.xlsx
PAM	2017	Analyse des resultats d'evaluation des ecoles à cantines.xlsx
PAM	2016	BSFP and TSFP performance report _FR_Guinee _Decembre 2016
PAM	2017	Nombre de CRENAM Site PEC Nutrition VIH BFFP et 1000Jours.xlsx
Enfance du Globe	2016	Assistance alimentaire et nutritionnelles aux ménages ayant des enfants orphelins et sorties guéries d'Ebola dans quatorze (14) préfectures.
ABEF	2017	Rapport d'exécution projet CBT: «Assistance alimentaire pour les personnes touchées par la résurgence d'Ebola et des épidémies en Guinée, financement Supplementary Budget du Japon 2016, dans la préfecture de Kissidougou»
AID	2017	Rapport d'exécution projet CBT: «Assistance alimentaire pour les personnes touchées par la résurgence d'Ebola et des épidémies en Guinée, financement Supplementary Budget du Japon 2016"
OCPH	2017	Rapport d'exécution projet CBT: «Assistance alimentaire pour les personnes touchées par la résurgence d'Ebola et des épidémies en Guinée, financement Supplementary Budget du Japon 2016
CAED	2017	Rapport d'exécution projet CBT: «Assistance alimentaire pour les personnes touchées par la résurgence d'Ebola et des épidémies en Guinée, financement Supplementary Budget du Japon 2016
Inspectiosn Régionales de l'Education	2016	Tableaux des indicateurs de performance des écoles à cantines et des écoles sans cantines 2015/2016: régions de Labé, Kankan, Nzérékoré, Kindia
AGUITEB	2017	RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE BLANKET SUPPLEMENTARY FEEDING KOUROUSSA, SUPPORT NUTRITIONNEL AUX ENFANTS DE 6 A 59 MOIS DANS LA SOUS-PREFECTURE DE CISSELA DU 14 AU 30 JUILLET 2017
AJP	2016	Rapport Blanket feeding en faveur des enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et Mères allaitantes malnutries de la sous préfecture de Doko/Siguiri
AGUITEB	2016	RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE BLANKET SUPPLEMENTARY FEEDING SIGUIRI, SUPPORT NUTRITIONNEL AUX ENFANTS DE 6 A 59 MOIS, FEMMES ENCEINTES ET MERES ALLAITANTES DANS LES SOUS-PREFECTURES DE KINTIGNAN ET FRANWALIA DU 25 JANVIER AU 30 MARS 2016
EDG	2016	Rapport de distribution pour la prévention de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59mois dans la préfecture Siguiri (Kintinian, Doko et la commune urbaine

Documents Contexte

Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	2016	PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL 2016-2020
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	2016	Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable de la Guinée, 2016-2020
Ministère de l'éducation	2014	PROGRAMME SECTORIEL DE L'EDUCATION 2015-2017
République de Guinée MS	2012	Protocole National de de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë
République de Guinée	2018	Plan National de Contingence (PCN) de la République de Guinée
République de Guinée	2016	COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE L'ATELIER NATIONAL D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES ZONES ET DES POPULATION A RISQUE DE VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE SELON LE CADRE HARMONISE
République de Guinée	2015	POST-EBOLA SOCIO-ECONOMIC RECOVERY STRATEGY (2015-2017), Juin 2015
République de Guinée	2016	Politique nationale d'Alimentation et de Nutrition 2016-2025
République de Guinée	2014	RGPH ; décret 2015/229, présentant les résultats du recensement de la population et de l'habitat conduite en Mars 2014
PAM	2011	Document de stratégie pays (2013-2017)
UN	2016	Bilan Commun de Pays (BCP)
PAM	2015	Evaluation Approfondie de la Sécurité Alimentaire en Situation Urgence
UN	2016	Evaluation des Capacités nationales en matière de réduction des risques et de gestion des catastrophes en Guinée
PAM	2012	Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV)
PNUD	2016	EVALUATION FINALE DU PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE (UNDAF 2013-2017)
PAM	2017	An evaluation of WFP's L3 Response to the Ebola virus disease crisis (EVD) in West Africa (2014– 2015)
CILSS	2017	CONCERTATION REGIONALE SUR LA SAN AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST, BAMAKO (MALI), 27-29 Novembre 2017
PAM	2014	Renforcement d'un Dispositif National de Sécurité Alimentaire : L'initiative actuelle du PAM en Guinée Conakry
UNESCO	2015	RAPPORT SYNTHETIQUE DE LA GUINEE SUR L'EPT A L'HORIZON 2015

UN	2012	Analyse de la situation socio economique dans la région administrative de la région administrative de Kankan
CILSS	2017	MISSION CONJOINTE D'EVALUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DU MARCHE DES PRODUITS AGRICOLES EN GUINEE
CILSS - ECOAGRIS	2016	Analyse de l'économie des ménages de la zone de moyens d'existence du Piémont – Riz, Arachide, Horticulture – Guinée
CILSS - ECOAGRIS	2018	Analyse HEA - Zone GN07 :SAVANE ARBUSTIVE, RIZ, ORPAILLAGE, ELEVAGE
Ministère de l'Agriculture DNGR	2016	Etude d'évaluation et de capitalisation des programmes d'appuis à la filière riz de mangrove et étude de faisabilité d'un nouveau programme riz Basse Guinée
PAM Office of Evaluation	2017	An evaluation of WFP's L3 Response to the Ebola virus disease (EVD) crisis in the West Africa (2014-2015)
Banque mondiale	2014	. The Economic Impact of the 2014 Ebola Epidemic
Ministère de la Santé	2015	SMART 2015 - Enquête nationale nutrition-santé, basée sur la méthodologie SMART
Ministère de la Santé	2012	SMART 2011 - 2012 Enquête nationale nutrition-santé, basée sur la méthodologie SMART
République de Guinée	2012	Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS-IV)
République de Guinée	2017	MICS 2016 Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS 2016 Rapport des résultats clés Suivi de la situation des enfants et des femmes Avril, 2017
Ministère de la Santé	2017	Enquête SMART + ; Rapport des resultats Preliminaires (présentation/ 42 slids
HKI - UNicef - MS	2015	Enquête CAP MALNUTRITION AIGUE DANS LA REGION ADMINISTRATIVE DE KANKAN : CONNAISSANCES, ATTITUDES, PRATIQUES DES MERES
REACH	2016	Cartographie des intervenants et d'interventions en nutrition et en alimentation en Guinée
INS Ministère du Plan	2012	Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté ELEP-2012
République de Guinée	2014	EVALUATION DU STATUT NUTRITIONNEL ET DE LA VULNERABILITE DES PVVIH SOUS TRAITEMENT ARV ET DES FEMMES SUIVIES EN PTME
HKI MS	2017	Rapport de l'enquête de couverture selon la méthodologie SLEAC dans lrs distrcits de Siguiri Mandian Kerouane et Kouroussa
République de Guinée	2015	Situation globale des inégalités du genre et de la vulnérabilité en Guinée pour le plan de relance de développement post EBOLA

Annexe 5: Liste des personnes rencontrées

N°	Nom et Prénom	Structure	Fonction
PAM - BP Conakry			
1	NIZEYIMANA Edouard	PAM	Directeur Pays
2	COULIBALY Facoly	PAM	Responsable des Programme
3	BARRY Alseyny	PAM	Chargé de Programme
4	OTAKE Mai	PAM	Chargée de Programme CBT
5	Mme TRAORE Mariama KEITA	PAM	Procurement Dpt
6	Ouendénou Michel	PAM	Logistique supply chain
7	DRESSE Anaïs	PAM	Chargée VAM
8	Malado Kabo	PAM	Assistante Nutrition PAM
9	Youssouf Kaba	PAM	Cantine scolaire PAM
10	Kounda Traoré	PAM	HR PAM
11	Bhele Kolomou	PAM	M&E PAM
Partenaires et Services Centraux - Conakry			
12	Mme Inoue	Ambassade du Japon	Chargée de la coopération
13	KEITA Sékou	ANASA	Département Informatique
14	DIAKHABI Madiba	ANASA	Pdtion et Sécurité Aliment.
15	TALL Idrissa	ANASA	Statistiques Agricoles
16	SOUMAH Alseyny	ANASA	Base de Données
17	BANGOURA El Haj Alkaly	CGCUE	Directeur Général
18	dr Mahawa	CNLS	SG CNLS
19	dr Thiano Souleymane Diallo	CNLS	Chef dept de planification, Suivi Evaluation et recherche
20	Mme fatimata Sylla	DREAM	Coordinatrice du Centre
21	KEITA Bnou	FAO	Chargé de Programme
22	DIALLO Ibrahima Tanou	FIDA	Chargé Programme Pays
23	dr Fofana Mohamed	HKI	Coordinateur nutrition
24	Mme Keita Saran Fadima Kaba	MEN	Directrice nationale des cantines scolaire
25	M. Cisse Moucatar	MEN	Programmation DNCaS
26	M; Camara Mohamed Mouctar	MEN	Perennisation DNCaS

27	CAMARA Kerfalla	MGE	Directeur Général
28	KEITA Mory	MGE	Chargé Suivi Evaluation
29	CAMARA Fanta Moussa	MPCI	Chef Division
30	CAMARA Ouma Diallo	MPCI	DN adjointe OI
31	CAMARA Koly	MPCI	Point Focal PAM
32	Bangouna Beatrice,	MPCI	Chargée d'Etudes Section PAM.
33	dr Kourouma Mamadi	MSHP	Directeur National de la santé familiale
34	dr Daffe Mamady	MSHP DAN	Chef de la division nutrition de la DNSFN
35	Pascal Bonimy	Onusida	
36	Amadou Diallo,	PNUD	Chargé de la planification stratégique
37	Theoneste Gamza	PNUD	RC Team
38	CAMARA Mamadou Ciré	PNUD	Chargé Programme
39	Mme OUENDENO Delphine Millimono	SENAH	Directrice Adjointe
40	BAH El Hadj Mamadou Aliou	SENAH	Prévention
41	DIALLO Amadou	SNU	Programmation Stratégique
42	Sylvestre Tapsoba	UNICEF	Chef de la division nutrition de l'UNICEF
43	Jenifer Mbabazi	USAID	Chargée de programme
44	Abdoulaye Wansan BAH	CFS	Coordonnateur CFS
Réunion Debriefing Conakry			
43	GUEIRAULT Sébastien	Ambassade Japon	Assistan de Coopération
44	CAMARA Moussa	BSD/Education	Chef Section
45	Dr DIALLO Saliou Dian	Chargé de Programme	OMS
46	DIALLO Ibrahima Tanou	Chargé Porogramme	FIDA
47	CAMARA Salifou	DAN/M Santé	Chef Section
48	CISSE Mouctar	DNCAS	Chargé Programme
49	KOLOMOU Bhélé	PAM - Guinée	M&E
50	OUENDENO Fara Michel	PAM - Guinée	Supply Chain
51	Dr KABA Maladho	PAM - Guinée	Nutrition
52	KABA Youssouf	PAM - Guinée	Cantines Scolaires
53	PTAKE Maï	PAM - Guinée	Programme
54	FILIPPO Pompili	PAM BR DAKAR	Evaluation
55	TA"SOBA Sylvestre	UNICEF/nutr	Chef Section
Sous Bureau de N'Zérékoré PAM			
56	KANDIONI Poulain	Sous Bureau PAM	Directeur
57	KAMANO Koumba	Sous Bureau PAM	Assistante Programme
57	DELAMOU Bernard	Sous Bureau PAM	Responsable Logistique

58	HONOMOUCécé	Sous Bureau PAM	Point Focal C 3
58	Danielle Provot, Peace Corps.	Sous Bureau PAM	M&E Assistante
59	Samio Alexandre	Sous Bureau PAM	M&E Support , Peace Corps
59	Tia Rudd	Sous Bureau PAM	M&E Support , Peace Corps
60	André Gebou,	Sous Bureau PAM	Log Assistant
60	Lea Dimin KPOGHOMOU	Sous Bureau PAM	point focal nutrition
61	Sada BOCOUM	Sous Bureau PAM	point focal cantine
61	Yayé Ousmane BALDE,	Sous Bureau PAM	Assistante Admin. Finances PAM
62	THEA Agnès Aimée	Sous Bureau PAM	Point Focal C3
Partenaires Nzérékoré			
63	KOUROUMA Henriette	Agriculture	Directrice Régionale
64	LENO Tamba Emmanuel	BSD	Directeur Région
64	dr Abdoulaye Akbar YanSané	CNLS	Coordonateur régional
65	SAMOURA Sory	DPE	Point Foacal PAM
65	M. Sekou Condé	DRS	VIH
66	KOUROUMA Saramoudou	DPE	Directeur Préfectoral
66	M. Saramoudoukoudo	MEN	Directeur préfectoral de l'éducation
67	M. Samoura Soly	MEN	Pt focal cantine
67	dr Bogora Gouavogui	MSHP	point focal nutrition DRS NZ
68	dr Mathieu Loua	MSHP	Interim du DRS
68	dr Bazile Dopavogui	UNICEF	Responsable section nutrition
69	dr Blemou	UNICEF	Assistant technique
69	19 cadres de l'IRE et de la DPE (DPE + adjoints + cadres)	IRE	IRE, entretien de groupe
70	Gbato Donzo,	IRE	Chef section enseignement secondaire
70	Moussa Diakité	DPE	DPE
71	Maxime Honomou,	IRE	Chef section statistiques planification IRE
ONG NZEREKORE (focus group)			
72	NYANKOYE KOIMENI TOUARO	OCPH/Caritas	Chargé de Programme
73	MORIBA SAGNO	CEAD	Chargé de Programme
74	ALAIN KOTEMBEDOUNO	ANCG	Directeur Executif
75	FAYA FIDEL FEINDOUNO	ANCG	Responsable Programme
76	NYANKOYE POLA LOUA	CEAD	Directeur Executif
77	BALLA GUILAVOGUI	ABEF	Chargé de Programme
78	THERESE KOIVOGUI	CEAD	Animatrice
79	KARAMOKO SOULEIMANE TOLNO	CEAD	Responsable Nutrition
80	MARTHE MAOMY	OCPH/Caritas	Animatrice
81	FOROMO LOUA	EVSG	Président

82	MORY KOUROUMA	EVSG	Assistant
83	BERNADETTE KPOGHOMOU	REGAP+	Secrétaire
84	HAWA GOTO KOLIE	REGAP+	Coordinatrice
85	POKPA PATRICE LOUA	GADEC	Directeur Exécutif
86	NEMA LAURENT KONE	MGE	Superviseur
87	EMILY W. SLOBO	TWIN	Directrice Exécutive
88	ALEXANDRE KOLIE	OCPH/Caritas	Directeur
89	GEORGES HABA	RADIG	Secrétaire Administratif
90	PAUL KOUROUMA	RADIG	Président
91	DANIEL KOLIE	OCPH/Caritas	Gestionnaire
BENEFICIAIRES / Sites d'intervention			
92	gmpt Sorymansare	Grpmt Maraîcher	Comité de gestion du gpmet
93	MANSARE Fayiré	Président	Comité de Gestion Cantine
94	SYLLA Mohamed Samassy	Gérant	Marché
95	Sila Sanoussi Mohamed	Commerçant	Marché de Kissidougou
96	3 cantinières	communauté	Kokota 2
97	HABA Germaine	Grpmt Maraîcher	Présidente
98	KONOMOU Niankoye	Ecole Kokota 2	Directeur
99	KONOMOU Germaine	Ecole Kokota 3	Cuisinière
100	2 cantinières	communauté	cantinière Koulé 3
101	2 élèves : 1 fille et 1 garçon	communauté	Elèves
102	GBAMOU Nono Agnès	Commerçante	Marché
103	KOLAMOU Gopou	Commerçante	Marché
104	NINAMOU Sékou Togba	Ecole Koulé 3	Directeur
105	Delamou Nyankoye,	Ecole Koulé 1.	Directeur.
106	Sarmodou Kourouma,	DPE Lola	DPE
107	Groupement Maraîcher de Balemou,	Balemou	focus group : membres du groupement.
108	Namplesse Maoro	Ecole de Dosso,	Directeur
109	Eugène Haba,	Ecole de Dosso,	Adjoint.
110	Janette Somome,; Mado Traore, Rosalie Traore, Aminata Camara,	Ecole de Dosso,	Prés comité G
111	3 cuisinières	Ecole de Dosso,	cuisinières
112	Gboo Niamy Laurent,	Ecole de Dosso,	Président APEAE
113	Gpe élèves	Ecole de Dosso,	élèves
114	Faya Manadi	DPE Gueckedou	PF CaS DPE
115	Germain Millimouno + membres.	Gpmt	Pste Union des femmes de Gueckedou
116	Kayalé Doré	Ecole de Kenemani	Directeur.
117	Moussa Millimouno	Ecole de Kenemani	vice-président APAE

118	Faya Jonas Yeraduno	Ecole de Kenemani	Président APAE
119	Alexi Yaradouno	Ecole de Kenemani	Enseignant école Kénémani, Guéckédou
120	Faya Roger Tolno,	Ecole de Kenemani	Président CG,
121	4 cuisinières	Ecole de Kenemani	entretien de groupe cuisinière
122	Nabilaye Moussa Mara.	Ecole de Quatre Kamah	, Directeur :
123	Sia Koura Boiduno	Ecole de Quatre Kamah	présidente du groupement et cheffe des cuisinières,
124	Mme KEBE Lamah	Union Etuveuese	Présidente
125	Zouhoupe Zogbelemou	directeur	directeur école Yeleta 1
126	Sofonde Tomo,	Ecole de Wam	directeur
127	Edouard Ouendéno	Ecole de Wam	enseignants
128	, Michel Yokroméno	Ecole de Wam	enseignants
129	, Sâa Antoine Tolno	Ecole de Wam	enseignants
130	, Mamady Koundouno	Ecole de Wam	enseignants
131	, Zaoro Lamah,	Ecole de Wam	enseignants
132	Faya Tinguiano	Ecole de Wam	P/APEAE,
133	Moussa Kaba –	Ecole de Wam	VP/APEAE,
134	Martin Tolno	Ecole de Wam	Secrétaire APEAE
135	François Kamano	Ecole de Wam	Parent d'élève.
136	Etienne Fara Tenkiano	DPA	Gueckedou, point focal PAM
137	Ninamou Togba Sékou,	Ecole KOULE,	Directeur
138	Moriké KOUROUMA	Ecole KOULE,	Président Comité de Gestion, Président APEAE de l'EP de KOULE
139	Saramoudou KOUROUMA,	DPE	Directeur préfectoral. Au poste depuis 2017
140	François,	DPE	Adjoint DPE
141	Moussa Loua	DPE	Cadre DPE
142	Samori Sory	DPE	Point focal Lola
143	Madeleine KOIBA,	école PALEMOU 2	Directrice Lola
144	Maxim Mamy	école PALEMOU 2	Président APAE
145	Thomson Gbonimy	école PALEMOU 2	Secrétaire APEAE Palémou
146	Gpe élèves	école PALEMOU 2	élèves
147	Pst du District	école PALEMOU 2	pst du district
148	Pékona Mamy	école PALEMOU 1	Président APEAE Palémou1
Sous Bureau de Kankan			
149	MUKAMPWALI Espérance	Sous Bureau	Directrice
150	Mme THIAM Aissata	Sous Bureau	Chargé Cantine Scolaire
151	Mme BALDE Maryétou	Sous Bureau	Chargée des Groupements
152	DIALLO Amadou Oury	Sous Bureau	Chargé Nutrition

153	Caroline Hamock	Sous Bureau	Appui M&E Peace Corps
154	KONATE Fady	Sous Bureau	Chargé du Suivi Evaluation
Partenaires Kankan			
125	DIAWARA Djiramba	ABE	Coordonnateur National
126	Mamdou Keita	AJP	Superviseur
127	CAMARA Morikèn	APEAE - Moussaya	Président
128	DIAKITE Mafing	Chambre Agriculture	Président
129	DIALLO Issiaga	DPA	Directeur Préfectoral
130	CONDE Moussa Dian	DPA	COA
131	CAMARA Djigui M'Ballou	DPE	Point Focal
132	GUILAVOGUI Georges	DPE	Directeur Préfectoral
133	DIAKITE Oumar	DPE	Point Focal Cantine Scolaire
134	CONDE Mamadi	DPE	Directeur Préfectoral
135	DIALLO Fodé	DPE	Point Focal Cantine Scolaire
136	Dr Aïchata Condé	DPS	Kouroussa
137	Dr Aïchata Condé	DPS	Kouroussa
138	Dr CISSE Moussa	DPS	Directeur
139	SIDIBE Cheick Abdel Khadre	DRA	Chargé des Statistiques
140	CAMARA Louis	DRA	Chargé du BSD
141	KEITA Balla Moussa	DRA	Point Focal
142	KEITA Famoro	DRE	Directeur Régional
143	SANGARE Djoumé	Ecole Primaire	Directeur
144	BARRY Mamadou Cellou	Ecole Primaire	
145	LENO Tamba Frédéric	Ecole Primaire	Directeur
146	KOUYATE Fodé	Ecole Primaire	Directeur
147	KEITA Saraba	Grpmt Maraîcher	Présidente
148	dr Kalivogui Emmanuel	HKI	Chef bureau, coordonateur AGRANDIS-Nut
149	Famoro Keita	IRE	Inspecteur régional de l'Education
150	Djiramba Diawara	MEEF, Dir nale des eaux et forêts	Coordonateur du projet PNUD FEM AbE-HG
151	SYLLA Aboubacar	PCK -	Coordonnateur National
152	Aboubacar Sylla	PNUD	Coordonateur PCK
153	Mme Djamila Sidibe	Pt focal Nut	DPS Mandiana
154	?	Pt focal Nut	CS de Morodou
155	NIARE Mohame	Région Administrative	Gouverneur
156	Dr TOURE N'Mah	UNICEF	Responsable Nutrition
157	MILLIMONO Siba	UNICEF	Chargé éducation
ONG Partenaires du Sous Bureau de Kankan (focus group)			
158	CONDE Ansoumane	AJP	Chargé de Programme

159	SOW Abdoulaye	Enfants du Globe	CCP
160	KOULIBALY Serge Léo	Enfants du Globe	DE
161	CAMARA Sarata Mady	AGPIC	Directeur Exécutif
162	MANSARE Oumar	APIF	Secrétaire Exécutif
163	SOW Mamadou Bailo	IBDDG	Animateur
Sous Bureau de Labé			
164	Sanoussy Barry,	Sous Bureau	Chef du Sous-Bureau de Labé
165	Awa Thiam,	Sous Bureau	Field Monitor, Point focal nutrition et genre pour le bureau de Labé
165	Kalil Camara	Sous Bureau	Point focal cantine / agriculture, IRE
166	Diallo Amadou Tijani,	Sous Bureau	Monitoring Assistant, point focal M&E du SB Labé.
Partenaires Labé			
167	Dr Haby Diallo,	DPS Labé -	DPS
168	Dr Diallo Abdulaye Ibrahim MCM	DPS Labé -	MCM
169	Mamadou Lamine Bah	CS Dalein	Agent PEV
170	Guilao Pierrette Toupou,	IRE	IRE
171	Aliou Souaré	IRE	Point focal IRE Labé
172	Ibrahim Keita	CS Dalein	Agent PEV;
173	Maraima Bah	CS Dalein	Agent CPN
174	Femmes bénéficiaires (et non BNF)	CS Dalein.	Projet 1.000 jours
175	Keita Sadjema	Poste de Santé de Madina Kansagi.	chef de poste,
176	Focus Group – équipe ASD.	ASD	Agents ONG
177	Madame Saw Aissatou,	Hôpital de labé –	
178	Dr Mohamed Bah.	Hôpital de labé –	
179	Kouyata Maryam	Centre de Santé Labé –	ATS - PCMAM
180	Fatimata Houssa Baldé	AGBEF –	
181	Dr Fofana Mohamed	CNLS Labé –	
182	Dr Issa Diakité	CNLS Labé –	
183	Groupement « Ballal doudhal »	école primaire Ley Holo	
184	Djénaba Koulibaly,	école primaire Ley Holo	Présidente Gmp
185	Djénabou Diallo, trésorière	école primaire Ley Holo	trésorière gpmt
186	Mariama Bènthè Diallo,	école primaire Ley Holo	Affaires sociales gpmt
187	groupe Elèves	école primaire Ley Holo	élèves
188	Adama Kouyaté, D	école primaire Ley Holo	Directeur
189	Mamadou Dian Baldé, DSPE depuis 5 mois	école primaire Ley Holo	directeur

190	Boubacar Sidy Diallo,	école primaire Ley Holo	P/APEAE
191	Souleymane Kaba, DPE Lélouma	DPE	DPE
192	Hassimiou Barry,	DPE	Point focal cantines, DPE Lélouma
193	Alsény Diallo	école primaire Kénéry	directeur
194	Souleymane Diallo	école primaire Kénéry	enseignant
195	Boubacar Diallo,	école primaire Kénéry	Président district
196	Mamadou Moussa Diallo	école primaire Kénéry	P/APEAE,
197	Ibrahima Diallo	école primaire Kénéry	trésorier APEAE
198	3 mères d"élèves	école primaire Kénéry	Mères d'élèves
199	Ehadj Baldé,	Ecole de Koundjéya	P/District
200	23 membres de la notabilité de Koundjéya	Ecole de Koundjéya	Groupe communauté
201	Mamadou Dian SOW	Ecole de Koundjéya	, P/APEAE,
202	Fatoumata Binta Baldé	gmp	P/Groupement « Ballal lekkol »
203	36 membres du groupement	gmpt	entretien de groupe
204	Directeur école primaire de Missira	ecole de Missira	directeur
205	Directeur sous préfectoral de l'éducation	DSPE	Directeur
206	Groupements « haldi fotti » et « Wakkilarè » de Missira	gpmt	entretien de groupe
207	Directeur école	Ecole de Sarékindjan	DE
208	DSPE	Sarékindjan	DSPE
209	P/APEAE	Ecole de Sarékindjan	P/APEAE
210	membres groupements,	Ecole de Sarékindjan	membres groupements,
211	élèves	Ecole de Sarékindjan	élèves
212	Directeur école	Ecole de Kounantou,	DE
213	P/District	Ecole de Kounantou,	P/District
214	P/APEAE	Ecole de Kounantou,	P/APEAE
215	membres groupements	Ecole de Kounantou,	membres groupements
216	Kamano Fara	DPE Koubia	DPE Koubia
217	Amadou Oury Sow,	DPE Koubia	point focal
218	Abdourahmane Baldé	DPE Koubia	Cadre DPE
ONG Partenaires du Sous Bureau de Labé (focus group)			
219	Kadiatou Diallo	AGBEF	Présidente de l'antenne locale
220	Boubacar Diallo,	CAM,	Superviseur

220	Boubacar Diallo	UGVD;	Superviseur
221	Mamadou Baldé	CAM,	Superviseur
221	Mohamed Diallo	CAM,	Superviseur
222	Abdulaye Sow,	AGIPAL	Coordinateur AGIPAL

Annexe 6: Outils de collecte de l'information

A 6.1 - Checklist pour les entretiens individuels conduits auprès du personnel du PAM

Questions	Indicateurs	WFP								
		REP	Prog	VAM	M&E	Log	Admin-Fi	HR	SB	BR
1. Pertinence										
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins des groupes cibles, et notamment des problématiques liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence, mise à jour régulière et qualité des études préalables, et justification des choix stratégiques compte tenu des résultats de ces études. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Mesure dans laquelle ces analyses fournissent une compréhension de <u>l'ensemble des causes</u> sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte de la problématique genre dans ces études. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels. 			1						
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes 									
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales ?	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les documents stratégiques et d'orientations générales du gouvernement et avec les politiques et programmes sectoriels. 	1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les plans de développement régionaux et communaux. 								1	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les institutions nationales, régionales et communales de la contribution du CP à la réalisation de leurs priorités. 									

Dans quelle mesure la conception du CP est-elle alignée avec les stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec la stratégie d'intervention du PAM 2013 –2017 en Guinée. 	1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Degré de conformité de la conception du CP avec les politiques sectorielles du PAM. 	1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement avec les priorités de l'UNDAF en Guinée. 	1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et avancées en matière de processus de programmation conjointe (notamment avec l'UNICEF et la FAO). 	1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence du CP avec les stratégies des principaux partenaires financiers du PAM en Guinée. 	1								
2. Cohérence et connectivité										
Dans quelle mesure le CP tient-il compte des leçons tirées des programmes antérieurs et en valorise les acquis?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'analyse des leçons tirées de programmes antérieurs. 	1	1	1	1					
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de la prise en compte de ces leçons dans la conception du CP. 		1	1						
Dans quelle mesure les différentes composantes et activités du CP sont-elles complémentaires et articulées entre elles ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de recherche de synergies entre composantes sur le plan stratégique. 	1		1						
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de matérialisation de synergies entre composantes sur le plan opérationnel. 		1							
Dans quelle mesure le CP est-il complémentaire et bien articulé avec les autres opérations mises en œuvre sur la période 2013-2017 ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de recherche de synergies et de complémentarités stratégiques entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	1	1	1	1				1	
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences d'articulations opérationnelles entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	1	1	1	1				1	
Dans quelle mesure la conception stratégique et opérationnelle du CP est-elle cohérente avec les capacités des institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un travail de diagnostic conduit ou approprié par le PAM sur les capacités des institutions nationales dans les domaines concernés par le CP. 	1	1							
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de convergence entre les analyses du PAM et des institutions nationales vis à vis de leurs besoins en matière de renforcement des capacités. 	1	1	1						

nationales dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'actions spécifiques visant aux renforcements des capacités des acteurs publics. 		1	1							
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence avec les besoins identifiés par le PAM et ses partenaires. 										
Dans quelle mesure la mise en œuvre du CP est-elle coordonnée avec l'action d'autres acteurs dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'implication du PAM dans les dispositifs de coordination global et sectoriels. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau décentralisé, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par autres acteurs du secteur (UN, ONG, autres PTF intervenant dans les secteurs concernés) au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 								1		
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence d'ajustements (harmonisation de pratiques, ajustement de ciblage géographique pour éviter les doublons et combler les gaps...) de la part du PAM au d'autres acteurs, faisant suite à des efforts de coordination. 		1	1							
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de contribution du PAM au renforcement des capacités nationales de coordination dans les secteurs concernés par le CP. 		1	1							
3. Efficacité											
Mesure dans laquelle les activités ont été mises en œuvre conformément aux planifications?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de réalisation des activités (nombre de bénéficiaires désagrégé par année de mise en œuvre, âge et genre, quantité d'intrant par bénéficiaires). 										
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs de réalisation complémentaires (désagrégés par année de mise en œuvre, et par genre si disponible). 										
	<ul style="list-style-type: none"> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications. 		1		1					1	
Dans quelle mesure les interventions ont-elles atteint les objectifs et résultats fixés ?	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs d'effets issus du système de reporting, y compris portant sur les questions transversales (genre, protection et partenariat). 										
Dans quelle mesure la stratégie de ciblage envisagée a-t-elle été	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage géographique et les réalisations, et en cas de divergence, raisons de ces divergences. 		1	1	1						

mise en œuvre , notamment vis-de critères liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre - , et, en cas de divergence, raisons de ces divergences. 		1	1	1						
Dans quelle mesure les modalités d'intervention ont été adaptées aux résultats visés.	<ul style="list-style-type: none"> Modalités de transferts : existence de calculs de valeurs oméga, et adaptation des modalités à ces résultats. 			1							
	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés. 				1						
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des modalités d'intervention. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes. 				1				1		
Niveau de contribution du CP à l'atteinte des résultats observés	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance de l'ensemble des facteurs susceptibles de contribuer à l'évolution des <u>résultats</u> mis en évidence par le système de suivi. 		1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM. 		1	1	1						
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés. 		1	1	1						
4. Impact et durabilité											
Evolution de la situation en matière d'accès à l'éducation et de nutrition des groupes vulnérables, d'insécurité alimentaire et de préparation aux urgences en Guinée sur la période 2013-2017.	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques sectorielles nationales, et dans la mesure du possible, désagrégation par région, âge, et genre. 										
Evolution de causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et en particulier les questions relatives aux inéquités de	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques concernant les causes sous-jacentes identifiées dans la stratégie pays 2013-2017. 										
	Insécurité Alimentaire : rendements des cultures, la dégradation des terres, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations et le manque de diversité des sources de revenus au sein des ménages pauvres ;										

genre.	Nutrition : l'utilisation inappropriée de la nourriture, les mauvaises habitudes alimentaires et la détérioration des conditions sociales et économiques des ménages, inégalités liées au genre.																			
	• Autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris inégalités de genre) et information permettant de décrire leurs évaluations à l'échelle du pays.																			
Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	• Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP.			1															1	
	• Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP.																			
Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	• Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.			1															1	
Niveau de soutenabilité financière du CP	• Dans la mesure du possible - coût par bénéficiaires pour chaque activité (hors et avec DSC).		1					1	1											
	• Coût par bénéficiaires pour des activités comparables conduites par les institutions nationales.																			
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	• Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles.																		1	
	• Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les institutions publiques au niveau national ou décentralisé.																		1	
	• Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les partenaires opérationnels.																		1	
5. Efficience																				
Dans quelle mesure les modalités d'interventions ont elle été efficaces ?	• Evidence de conduite d'études de la valeur alpha.			1																
	• Adaptation des modalités d'intervention aux résultats de ces études.		1	1																
	• Clarté, transparence des processus de sélection et des accords de partenariat.		1																	

	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les partenaires du PAM, de la qualité du dialogue et de l'appui technique du PAM vers ses partenaires (y compris institutions nationales). 													
Dans quelle mesure les ressources et appuis techniques ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de Ressources Humaines aux postes techniques clés pour la conception et d'exécution du CP, notamment concernant le niveau d'expertise requis pour adresser les questions liées au genre. 	1							1	1	1			
	<ul style="list-style-type: none"> Fréquence et qualité de l'appui technique reçu par les BR. 	1	1	1	1	1	1					1		
Dans quelle mesure le système de suivi et évaluation, de reporting et de communication a-t-il été adapté et efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> La conception du système de suivi et évaluation permet-elle de répondre à l'ensemble de ses missions (suivi du progrès et de la qualité des réalisations, mesures de résultats, appréciation des impacts) ? 				1							1		
	<ul style="list-style-type: none"> La conception du système de suivi et évaluation tien elle suffisamment compte des enjeux liés à la problématique genre ? 				1							1		
	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement effectif du système de M&E, et notamment, disponibilité des analyses (y compris baseline), procédures de contrôle de la qualité, usage de l'information de M&E par le PAM à différents niveaux. 				1							1		
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance et de compréhension de la conception du système de suivi et évaluation par les différentes parties prenantes 													
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les acteurs extérieurs (BR, Institutions nationales et locales, partenaires financiers, partenaires opérationnels) de la qualité et de l'utilité du reporting et de la communication relative au CP effectué par le PAM ? 													
Dans quelles mesures le système de pilotage a-t-il été adapté et efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> Régularité et appréciation de la performance par les différents acteurs du comité de pilotage. 	1	1											
	<ul style="list-style-type: none"> Nature des mesures et décisions prises par le comité de pilotage. 													
	<ul style="list-style-type: none"> Exemples de blocages et de résolution de problèmes associés au fonctionnement du système de pilotage. 	1	1											
Dans quelle mesure les systèmes de gestion des fonds ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les différents services impliqués et par les partenaires concernés de performance la gestion des fonds. 		1				1							
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, du niveau de flexibilité et de contrôle dans la gestion des ressources financières. 		1				1							
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, de la mesure dans laquelle la réforme du système de gestion des ressources du PAM a-t-elle permis de répondre aux problématiques principales du CP en matière de gestion des fonds ? 	1						1						

	<ul style="list-style-type: none"> Capacités à produire des analyses des coûts permettant de répondre aux besoins de pilotages de différents acteurs. 	1	1			1	1				
Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique ont-ils été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de suivi de la performance du système logistique : LTSH, délais, pertes 					1					
	<ul style="list-style-type: none"> Existence de diagnostic du système logistique en place, et mesure prises pour en tenir compte. 					1					
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de satisfaction par les services concernés (programmes et finances), mais aussi par les partenaires opérationnels, du fonctionnement de la logistique du PAM dans le cadre de l'exécution du CP. 	1	1								

A 6.2 Checklist pour les entretiens individuels conduits auprès des institutions publiques

Questions	Indicateurs	Institutions gouvernementales au niveau central							Institutions gouvernementales au niveau décentralisé		
		Direction Nationale de la Coopération	Agence Nationale des Statistiques et de la Sécurité Alimentaire (ANASA)	Direction Nationale des Cantines Scolaires,	Service National des Actions Humanitaires (SENAH),	Direction Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition	Direction Nationale de Gestion des Catastrophes	Directions Préfectorales et Communales de l'Education	Direction des Ecoles	Direction Préfectorale de la Santé, Centre de Santé	Services déconcentrés de l'agriculture
1. Pertinence											
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins des groupes cibles, et notamment des problématiques liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence, mise à jour régulière et qualité des études préalables, et justification des choix stratégiques compte tenu des résultats de ces études. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Mesure dans laquelle ces analyses fournissent une compréhension de <u>l'ensemble des causes</u> sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte de la problématique genre dans ces études. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels. 	1	1	1	1	1	1				
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes 	1	1	1	1	1	1				
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les documents stratégiques et d'orientations générales du gouvernement et avec les politiques et programmes sectoriels. 	1	1	1	1	1	1				

besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales ?	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les plans de développement régionaux et communaux. 									1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les institutions nationales, régionales et communales de la contribution du CP à la réalisation de leurs priorités. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle alignée avec les stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec la stratégie d'intervention du PAM 2013 –2017 en Guinée. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Degré de conformité de la conception du CP avec les politiques sectorielles du PAM. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement avec les priorités de l'UNDAF en Guinée. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et avancées en matière de processus de programmation conjointe (notamment avec l'UNICEF et la FAO). 												
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence du CP avec les stratégies des principaux partenaires financiers du PAM en Guinée. 												
2. Cohérence et connectivité													
Dans quelle mesure le CP tient-il compte des leçons tirées des programmes antérieurs et en valorise les acquis?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'analyse des leçons tirées de programmes antérieurs. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de la prise en compte de ces leçons dans la conception du CP. 												
Dans quelle mesure les différentes composantes et activités du CP sont-elles complémentaires et articulées entre elles ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de recherche de synergies entre composantes sur le plan stratégique. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de matérialisation de synergies entre composantes sur le plan opérationnel. 												
Dans quelle mesure le CP est-il complémentaire et bien articulé avec les autres opérations mises en œuvre sur la période 2013-2017 ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de recherche de synergies et de complémentarités stratégiques entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences d'articulations opérationnelles entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 												

Dans quelle mesure la conception stratégique et opérationnelle du CP est-elle cohérente avec les capacités des institutions nationales dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un travail de diagnostic conduit ou approprié par le PAM sur les capacités des institutions nationales dans les domaines concernés par le CP. 	1	1	1	1	1	1				
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de convergence entre les analyses du PAM et des institutions nationales vis à vis de leurs besoins en matière de renforcement des capacités. 	1	1	1	1	1	1				
	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'actions spécifiques visant aux renforcements des capacités des acteurs publics. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence avec les besoins identifiés par le PAM et ses partenaires. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dans quelle mesure la mise en œuvre du CP est-elle coordonnée avec l'action d'autres acteurs dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'implication du PAM dans les dispositifs de coordination global et sectoriels. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 	1	1	1	1	1	1				
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau décentralisé, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 							1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par autres acteurs du secteur (UN, ONG, autres PTF intervenant dans les secteurs concernés) au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence d'ajustements (harmonisation de pratiques, ajustement de ciblage géographique pour éviter les doublons et combler les gaps...) de la part du PAM au d'autres acteurs, faisant suite à des efforts de coordination. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de contribution du PAM au renforcement des capacités nationales de coordination dans les secteurs concernés par le CP. 	1	1	1	1	1	1				
3. Efficacité											
Mesure dans laquelle les activités ont été mises en œuvre conformément aux planifications?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de réalisation des activités (nombre de bénéficiaires désagrégé par année de mise en œuvre, âge et genre, quantité d'intrant par bénéficiaires). 										
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs de réalisation complémentaires (désagrégés par année de mise en œuvre, et par genre si disponible). 										
	<ul style="list-style-type: none"> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications. 										

Dans quelle mesure les interventions ont-elles atteint les objectifs et résultats fixés ?	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs d'effets issus du système de reporting, y compris portant sur les questions transversales (genre, protection et partenariat). 											
Dans quelle mesure la stratégie de ciblage envisagée a-t-elle été mise en œuvre, notamment vis-de critères liés au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>géographique</u> et les réalisations, et en cas de divergence, raisons de ces divergences. 			1						1		
	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre -, et, en cas de divergence, raisons de ces divergences. 								1	1	1	1
Dans quelle mesure les modalités d'intervention ont été adaptées aux résultats visés.	<ul style="list-style-type: none"> Modalités de transferts : existence de calculs de valeurs oméga, et adaptation des modalités à ces résultats. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des modalités d'intervention. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes. 											
Niveau de contribution du CP à l'atteinte des résultats observés	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance de l'ensemble des facteurs susceptibles de contribuer à l'évolution des <u>résultats</u> mis en évidence par le système de suivi. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
4. Impact et durabilité												
Evolution de la situation en matière d'accès à l'éducation et de nutrition des groupes vulnérables, d'insécurité alimentaire et de préparation aux urgences en Guinée sur la période 2013-2017.	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques sectorielles nationales, et dans la mesure du possible, désagrégation par région, âge, et genre. 											

Evolution de causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et en particulier les questions relatives aux inéquités de genre.	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques concernant les causes sous-jacentes identifiées dans la stratégie pays 2013-2017. 												
	Insécurité Alimentaire : rendements des cultures, la dégradation des terres, la faiblesse du pouvoir d'achat des populations et le manque de diversité des sources de revenus au sein des ménages pauvres ;												
	Nutrition : l'utilisation inappropriée de la nourriture, les mauvaises habitudes alimentaires et la détérioration des conditions sociales et économiques des ménages, inégalités liées au genre.												
	<ul style="list-style-type: none"> Autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris inégalités de genre) et information permettant de décrire leurs évaluations à l'échelle du pays. 												
Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP. 												
Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Niveau de soutenabilité financière du CP	<ul style="list-style-type: none"> Dans la mesure du possible - coût par bénéficiaires pour chaque activité (hors et avec DSC). 												
	<ul style="list-style-type: none"> Coût par bénéficiaires pour des activités comparables conduites par les institutions nationales. 	1	1	1	1	1	1						
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles. 												
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les institutions publiques au niveau national ou décentralisé. 							1	1	1	1		
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les partenaires opérationnels. 												
5. Efficience													
Dans quelle mesure les modalités d'interventions ont elle été efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de conduite d'études de la valeur alpha. 												

efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, du niveau de flexibilité et de contrôle dans la gestion des ressources financières. 			1					1		
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, de la mesure dans laquelle la réforme du système de gestion des ressources du PAM a-t-elle permis de répondre aux problématiques principales du CP en matière de gestion des fonds ? 										
	<ul style="list-style-type: none"> Capacités à produire des analyses des coûts permettant de répondre aux besoins de pilotages de différents acteurs. 										
Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique ont-ils été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de suivi de la performance du système logistiques : LTSH, délais, pertes 										
	<ul style="list-style-type: none"> Existence de diagnostic du système logistique en place, et mesure prises pour en tenir compte. 										
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de satisfaction par les services concernés (programmes et finances), mais aussi par les partenaires opérationnels, du fonctionnement de la logistique du PAM dans le cadre de l'exécution du CP. 			1					1		

A 6.3 - Checklist pour les entretiens individuels conduits auprès des autres acteurs

Questions	Indicateurs	Donateurs	UN	OP	IMF	ONG

		USAID, Japon, Canada,...	PNUD	FAO	FIDA	OMS	UNICEF			
1. Pertinence										
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins des groupes cibles, et notamment des problématiques liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence, mise à jour régulière et qualité des études préalables, et justification des choix stratégiques compte tenu des résultats de ces études. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Mesure dans laquelle ces analyses fournissent une compréhension de l'ensemble des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte de la problématique genre dans ces études. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels. 							1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes 									
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle pertinente vis à vis des besoins et priorités du gouvernement et des administrations locales ?	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les documents stratégiques et d'orientations générales du gouvernement et avec les politiques et programmes sectoriels. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec les plans de développement régionaux et communaux. 	1								
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les institutions nationales, régionales et communales de la contribution du CP à la réalisation de leurs priorités. 	1								
Dans quelle mesure la conception du CP est-elle alignée avec les	<ul style="list-style-type: none"> Alignement du CP avec la stratégie d'intervention du PAM 2013 –2017 en Guinée. 									

stratégies et politiques du PAM et de ses partenaires.	<ul style="list-style-type: none"> Degré de conformité de la conception du CP avec les politiques sectorielles du PAM. 																		
	<ul style="list-style-type: none"> Alignement avec les priorités de l'UNDAF en Guinée. 		1	1	1	1	1												
	<ul style="list-style-type: none"> Existence et avancées en matière de processus de programmation conjointe (notamment avec l'UNICEF et la FAO). 		1	1	1	1	1												
	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence du CP avec les stratégies des principaux partenaires financiers du PAM en Guinée. 	1																	
2. Cohérence et connectivité																			
Dans quelle mesure le CP tient-il compte des leçons tirées des programmes antérieurs et en valorise les acquis?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'analyse des leçons tirées de programmes antérieurs. 																		
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de la prise en compte de ces leçons dans la conception du CP. 																		
Dans quelle mesure les différentes composantes et activités du CP sont-elles complémentaires et articulées entre elles ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de recherche de synergies entre composantes sur le plan stratégique. 																		
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences de matérialisation de synergies entre composantes sur le plan opérationnel. 																		
Dans quelle mesure le CP est-il complémentaire et bien articulé avec les autres opérations mises en œuvre sur la période 2013-2017 ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de recherche de synergies et de complémentarités stratégiques entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	1	1	1	1	1	1												
	<ul style="list-style-type: none"> Evidences d'articulations opérationnelles entre le CP et les autres opérations menées par le PAM sur la période. 	1	1	1	1	1	1												
Dans quelle mesure la conception stratégique et opérationnelle du CP est-elle cohérente avec les capacités des institutions nationales dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un travail de diagnostic conduit ou approprié par le PAM sur les capacités des institutions nationales dans les domaines concernés par le CP. 																		
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de convergence entre les analyses du PAM et des institutions nationales vis à vis de leurs besoins en matière de renforcement des capacités. 																		
	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'actions spécifiques visant aux renforcements des capacités des acteurs publics. 																		

	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence avec les besoins identifiés par le PAM et ses partenaires. 																			
Dans quelle mesure la mise en œuvre du CP est-elle coordonnée avec l'action d'autres acteurs dans ses domaines d'interventions ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'implication du PAM dans les dispositifs de coordination global et sectoriels. 	1	1	1	1	1	1												1	
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par les institutions gouvernementales au niveau décentralisé, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance, par autres acteurs du secteur (UN, ONG, autres PTF intervenant dans les secteurs concernés) au niveau central, du programme d'activité du PAM exécuté dans le cadre du CP. 	1	1	1	1	1	1													1
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence d'ajustements (harmonisation de pratiques, ajustement de ciblage géographique pour éviter les doublons et combler les gaps...) de la part du PAM au d'autres acteurs, faisant suite à des efforts de coordination. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de contribution du PAM au renforcement des capacités nationales de coordination dans les secteurs concernés par le CP. 																			
3. Efficacité																				
Mesure dans laquelle les activités ont été mises en œuvre conformément aux planifications?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de réalisation des activités (nombre de bénéficiaires désagrégé par année de mise en œuvre, âge et genre, quantité d'intrant par bénéficiaires). 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs de réalisation complémentaires (désagrégés par année de mise en œuvre, et par genre si disponible). 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications. 																			1
Dans quelle mesure les interventions ont-elles atteint les objectifs et résultats fixés ?	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des indicateurs d'effets issus du système de reporting, y compris portant sur les questions transversales (genre, protection et partenariat). 																			
Dans quelle mesure la stratégie de ciblage envisagée a-t-elle été mise en œuvre, notamment vis-de critères liées au genre?	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>géographique</u> et les réalisations, et en cas de divergence, raisons de ces divergences. 																			1
	<ul style="list-style-type: none"> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre -, et, en cas de divergence, raisons de ces divergences. 																			1

	<ul style="list-style-type: none"> Autres causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris inégalités de genre) et information permettant de décrire leurs évaluations à l'échelle du pays. 											
Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP. 		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation à posteriori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP. 											
Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. 		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Niveau de soutenabilité financière du CP	<ul style="list-style-type: none"> Dans la mesure du possible - coût par bénéficiaires pour chaque activité (hors et avec DSC). 											
	<ul style="list-style-type: none"> Coût par bénéficiaires pour des activités comparables conduites par les institutions nationales. 											
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les institutions publiques au niveau national ou décentralisé. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les partenaires opérationnels. 							1				1
5. Efficience												
Dans quelle mesure les modalités d'interventions ont elle été efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Evidence de conduite d'études de la valeur alpha. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation des modalités d'intervention aux résultats de ces études. 											
	<ul style="list-style-type: none"> Clarté, transparence des processus de sélection et des accords de partenariat. 											1
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les partenaires du PAM, de la qualité du dialogue et de l'appui technique du PAM vers ses partenaires (y compris institutions nationales). 											1

Dans quelle mesure les ressources et appuis techniques ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de Ressources Humaines aux postes techniques clés pour la conception et d'exécution du CP, notamment concernant le niveau d'expertise requis pour adresser les questions liées au genre. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Fréquence et qualité de l'appui technique reçu par les BR. 																			
Dans quelle mesure le système de suivi et évaluation, de reporting et de communication a-t-il été adapté et efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> La conception du système de suivi et évaluation permet-elle de répondre à l'ensemble de ses missions (suivi du progrès et de la qualité des réalisations, mesures de résultats, appréciation des impacts) ? 																			
	<ul style="list-style-type: none"> La conception du système de suivi et évaluation tien elle suffisamment compte des enjeux liés à la problématique genre ? 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement effectif du système de M&E, et notamment, disponibilité des analyses (y compris baseline), procédures de contrôle de la qualité, usage de l'information de M&E par le PAM à différents niveaux. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de connaissance et de compréhension de la conception du système de suivi et évaluation par les différentes parties prenantes 	1																		
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les acteurs extérieurs (BR, Institutions nationales et locales, partenaires financiers, partenaires opérationnels) de la qualité et de l'utilité du reporting et de la communication relative au CP effectué par le PAM ? 																			
Dans quelles mesures le système de pilotage a-t-il été adapté et efficace ?	<ul style="list-style-type: none"> Régularité et appréciation de la performance par les différents acteurs du comité de pilotage. 	1	1	1	1	1	1													
	<ul style="list-style-type: none"> Nature des mesures et décisions prises par le comité de pilotage. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Exemples de blocages et de résolution de problèmes associés au fonctionnement du système de pilotage. 	1	1	1	1	1	1													
Dans quelle mesure les systèmes de gestion des fonds ont été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation par les différents services impliqués et par les partenaires concernés de performance la gestion des fonds. 																		1	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, du niveau de flexibilité et de contrôle dans la gestion des ressources financières. 																		1	
	<ul style="list-style-type: none"> Appréciation, par les services concernés, de la mesure dans laquelle la réforme du système de gestion des ressources du PAM a-t-elle permis de répondre aux problématiques principales du CP en matière de gestion des fonds ? 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Capacités à produire des analyses des coûts permettant de répondre aux besoins de pilotages de différents acteurs. 																			

Dans quelle mesure les systèmes d'appui logistique ont-ils été adaptés et efficaces ?	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de suivi de la performance du système logistiques : LTSH, délais, pertes 									
	<ul style="list-style-type: none"> Existence de diagnostic du système logistique en place, et mesure prises pour en tenir compte. 									
	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de satisfaction par les services concernés (programmes et finances), mais aussi par les partenaires opérationnels, du fonctionnement de la logistique du PAM dans le cadre de l'exécution du CP. 							1		

A 6.4 - Thèmes à couvrir par les entretiens de groupe auprès des bénéficiaires – C1. Alimentation scolaire

Groupes d'acteurs à rencontrer

Représentants PAM et/ou points focaux de chaque composante dans les régions

- IRE

Réunion DPE rassemblant

- DPE
- Responsable des écoles élémentaires
- Point focal statistique

Puis, une autre avec

- Point focal cantines scolaires

Pour chaque école (une demi-journée complète), rencontrer :

- Directeur d'école avec enseignants si il le souhaite
- Comité de gestion
- APE et si les femmes ne parlent pas, on leur demande leur point de vue à part
- Cantinières
- Groupe d'élèves (plutôt grandes classes)

Observations et informations générales à demander

- Bâtiment ou les vivres sont stockées, observation du lieu de préparation des repas, ustensiles de cuisine, hygiène, accès à l'eau, sanitaires. Demander si ces éléments ont changé depuis 2013
- Fiches d'enregistrement des livraisons, registres d'inscription des enfants à l'école et à la CS depuis 2013 ; relever le nombre d'inscrits et si disponible, le ratio fille garçons.

Grille d'entretien

Questions	Indicateurs	Question à poser	Groupes cibles
1. Pertinence			
	<input type="checkbox"/> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels.	Consultés/informés pour ouverture et retrait des cantines ?	Dir, Com G
		Consultés/informés pour composition des rations (nature des produits) et modalités ?	Dir, Com G, APE
		Quel niveau d'information sur contribution attendue des différents acteurs pour approvisionnement, stockage, etc.	Dir, Com G, APE
		Consultés/informés vis à vis d'orientations futures (coupons d'achats au niveau des écoles)	Dir, Com G IRE
	<input type="checkbox"/> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes	Contribution pour compléter les repas : comment ça fonctionne, quels messages transmis ? Périodes ou difficile de faire la sauce ? Si groupement : Quantité et qualité, fréquence des appro en condiments fournis par les groupements ?	Dir, Com G, APE, Cantinières
3. Efficacité			
	<input type="checkbox"/> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications.	Est-ce que les vivres dans les écoles arrivent toujours au bon moment ? régularité ? Amélioration ? Détérioration ? Information reçue en cas de	Dir, Com G, APE, Cantinières

		retard ? Quelle information pour réduction du nombre de jours et/ou des rations, comment cela a été géré	
	<input type="checkbox"/> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre -, et, en cas de divergence, raisons de ces divergences.	Est-ce que tous les enfants ont accès ? Ceux dont les parents participent aux groupements qui fournissent les condiments ont-ils de repas spéciaux ? Même accès pour filles et garçons ?	Dir, Com G, APE, Enfants
	<input type="checkbox"/> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés.	Idem pertinence	
	<input type="checkbox"/> Appréciation des modalités d'intervention.	Préférence pour riz local ou importé ?	Com G, APE, Enfants
	<input type="checkbox"/> Renforcement capacités / M&E	De quelles formations avez-vous pu bénéficier ? Qu'en avez-vous retenu ? Périodicité des visites de supervision PAM et DNCAS	Com G, APE, cantinières
	<input type="checkbox"/> Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes.	Avez-vous eu des pb, lesquels ? Quelles possibilité de demander des explications ? A qui? via quels canaux de communication ? Est-ce que ces procédures sont clairement établies ou ad-hoc ?	Dir, Com G, APE,
	<input type="checkbox"/> Evidence relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM.	En dehors des cantines, évolution ces 5 dernières années sur <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des enseignants ? • Qualité des infrastructures (classe, eau, latrines...) • Prix scolarisation des enfants et du matériel demandé ? Que font les enfants quand il n'y a pas de cantine ? Est-ce que tous les enfants d'une fratrie vont à l'école ?	Dir, APE APE, Enfants
	<input type="checkbox"/> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés.	Qu'est ce qui est le facteur déterminant dans la décision d'envoyer les enfants à l'école ?	APE
4. Impact et durabilité			

Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP.	<p>Lister, selon les parents, les différentes raisons qui limitent accès et qualité de l'éducation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les 2 raisons les plus importantes • Quelle est l'importance de l'alimentation scolaire pour la qualité de l'apprentissage des enfants ? 	Dir, Com G, APE,
	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP.	<p>Pour les écoles « déchargées » quelles dispositions avez-vous prises pour demander une poursuite les programmes de cantines ?</p> <p>Possibilité de s'organiser collectivement pour cela ? De demander un appui par PAM ou ses partenaires pour faire ça ?</p>	Dir, Com G, APE
Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<input type="checkbox"/> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.	<p>Lister, selon les parents, les différentes raisons qui peuvent conduire à des inégalités de scolarisation des filles et des garçons.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que effectifs différents ? • Quelles sont les raisons les plus importantes ? • Quelle est l'importance de l'alimentation scolaire pour réduire ces inégalités ? <p>combien de femmes dans le comité de G, est ce qu'elles prennent des responsabilités ?</p> <p>Est-ce que les cantinières ont choisi de l'être ?</p> <p>Qui va chercher le bois et l'eau ? Est-ce que ce travail est rétribué ?</p>	Dir, APE, enfants, Cantinières
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<input type="checkbox"/> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles.	<p>Au-delà des repas servis aux enfants, quels sont les acquis pour vous des programmes de cantines, non discutés jusqu'à présent ?</p> <p>Pensez-vous pouvoir vous appuyer sur ces acquis à l'avenir, et comment ?</p> <p>Existence d'impact sur les ressources naturelles ? Origine de l'énergie ?</p>	Dir, APE

A 6.5 - Thèmes à couvrir par les entretiens de groupe auprès des bénéficiaires – C3

Groupes d'acteurs à rencontrer

Représentants PAM et/ou points focaux de chaque composante dans les régions

- DPA
- AMPROCA
- ONGs Nzerekore (OCPH, CEAD, RADIG) et Kankan – organisation de focus group au niveau des sous bureaux
- MGE
- CRG

Sur le terrain

- Groupements d'éleveuses (Lola, Nzerekoré)

Pour chaque village avec école (une demi-journée complète), rencontrer :

- Groupements maraichers – femmes impliquées dans ce groupement, et si utile, on élègira aux hommes pour quelques questions du questionnaire

Observations et informations générales à demander

- Aller observer les sites de maraîchage
- Aller observer les sites d'élevage
- Demander contrats avec le PAM et avec les fournisseurs

Grille d'entretien

Groupements d'Étudeuses

Questions	Indicateurs	Question à poser	Groupes cibles
1. Pertinence			
	<input type="checkbox"/> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels.	<p>Est-ce que les groupements existaient avant l'appui du PAM ou bien est-ce qu'ils ont démarré avec l'appui du PAM ? Les membres des groupements sont-ils volontaires ? Si ils ne le sont pas, sur quels critères les membres ont-ils été choisis ?</p> <p>Quel est le projet du groupement ? Quelles sont les activités du groupement ? Quelles sont leurs contraintes ?</p> <p>Est-ce que le nombre de personnes/ménages appuyés par le PAM est équivalent ou inférieur au nombre de membres du groupement ?</p>	
		<p>Comment le plan de livraison prévu a été défini ?</p>	
	<input type="checkbox"/> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes	<p>Est-ce que les appuis du PAM répondent à ces contraintes ?</p>	

3. Efficacité			
		Quels résultats par rapport au plan prévu ?	
	<input type="checkbox"/> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications.		
	<input type="checkbox"/> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre -, et, en cas de divergence, raisons de ces divergences.	Répartition des appuis et des bénéfices ?	
	<input type="checkbox"/> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés.	Est-ce que les groupements existaient avant l'appui du PAM ou bien est ce qu'ils ont démarré avec l'appui du PAM ? Quel est le projet du groupement ? Quelles sont les activités du groupement ?	
	<input type="checkbox"/> Appréciation des modalités d'intervention.	Description du système dans son ensemble ? Qu'est ce qui fonctionne bien et moins bien ?	
	<input type="checkbox"/> Renforcement capacités / M&E	Comment les équipements fournis par le PAM et comment projettent il de les renouveler ?	
	<input type="checkbox"/> Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes.	Avez-vous rencontré des problèmes ? Comment pouvez vous les exprimer ? Sont ils traités ?	
	<input type="checkbox"/> Evidence relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM.		
	<input type="checkbox"/> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés.	Parmi les appuis reçus, quels sont les plus importants pour arriver à honorer les contrats ?	
4. Impact et durabilité			
		Est-ce que vous avez gagné de l'argent, si oui, qu'en avez-vous fait ?	

	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP.		
Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP.	<p>Quelles sont les évolutions de votre groupement depuis telle date ?</p> <p>En dehors des appuis du PAM, quelles sont les raisons qui expliquent ces évolutions ?</p>	
Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<input type="checkbox"/> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.		
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<input type="checkbox"/> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles.	Utilisation des équipements au-delà des livraisons prévues pour le PAM ?	
4. Efficience			
		Analyse des coûts ? Les prix payés sont-ils justes ? Comment ont-ils été fixés ?	

Groupements maraîchers

Questions	Indicateurs	Question à poser	Groupes cibles

1. Pertinence			
	<input type="checkbox"/> Niveau de consultation et d'implication des groupes cibles, et en particulier des femmes pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels. <input type="checkbox"/> Appréciation des choix réalisés par les groupes cibles, et en particulier les femmes	Quelle est la composition (y compris genre) ? Qui sont les principaux responsables ? Quel est le projet du groupement ? Quelles sont les activités du groupement ? Quelles sont leurs contraintes ?	
		Comment le plan de livraison prévu a été défini ?	
		Est-ce que les appuis du PAM répondent à ces contraintes ?	
3. Efficacité			
		Quels résultats par rapport au plan de livraison prévu ? qu'ont-ils fait du surplus	
	<input type="checkbox"/> Timing de la réalisation des activités par rapport aux planifications.		
	<input type="checkbox"/> Conformité entre la stratégie de ciblage <u>individuel</u> et les réalisations – notamment vis des objectifs associés au genre -, et, en cas de divergence, raisons de ces divergences.	Répartition des appuis et des bénéfices ?	
	<input type="checkbox"/> Qualité de la mobilisation communautaire, degré de participation des acteurs locaux aux choix opérés.	Est-ce que les groupements existaient avant l'appui du PAM ou bien est ce qu'ils ont démarré avec l'appui du PAM ?	
		Quel est le projet du groupement ? Quelles sont les activités du groupement ?	

	<input type="checkbox"/> Appréciation des modalités d'intervention.	Mode opératoire (CBT, FFW) comment ça marche, est-ce que ça leur convient ?	
	<input type="checkbox"/> Renforcement capacités	Comment les équipements fournis par le PAM et comment projettent il de les renouveler ?	
	<input type="checkbox"/> Existence et fonctionnement de mécanismes de gestion des plaintes.	Avez-vous rencontré des problèmes ? Comment pouvez-vous les exprimer ? Sont-ils traités ?	
	<input type="checkbox"/> Evidence relatives à l'évolution des facteurs non directement influencés par les activités du PAM.		
	<input type="checkbox"/> Appréciation du poids des facteurs directement influencés par les activités du PAM dans la contribution aux résultats observés.	Parmi les appuis reçus, quels sont les plus importants pour arriver à livrer les cantines ? Parmi les appuis reçus, quels sont les plus importants pour arriver à passer la soudure?	
4. Impact et durabilité			
	Appropriation	Est-ce que vous avez gagné de l'argent, si oui, qu'en avez-vous fait ?	
Niveau de contribution du CP aux évolutions constatées.	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes directement impactés par les actions menées par le CP.		
	<input type="checkbox"/> Appréciation à postériori de l'importance relative des causes sous-jacentes indirectement (par l'intermédiaire des actions de renforcement des capacités et de dialogue politique) impactés par les actions menées par le CP.	Quelles sont les évolutions de votre groupement depuis telle date ? En dehors des appuis du PAM, quelles sont les raisons qui expliquent ces évolutions ? Quelles sont les contraintes qui freinent ces évolutions (foncier, charge de travail...) ? Est-ce que la consommation des produits maraîchers augmenté ? Quelle est la part de la production vendue ? Consommée ? Fournie à l'école ?	

Existence d'effets et impacts négatifs, notamment vis à vis des inégalités de genre ?	<input type="checkbox"/> Evidence que les actions menées dans le cadre du CP ont pu contribuer à dégrader la situation relatives à l'une ou plusieurs des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.	Comment les femmes ont accès aux équipement et semences ?	
Appropriation des acquis du CP par les acteurs nationaux et locaux.	<input type="checkbox"/> Evidence de valorisation des acquis et actifs mis en place avec les appuis du CP par les groupes cibles.	Utilisation des équipements au-delà des livraisons prévues pour les cantines?	
4. Efficience			
		Analyse des coûts ? Les prix payés sont-ils justes ? Comment ont-ils été fixés ?	

Nutrition – Questionnement spécifiques pour le projet 1000 jours

PAM : les grandes lignes du projet et quelles sont les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre.

Suivi du projet

- Quel rythme de suivi par les agents du PAM ? Rapport mission disponible ?
- Enquête de base de TdH à récupérer (*s'ils ne l'ont pas on verra avec Malado*)
- Autres rapports disponibles ?
- Quelles raisons expliquent que le PAM ne soit pas en mesure de sortir l'évaluation finale du projet ?

Partenariat

- PAM : quel bilan sur le partenariat MoH? Sur le partenariat CAM ? Comment CAM a été identifié ? Est-ce que TdH devait initialement conduire le suivi évaluation ? Si oui pourquoi le dispositif a changé ?
- DRS/DPS : Quel avis de la DRS/DPS sur le projet ? (au niveau central le MoH/DAN estiment ne pas avoir été suffisamment associés)
- CAM : que retirent-ils de ce partenariat avec le PAM ? Pourquoi ne sont-ils pas retenus pour l'extension du programme ?

Ciblage

- Géographique : Comment les sous-préfectures et les villages ciblés ont-ils été choisis ? (*nb à priori pas de données smart en dessous du niveau régional pour Labé*)
- BNF : Comment le ciblage des BNF a-t-il été conduit ? c'est sur ce point que je ne comprends pas leur stratégie de départ ni ce qui a été fait.

selon le document de projet : « *les agents communautaires et animateurs de CAM ainsi que le responsable de projet du PAM procéderont au recensement et à l'enregistrement des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et les enfants de 6 à 23 mois.*

Toutes les FEFA et enfants de 6 à 23 mois malnutris ou non des zones ciblées seront inclus dans le projet. » Mais avec une idée claire du nb de BNF (1.000 FEFA et 1.000 6-23 mois par village)

Zones d'intervention	Animateurs	Agents communautaires	Nombre de FEFA	Enfants de 6 à 23 mois
Dionfo	2	40	1000	1000
Tountouroun	2	40	1000	1000
Dalein	2	40	1000	1000

- Est-ce que l'on a effectivement au début du projet chercher à inclure « toutes les FEFA et 6-23 mois » (à priori non, ...) ou seulement 1.000 par sous-préfecture ?
- Comment a-t-on géré la « sortie des BNF de plus de 23 mois » ?
- Est-ce que chaque couple mère-enfant sortant permettait l'inclusion d'une nouvelle femme enceinte afin de maintenir un nombre de BNF à 3000 ? Comment ce nouveau BNF était-il identifié ? Si on ne sait pas ce qui a motivé le choix de telle femme ou tel enfant, les enquêtes comparant les BNF des non BNF ne servent à rien.

Alors que pour les enfants ce sont 3.379 enfants en tout avec 1.992 BNF actuellement (juillet 2016) dans le programme et 1.387 sortis.

Dans les villages, avec les femmes, les AC :

- Qu'est-ce que les femmes retiennent du programme ? Quels sont les aspects les plus importants selon elles ?
- Qu'est-ce que le projet a changé pour elles ?
- Pourquoi certaines femmes/enfant étaient inclus et d'autres non ?

Aliments locaux :

Quelles stratégies, activités développées pour développer l'utilisation de produits locaux pour l'alimentation des enfants ? (mentionné dans le doc de projet : causerie pour la promotion des alts locaux et mise *en place, de stratégies permettant de pallier au problème d'accès à une alimentation de qualité pendant toute la période de l'année.*

Suite 1.000 jours :

- Quelles leçons apprises de la première phase pour la conception de la 2^{ème} ?
- Pourquoi est-ce que le PAM fait le choix d'étendre le projet à de nouvelles sous-préfectures ? (et d'autres régions, Kankan va démarrer un projet identique sur Kouroussa)
- Est-ce que l'option d'aller à couverture totale a été envisagée quitte à maintenir un nombre restreint de villages ?

Annexe 7: Itinéraire de la mission d'évaluation

Visites auprès d'acteurs institutionnels	Transport	Visites auprès de groupes bénéficiaires
--	-----------	---

Jour	Date	H. Leturque	Tâches	A. Bichard	Tâches	Y. Baldé	Tâches	AK Diallo	Tâches
Mardi	30/01	Conakry	PAM	Conakry	PAM	Conakry	PAM	Conakry	PAM
Mercredi	31/01	Conakry	Institutions publiques	Conakry	Institutions publiques	Conakry	Institutions publiques	Conakry	Institutions publiques
Jeudi	01/02	Conakry	Partenaires + NU	Conakry	Partenaires + NU	Conakry	Partenaires + NU	Conakry	Partenaires + NU
Vendredi	02/02	Conakry	PAM	Conakry	PAM	Conakry	PAM	Conakry	PAM
Samedi	03/02	Conakry - Kassidougou		Conakry - Kassidougou		Conakry - Kassidougou		Conakry - Kassidougou	
Dimanche	04/02	Kassidougou		Kassidougou		Kassidougou		Kassidougou	
Lundi	05/02	Kassidougou - N'Zérékoré	Briefing SB en soirée	N'Zérékoré	Briefing SB en soirée	N'Zérékoré	Briefing SB en soirée	N'Zérékoré	Briefing SB en soirée
Mardi	06/02	N'Zérékoré	SB + partenaires + STD – viste CBT pm	N'Zérékoré	SB + partenaires + STD	SB + partenaires + STD – viste CBT pm	SB + partenaires + STD	N'Zérékoré	SB
Mercredi	07/02	Pref Lola - CBT	HGSF + Bilan intermédiaire en équipe	Pref Lola	PCMAM + PC VIH Bilan intermédiaire en équipe	Pref Lola - CBT	HGSF + Bilan intermédiaire en équipe	Pref Lola	Cantines+ Bilan intermédiaire en équipe
Jeudi	08/02	N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore	
Vendredi	09/02	N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore	
Samedi	10/02	N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore		N'zerekore	
Dimanche	11/02	Nze - Gueckedou	CBT	Voyage Nze-Kissi via Kissidougou	Voyage	Voyage Nze-Kissi via Kissidougou	Voyage	Nze - Gueckedou	CBT
Lundi	12/02	Gueckedou	CBT + Cantines	Kissi - Kankan	Voyage + SB	Kissi - Kankan	Voyage + SB	Gueckedou	CBT + Cantines
Mardi	13/02	Gueckedou - Labé	Briefing SB en soirée	Siguiri	Blanket Feeding + PCMAM	Siguiri	VCT- Jardins scolaires	Gueckedou - Labé	Briefing SB en soirée
Mercredi	14/02	Labé	SB + STD	Mandiana	VCT- Jardins scolaires	Mandiana	VCT- Jardins scolaires	Labé	SB + STD
Jeudi	15/02	Labé	Projet 1000 jours	Kankan	SB +STD + ONG	Kankan	SB +STD + ONG	Lelouma	Cantines - Jardins scolaires
Vendredi	16/02	Labé	PCMAM + PC VIH	Dinguiraye Via KOuroussa Nuit à Dabola	ST Santé (Nut) Cantines + VCT- Jardins scolaires	Dinguiraye Via KOuroussa Nuit à Dabola	Cantines + VCT- Jardins scolaires	Koubia	Cantines - Jardins scolaires
Samedi	17/02	Labé - Conakry		Dabola - Conakry	Voyage	Dabola - Conakry	Voyage	Labé - Conakry	
Dimanche	18/02	Conakry	Analyse	Conakry	Analyse	Conakry	Analyse	Conakry	Analyse
Lundi	19/02	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM
Mardi	20/02	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM	Conakry	Donateurs + PAM

Mercredi	21/02	Conakry	Matin : Débriefing interne Après-midi : Débriefing externe	Conakry	Matin : Débriefing interne Après-midi : Débriefing externe	Conakry	Matin : Débriefing interne Après-midi : Débriefing externe	Conakry	Matin : Débriefing interne Après-midi : Débriefing externe
----------	-------	---------	---	---------	---	---------	---	---------	---

Annexe 8: Recommandations issues de l'ENSAV 2012

- Filets sociaux : renforcement / mise à l'échelle du programme de cantines scolaires.
- Achats locaux pour les programmes de cantines scolaires.
- Soutien aux agriculteurs (femmes) dans la préparation, transformation et marketing des produits agricoles.
- Prise en charge de la malnutrition modérée – élargir la couverture et promouvoir une approche intégrée dans les programmes agricoles.
- Prévention de la malnutrition chronique – '1000 jours'.
- Mitigation des risques et résilience au niveau communautaire, notamment les inondations et les conflits socio-politiques.
- Soutien à la mise en place d'un système d'alerte précoce national et communautaire.
- Appui stratégique du PAM au développement de la stratégie sécurité alimentaire du Gouvernement guinéen.

Annexe 9: Données de réalisation des activités sources SPR 2013 ; 2014 ; 2015 ; 2016 ; 2017

2013 Beneficiary Category	Planned			Actual			% Actual v. Planned		
	Male	Female	Total	Male	Female	Total	Male	Female	Total
ACT1 - Education									
Children receiving school meals	53248	49152	1024	567	47371	104071	106.5%	96.4%	101.6%
Children receiving take-home rations		10000	10000		5906	5906		59.1%	59.1%
ACT2 - Nutrition									
Children 6 to 23 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	2400	2600	5000	2363	2800	5163	98.5%	107.7%	103.3%
Children 24 to 59 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	2400	2600	5000	2225	2801	5026	92.7%	107.7%	100.5%
Children 6 to 23 months given food under blanket supplementary feeding (prevention of acute malnutrition)	648	702	1350	0	0	0	0.0%	0.0%	0.0%
HIV/AIDS and TB beneficiaries	10800	11700	22500	1031	13673	23983	95.5%	116.9%	106.6%
Pregnant and lactating women given food under micronutrient supplementation (stand-alone activity)		5800	5800		6220	6220		107.2%	107.2%
ACT3 - Food Security									
Participants in Food For Training	1200	1300	2500	1059	1108	2167	88.3%	85.2%	86.7%
Participants in Food For Assets	1440	1560	3000	1823	1911	3734	126.6%	122.5%	124.5%
2014 Beneficiary Category	Planned			Actual			% Actual v. Planned		
	Male	Female	Total	Male	Female	Total	Male	Female	Total
ACT1 - Education									

Children receiving school meals	60157	47243	1074	64419	47764	112183	107.1%	101.1%	104.5%
Children receiving take-home rations		10500	10500		2542	2542		24.2%	24.2%
ACT2 - Nutrition									
Children 6 to 23 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	2400	2600	5000	1791	3082	4873	74.6%	118.5%	97.5%
Children 24 to 59 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	2400	2600	5000	886	1473	2359	36.9%	56.7%	47.2%
Children 6 to 23 months given food under blanket supplementary feeding (prevention of stunting)	648	702	1350	1305	1220	2525	201.4%	173.8%	187.0%
HIV/AIDS and TB beneficiaries	10800	11700	22500	4841	5427	10268	44.8%	46.4%	45.6%
Pregnant and lactating women participating in targeted supplementary feeding (treatment for moderate acute malnutrition)		5000	5000		4283	4283		85.7%	85.7%
Pregnant and lactating women given food under complementary feeding (prevention of stunting)		800	800		1156	1156		144.5%	144.5%
ACT3 - Food Security									
Participants in Food For Training	1200	1300	2500	0	0	0	0.0%	0.0%	0.0%
Participants in Food For Assets	1440	1560	3000	702	703	1405	48.8%	45.1%	46.8%
2015 Beneficiary Category	Planned			Actual			% Actual v. Planned		
	Male	Female	Total	Male	Female	Total	Male	Female	Total
ACT1 - Education									
Children receiving school meals	157289	11797	275259	156756	130488	287244	99.7%	110.6%	104.4%
Children receiving take-home rations		11797	11797		92865	92865		78.7%	78.7%
ACT2 - Nutrition									
Children 6 to 23 months given food under blanket supplementary feeding (prevention of stunting)	580	770	135	1606	1773	3379	276.9%	230.3%	250.3%

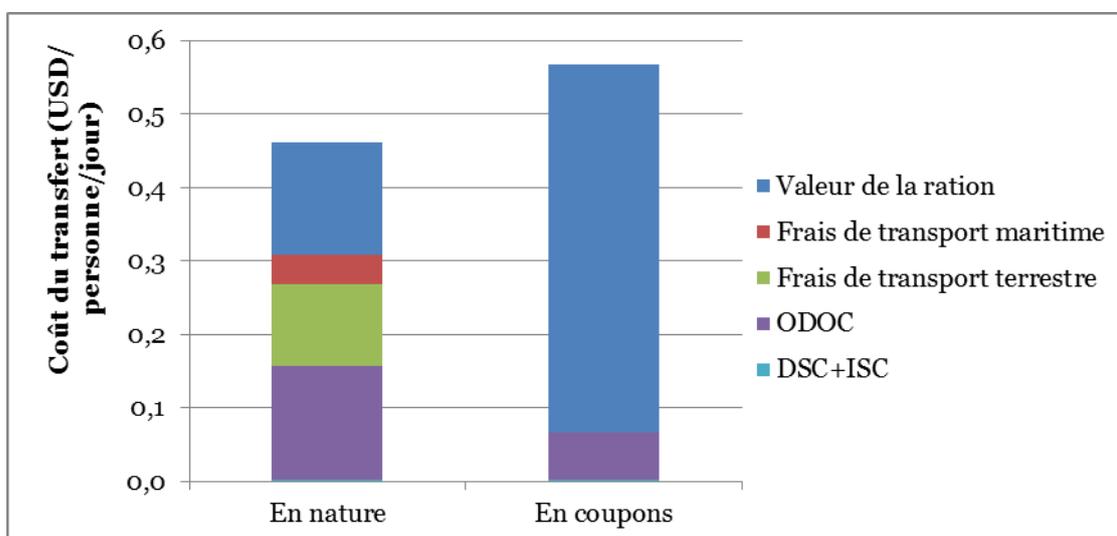
HIV/AIDS and TB beneficiaries	10385	12115	22500	7044	10868	17912	67.8%	89.7%	79.6%
Pregnant and lactating women given food under complementary feeding (prevention of stunting)		800	800		7349	7349		918.6%	918.6%
Children 24 to 59 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	3203	3597	6800	4264	5474	9738	133.1%	152.2%	143.2%
Children 6 to 23 months given food under supplementary feeding (treatment for moderate malnutrition)	1507	1693	3200	7152	9232	16384	474.6%	545.3%	512.0%
Pregnant and lactating women participating in targeted supplementary feeding (treatment for moderate acute malnutrition)		5000	5000		18097	18097		361.9%	361.9%
ACT3 - Food Security									
Participants in Food For Training	2308	9233	11541	0	0	0	0.0%	0.0%	0.0%
Participants in Food For Assets	1130	4520	5650	6013	11965	17978	532.1%	264.7%	318.2%
2016	Planned (food)	Planned (CBT)	Planned (total)	Actual (food)	Actual (CBT)	Actual (total)	% Actual v. Planned (food)	% Actual v. Planned (CBT)	% Actual v. Planned (total)
Beneficiary Category									
Comp.1-Education									
School Feeding (on-site)	291774	-	291774	302586	-	302586	103.7%	-	103.7%
School Feeding (take-home rations)	125048	-	125048	161237	-	161237	128.9%	-	128.9%
Comp.2-Nutrition									
Nutrition: Treatment of Moderate Acute Malnutrition	15019	-	15019	17693	-	17693	117.8%	-	117.8%
Nutrition: Prevention of Acute Malnutrition	22700	-	22700	49623	-	49623	218.6%	-	218.6%
Nutrition: Prevention of Stunting	3000	-	3000	2084	-	2084	69.5%	-	69.5%
HIV/TB: Care&Treatment;	3894	-	3894	25686	-	25686	659.6%	-	659.6%
HIV/TB: Mitigation&Safety; Nets	19556	-	19556	848	-	848	4.3%	-	4.3%
Comp.3-Food Security									

Food-Assistance-for-Assets	165000	-	165000	42120	-	42120	25.5%	-	25.5%
Comp.4-Ebola									
General Distribution (GD)	24534	-	24534	20150	-	20150	82.1%	-	82.1%
2017 Activity	Planned (food)	Planned (CBT)	Planned (total)	Actual (food)	Actual (CBT)	Actual (total)	% Actual v. Planned (food)	% Actual v. Planned (CBT)	% Actual v. Planned (total)
Comp.1-Education									
School Feeding (on-site)	131895	-	131895	424151	-	424151	321.6%	-	321.6%
School Feeding (take-home rations)	12155	-	12155	118728	-	118728	976.8%	-	976.8%
Comp.2-Nutrition									
Nutrition: Treatment of Moderate Acute Malnutrition	15000	-	15000	39755	-	39755	265.0%	-	265.0%
Nutrition: Prevention of Acute Malnutrition	-	-	-	11791	-	11791	-	-	-
Nutrition: Prevention of Stunting	1350	-	1350	1829	-	1829	135.5%	-	135.5%
HIV/TB: Care&Treatment;	4000	-	4000	10695	-	10695	267.4%	-	267.4%
HIV/TB: Mitigation&Safety; Nets	18500	-	18500	200	-	200	1.1%	-	1.1%
Comp.3-Food Security									
School Feeding (on-site)	-	-	-	73576	-	73576	-	-	-
Food-Assistance-for-Assets	-	9731	9731	-	9730	9730	-	100.0%	100.0%
Comp.4-Ebola									
School Feeding (on-site)	-	-	-	19149	-	19149	-	-	-

Annexe 10: Indices d'efficacité et d'efficacité des modalités d'intervention pour les activités de FFA

Calculs de la valeur alpha

La figure ci-dessous rend compte de la valeur de chaque composante de coût pour une ration journalière fournie en nature et fournie sous forme de coupons dans le cadre des activités de FFA. Pour l'estimation de la valeur des transferts en nature nous nous sommes appuyés sur (1) les quantités livrées par jour et par personnes (400g de riz, 40 g de haricot, 20g d'huile, 5 g de sel), et les coûts des vivres et de transport on été fournis par l'unité approvisionnement du PAM. La valeur des transferts monétaires est de 0,5 USD/jour.



$$\text{Valeur Alpha} = \frac{\text{Coût d'une ration transférée sous forme de coupon}}{\text{Coût d'une ration en nature}} = 1,25 > 1$$

→ *Meilleure efficacité des transferts en nature*

Calcul de la valeur Oméga

Le tableau ci-dessous compare la composition de la ration en nature et la composition des paniers de vivres achetés à travers les coupons (source : rapports de suivi). Cette comparaison indique que la quantité de vivres achetés à travers les coupons est plus importante que celle fournie par les rations en nature, ce qui explique en grande partie le coût plus élevé des transferts sous forme de CBT.

	Estimations pour calcul du coupon	Valeur calorique	CEAD	OCPH	AID	ABEF	Composition moyenne des achats	Valeur calorique	Ration PAM	Valeur calorique
NB Bénéf			3920	2615	1680	1515				
Riz	400	1 440	0,468	0,459	0,418	0,483	459	1653	400	1 440
Haricot	40	136	0,042	0,044	0,041	0,048	44	149	40	136

Huile végétale	15	133	0,020	0,018	0,017	0,019	19	165	20	177
Poisson sec			0,034	0,054	0,052	0,046	46	156		
Poisson frais	50	135	0,018			0,014	7	18		
Sel Iodé									5	

Le tableau page suivante présente les calculs des Nutrition Value Scores (NVS) des deux modalités, compte tenu des paniers de bien déterminés ci-dessus.

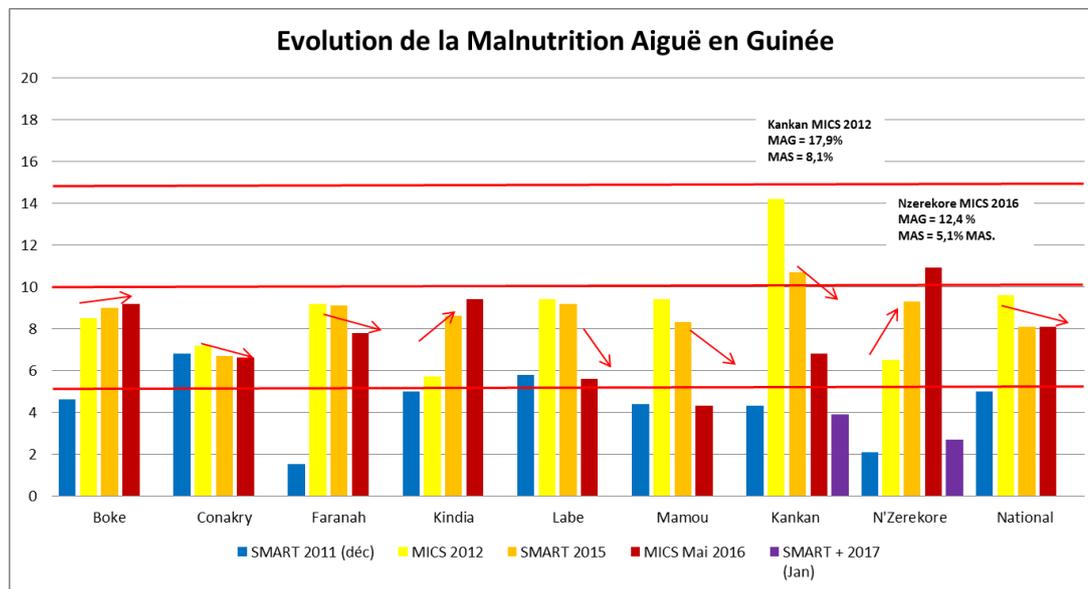
$$\text{Valeur Oméga} = \frac{\text{NVS (Nature)}}{\text{Coût Nature}} \times \frac{\text{Coût CBT}}{\text{NVS (CBT)}} = 1,7 > 1$$

→ *Meilleure coût/efficacité des transferts en nature*

		Energy	Protein	Fat	Calcium	Iodine	Iron	Vitamin A	Thiamine Vitamin B1	Ribo flavin Vitamin B2	Niacin Vitamin B3	Vitamin C
	Unité	kcal	g	g	mg	µg	mg	µg RAE	mg	mg	mg	mg
Ration PAM												
RICE, FORTIFIED [WFP]	256	921,6	16,9	1,5	23,0	0,0	12,3	499,2	1,8	0,1	6,4	0,0
RICE, WHITE, LONG GRAIN, PARBOILED	144	538,6	10,8	1,5	102,2	0,0	1,1	0,0	0,3	0,1	7,3	0,0
RICE, WHITE, MEDIUM GRAIN		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEANS, KIDNEY, ALL TYPES	40	133,2	9,4	0,3	57,2	0,0	3,3	0,0	0,2	0,1	0,8	1,8
OIL, VEGETABLE [WFP]	20	176,8	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	180,2	0,0	0,0	0,0	0,0
FISH FILLET, ATLANTIC COD, FRESH		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FISH FILLET, ATLANTIC COD, DRIED		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SALT, IODISED [WFP]	5	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Composition totale (se référer à l'unité en colonne)		1770,2	37,2	23,3	182,5	200,0	16,6	679,4	2,4	0,3	14,5	1,8
Apport journalier recommandé		2100	52,5	40	450	150	22	500	0,9	1,4	13,9	28
% Couverture de l'AJR		84%	71%	58%	41%	133%	76%	136%	264%	20%	104%	6%
NVS - en nature	7.517	0,8	0,7	0,6	0,4	1,0	0,8	1,0	1,0	0,2	1,0	0,1
Achats des groupements à travers les vouchers												
RICE, FORTIFIED [WFP]		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RICE, WHITE, LONG GRAIN, PARBOILED		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RICE, WHITE, MEDIUM GRAIN	459	1652,7	30,3	2,7	41,3	0,0	3,7	0,0	0,3	0,2	7,3	0,0
BEANS, KIDNEY, ALL TYPES	44	145,5	10,3	0,4	62,5	0,0	3,6	0,0	0,2	0,1	0,9	2,0
OIL, VEGETABLE [WFP]	19	164,6	0,0	18,6	0,0	0,0	0,0	167,8	0,0	0,0	0,0	0,0
FISH FILLET, ATLANTIC COD, FRESH	46	37,8	29,0	1,1	73,8	0,0	1,2	5,5	0,0	0,0	1,0	0,5
FISH FILLET, ATLANTIC COD, DRIED	7	19,6	1,2	0,0	1,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,5	0,2
SALT, IODISED [WFP]		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Composition totale (se référer à l'unité en colonne)		2020,2	70,8	22,8	178,6	0,0	8,4	176,1	0,6	0,4	9,7	2,7
Apport journalier recommandé		2100	52,5	40	450	150	22	500	0,9	1,4	13,9	28
% Couverture de l'AJR		96%	135%	57%	40%	0%	38%	35%	67%	26%	70%	10%
NVS - CBT	5.389	1,0	1,0	0,6	0,4	0,0	0,4	0,4	0,7	0,3	0,7	0,1

Annexe 11 : Analyse de l'évolution de la malnutrition en Guinée

Malnutrition aiguë des enfants de 6-59 mois, données régionales.



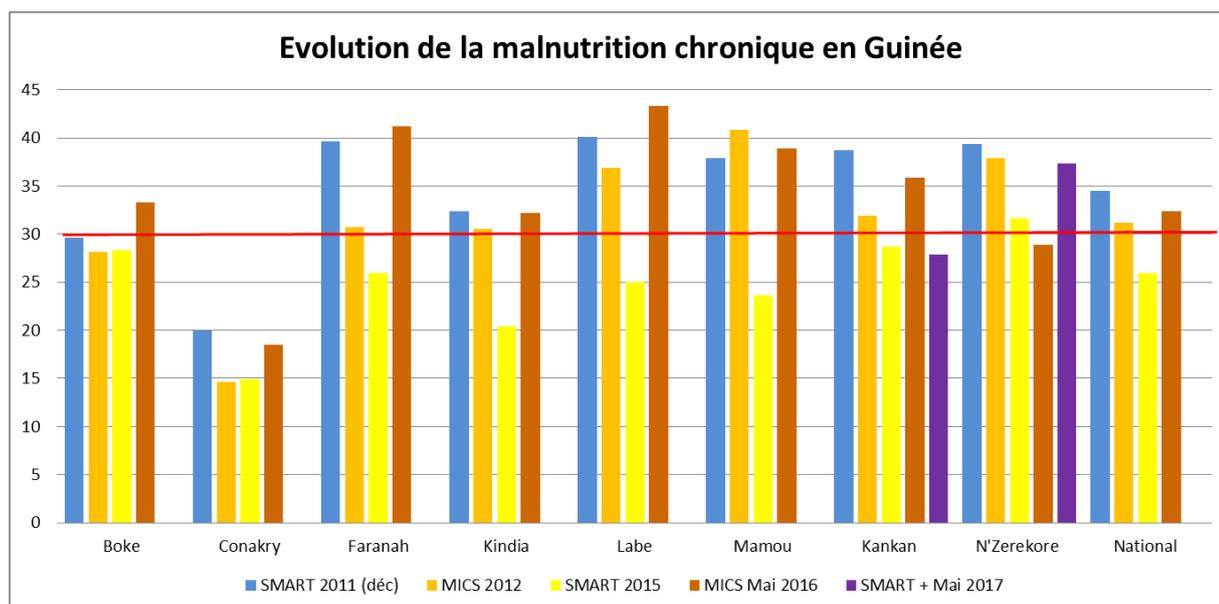
Les données des enquêtes nutritionnelles nationales montrent :

Une forte saisonnalité de la malnutrition aiguë des enfants de 6-59 mois. Les prévalences de la MAG enregistrées en post récolte 2011 (SMART 2011, données collectées en décembre 2010 et janvier 2011) montrent des prévalences acceptables (MAG<5%) dans 5 /8 régions et précaires (>5% et <10%) dans 3/8 régions. En 2017, la SMART+ conduite sur les régions de Kankan et Nzerekore confirme de faibles prévalences de la MAG en janvier dans ces deux régions (respectivement 3,9 et 2,7%).

Les prévalences sont nettement plus élevées avant les récoltes ou au moment des récoltes (en juillet aout SMART 2015 ; entre juin et octobre MICS 2012 ; entre août et novembre pour MICS 2016). Aucune région ne présente à cette période un taux acceptable ; la prévalence de la MAG est le plus souvent précaire (entre 5 et 10%), plus rarement sérieuse (Kankan en 2015, et Nzerekore en 2016) ou critique (Kankan 2012). Au vue de ces données, des interventions de Blanket Feeding pour la prévention de la MA réalisées entre novembre et février ne sont pas justifiées ; il semblerait plus pertinent de les programmer entre juin et septembre, au moment de la soudure lorsque les prévalences de la MAG ont tendance à s'élever.

Une évolution de la MAG plutôt encourageante à l'échelle nationale entre 2012 et 2016 si l'on considère les données collectées pendant la soudure/campagne agricole (en jaune orange et brun) sur la courbe. La prévalence nationale baisse de 16%. Cette tendance s'observe dans cinq des huit régions du pays ; la région de Kankan connaît une chute de la prévalence que l'on peut qualifier de spectaculaire : la MAG était critique en 2012 (17,9%), mais précaire en 2016 (6,8%). Les régions de Boké, Kindia et de Nzérékoré présentent des évolutions inverses : la prévalence de la MAG y progresse en particulier à Nzérékoré avec une hausse de plus de 90% à Nzérékoré (6,5 en 2012 à 12,4% en 2016).

Malnutrition chronique des enfants de 6-59 mois.



Pour ce qui concerne la malnutrition chronique, les données disponibles sont très difficiles à interpréter. Considérant que la malnutrition chronique est moins soumise à des évolutions saisonnières que la malnutrition aiguë, on peut chercher à apprécier les tendances en mobilisant l'ensemble des données de 2011 à 2017. **Aucune tendance nette n'émerge :**

A l'échelle nationale, la malnutrition régresse nettement entre 2011 (34,5%) et 2015 (25,9%) (baisse de 25%) pour croître à nouveau en 2016 et revenir à un taux proche de celui de 2011(32,4%).

Dans toutes les régions on observe une augmentation des taux de malnutrition chronique entre 2015 et 2016 sauf pour Nzérékoré où la situation évolue favorablement.

Les évolutions sont brutales par exemple : à Labé : 40% en 2011, 37% en 2012, avec une forte réduction en 2015 (25%), mais à nouveau 43,3% en 2016. Des variations similaires sont observées à Mamou (40,8% en 2012 mais seulement 23,6% en 2015, puis 38,9% en 2016). De telles variations sur des taux de malnutrition chronique pour des enfants de 6-59 mois sont assez surprenantes, et difficiles à interpréter.

Liste des Acronymes

A/Co	Agents de santé communautaires Projet Adaptation basée sur les Ecosystèmes des Communautés Vulnérables de la Haute Guinée
ABE HG	
ACF	Action Contre la Faim
AFD	Agence Française de Développement
ANASA	Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaire
ANPROCA	Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole
APAE	Association des Parents et Amis de l'Ecole
BF	Blanket Feeding
BP	Bureau de Pays
BR	Bureau Régional
C	Composante
C1	Composante Alimentation Scolaire
C2	Composante Nutrition
C3	Composante Assistance Alimentaire pour la construction d'actifs
C4	Assistance Alimentaire ciblée
CADRI	Capacity for Disaster Reduction Initiative
CBT	Cash Based Transfer - Transfer monétaire
CILSS	Comité inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNLS	Comité National de Lutte Contre le Sida
CP	Country Program / Programme Pays
CRENAM	Centre de Récupération Nutritionnelle Aiguë Modérée Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la <i>malnutrition</i> sévère.
CRENAS	
CS	Centres de Santé
CSB	Corn Soja Blend
CSP	Country Strategy Plan/Plan Stratégique Pays
DAN	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition
DNCaS	Direction Nationale des Cantines Scolaires
DPA	Direction Préfectorale de l'Agriculture
DPE	Direction Prefectorale de l'Education
DPS	Direction préfectorale de la Santé
DEQAS	Decentralized Evaluation Quality Assurance System
DRS	Direction régionale de la Santé
DSRP	document de <i>stratégie pour la réduction de la pauvreté</i>
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EFSA	Emergency <i>Food Security Assessment</i>
ELEP	Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté
EMOP	Emergency Operation/ Opération d'Urgence du PAM
ENSA	l'enquête nationale de sécurité alimentaire 2009
ENSAV	Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité
ENSAV	ENSAV (Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité)

FAO	Food and Agriculture Organisation
FEFA	Femme Enceinte Femme allaitante
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFT	Food For Training
FFW	Food For Work
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, agence de coopération
GIZ	allemande
GR	Groupe de Référence (de l'évaluation)
HEA	Household Economic Analysis Home Grown School Feeding ; Approvisionnement locale des cantines
HGSF	scolaires
HKI	Helen Keller International
HQ	HeadQuarter / Siège du PAM
ICA	Integrated Context Analysis
ICSP	Intermediate Country Strategy Plan / Plan Stratégique Pays Provisoire
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
IRE	Inspection Régionale de l'Education
JICA	Agence <i>japonaise</i> de coopération internationale
M&E	Suivi Evaluation
MA	Malnutrition Aiguë
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MC	Malnutrition Chronique
MGE	Maison guinéenne de l'entrepreneur.
MICS	Multi Indicators cluster survey
Minagri	Ministère de l'agriculture
MNP	Micro Nutrient Powder/Poudre de micronutriments
MS	Ministère de la Santé
MVE	Maladie à Virus Ebola
OEV	Bureau des évaluations du PAM
OMD	objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des <i>Nations Unies</i> sur le VIH/sida
OS	Objectifs Stratégiques du PAM
PAM	Programme Alimentaire Mondial Programme accéléré de sécurité alimentaire et de développement agricole
PASANAD	durable de Guinée
PB	Périmètre brachial
PCIMA	Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë
PCK	Programme Conjoint pour la Région de Kankan
PCMAM	Prise en charge de la malnutrition aiguë modérée

PDL	Plans de Développement Local
PDM	Post Distribution Monitoring
PMA	Pays les moins avancés
PNDES	Plan National de Développement économique et social Plan National d'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire
PNIASA(N)	et Nutritionnel
PNUAD	Plan-Cadre pour l'Aide au Développement de la Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour les Développement
PSE	Programme sectoriel pour l'éducation
PTA	Plans de travail Annuels (PTA)
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
RB	Révision Budgétaire
REACH	Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RMDH	Rapport Mondial sur le Développement Humain
SABER	System Approach for Better Education Results
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SENAH	Service National des Actions Humanitaires
SIPAG	Système d'Information sur les Produits Agricoles en <i>Guinée</i>
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SNU	Système des Natuionas Unies
SO	Opération Spéciales du PAM
SPR	Standard Progress Report (Rapport Annuel des interventions du PAM)
SRF	Cadre Stratégique de Résultats
STD	services techniques déconcentrés (STD)
SUN	Scaling up nutrition
TB	Tuberculose
TBS	taux brut de scolarisation
TdH	Terres des Hommes
TDR	Termes de Référence
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework/plan cadre des Nations unies pour le développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des <i>Nations Unies</i> pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development/ Agence des États-Unis pour le développement international
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping
VIH	virus de l'immunodéficience humaine

[Lieu, Mois Année, numéro de rapport]

**[Nom du bureau qui a commandé l'évaluation]
[Site web]**



Programme Alimentaire Mondial